

ACTUALITÉ
AUTREMENT VUE

DÉPUTÉ À TOUT PRIX !

MOHAMMED BEGHDAJ



VOTEZ « OUI »

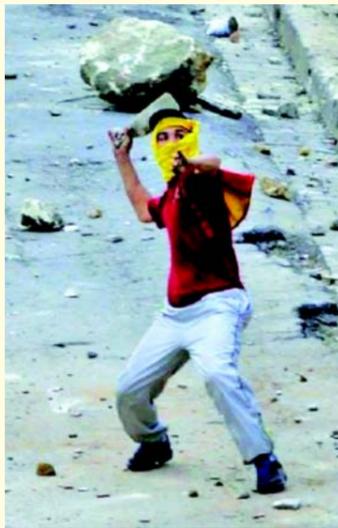
GHRIS DJILLALI

L'ÉMEUTE MULTIPLIÉE : LA NOUVELLE COM'

BELKACEM AHCENE-DJABALLAH

DES COÛTS JUSQU'AU COU

ALI BRAHIMI



COMBATS PRÈS DE LA FRONTIÈRE ALGÉRO-MALIENNE

P. 6



LE FRONT MALIEN S'EMBRASE À NOUVEAU

ABED CHAREF

■ Le monde
selon Guéant
BRAHIM SENOUCI

■ Sejnane,
premier
khalifat
de Tunisie
ABDELKADER
LEKLEK

■ Le
wahhabisme :
entre
conservatisme
et modernisme
AMEZRAR REDHA

■ Un demi-
siècle
d'invocation
pour un
meilleur
aménagement
urbain
MEZIANE
ABDELLAH

■ La maison
de Bakhta
MIMI MASSIVA



VIVE LA RUSSIE SYRIENNE

EL YAZID DIB

Printemps : un concerto inachevé

MOHAMED SAHBI

UNE PEINE SYRIENNE

AKRAM BELKAÏD

P. 7 à 16

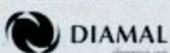
Make it happen.



CHEVROLET
SAIL 4P
Toute équipée.



Nouveau lot de **300** Sail 1.2l à **995 000 DA TTC**



www.diamal.net

Information et Assistance Chevrolet : 021 98 00 61
Offre valable chez DIAMAL et son Réseau National.



Conseil des ministres Loi de finances complémentaire, blanchiment d'argent et législatives

Le Conseil des ministres a approuvé, mardi, le projet d'ordonnance portant loi de finances complémentaire pour l'année 2012. Le communiqué rendu public à l'issue de la réunion, présidée par le chef de l'Etat, indique que le texte a pour objet de prendre en charge les mesures et décisions prises après le dépôt et l'adoption de la loi de finances pour l'année en cours.

Djamel Belaïfa

Dans son volet législatif, la loi de finances complémentaire introduit une disposition unique portant sur la prise en charge, par le budget de l'Etat, des revalorisation exceptionnelles des pensions et allocations de retraites décidées par le Conseil des ministres, le 18 décembre 2011. Le gouvernement avait alors donné son feu vert au relèvement à 15.000 dinars de toutes les pensions et allocations de retraites inférieures à ce montant dès le 1er janvier. Dans sa partie budgétaire, le projet a alloué une dotation supplémentaire de près de 317 milliards de dinars au budget de fonctionnement, destinée à couvrir les hausses des dépenses induites par l'augmentation du Salaire national minimum garanti, la révision du régime indemnitaires des fonctionnaires, la prise en charge, par le budget de l'Etat, de la revalorisation exceptionnelle des pensions et allocations de retraites. Les crédits de paiement pour le budget d'équipement demeurent quant à eux inchangés.

Le Conseil des ministres a ensuite examiné et approuvé un projet d'ordonnance modifiant et complétant la loi no 05-01 du 6 février 2005, relative à la prévention et à la lutte contre le blanchiment d'argent et le financement du terrorisme. L'ordonnance approuvée a pour objet d'adapter la législation algérienne de prévention et de lutte contre le blanchiment d'argent et le financement du terrorisme, aux techniques nouvelles au moyen desquelles les criminels violent les systèmes bancaires et aux technologies de l'information et de la communication. A cet effet, la législation amendée conforte l'indépendance de la cellule nationale de renseignement financier, à l'instar des organismes similaires de par le monde. S'agissant des mesures de prévention contre le financement du terrorisme et le blanchiment d'argent, l'ordonnance élargit les obligations des institutions financières dans le traitement de leurs clientèles, mais aussi à leur propre niveau. Elle renforce aussi les obligations des autorités de régulation financière en ce qui concerne les règlements pertinents qu'elles doivent prendre et le suivi de leur respect par les institutions financières, ainsi que leur coopération avec les instances nationales compétentes, y compris en matière d'enquête et de poursuite.

Au titre des mesures de lutte contre le blanchiment d'argent et le financement du terrorisme, l'ordonnance autorise, entre autres, le juge à ordonner le gel ou la saisie, pour un mois renouvelable, des fonds appartenant aux organisations terroristes. Elle relève aussi le montant des amendes et élargit le champ d'application de certaines incriminations en matière de violation du secret professionnel en ce qui concerne les déclarations de soupçon.

Intervenant à l'issue de l'approbation de cette loi, le président de la Républi-

que a enjoint au gouvernement, à la Banque d'Algérie et à toutes les autorités de régulation concernées de veiller au strict respect des règlements relatifs à la prévention du blanchiment d'argent et du financement du terrorisme, et d'apporter leurs pleins concours à la cellule nationale de renseignement financier, placée auprès du Ministère des Finances.

Le Conseil des ministres a poursuivi ses travaux par l'examen et l'adoption d'un projet d'ordonnance amendant et complétant l'ordonnance no 97-08 du 6 mars 1997, déterminant les circonscriptions électorales et le nombre de sièges à pourvoir pour l'élection du Parlement. L'amendement introduit notamment pris en considération l'évolution de la population, à la lumière de son recensement décennal effectué en 2008, tout en veillant à réunir les conditions propices pour l'application de la nouvelle législation portant augmentation des chances d'accès de la femme à la représentation dans les assemblées élues. Ce faisant, l'ordonnance approuvée par le Conseil des ministres porte le nombre de siège à l'Assemblée populaire nationale de 389 à 462 sièges.

Le Conseil des ministres a, en outre, examiné et adopté un décret présidentiel portant organisation et fonctionnement de la Commission nationale de supervision des élections. Les magistrats devant faire partie de cette commission seront désignés par le président de la République, qui nommera également le président de cette instance parmi eux. La commission intervient d'office, ou sur saisine des parties participantes aux élections, ou celle de la commission de surveillance des élections. Pour l'exercice de ses missions, la commission de supervision peut mener tout acte d'investigation nécessaire, recueillir toute information ou charger toute personne, autorité ou institution de toute mission utile pour la conduite de l'investigation. Elle prononce des décisions administratives dans un délai maximum de 72 heures et séance tenante le jour du scrutin. En outre, elle peut, le cas échéant, solliciter le parquet général pour la réquisition de la force publique à l'effet de faire exécuter les décisions qu'elle prononce.

A l'issue de l'approbation de cette ordonnance, le président de la République a relevé qu'à l'exception du décret portant convocation du corps électoral qui sera promulgué sous peu, les dispositifs législatifs et réglementaires majeurs nécessaires pour l'organisation des prochaines élections législatives sont désormais en place. A ce titre, le chef de l'Etat a souligné que les locaux qui abriteront l'activité de la Commission nationale de supervision des élections devront être fin prêts avant la fin de ce mois. Le siège de la Commission nationale de surveillance des élections devra, lui aussi, être fonctionnel dès la convocation du corps électoral. Il en est de même des locaux des démembrés de ladite commission, avant la fin de ce mois.



Ph.: APS

ANALYSE

Kharroubi Habib

En opposant leur veto au Conseil de sécurité de l'ONU à la résolution sur la Syrie, la Russie et la Chine n'ont nullement accordé au régime de Damas le permis de continuer à tuer son peuple, comme l'en accusent l'Amérique et des pays européens. Ils ont d'abord et avant tout dit non à un enchaînement, dont la phase ultime que préparent déjà ces derniers pays est une intervention militaire étrangère en Syrie.

Il est vrai que la position de la Russie et de la Chine a du mal à être comprise par une bonne partie de l'opinion internationale, légitimement révoltée par ce qui se passe en Syrie mais aussi conditionnée par une présentation médiatique des faits systématiquement à charge contre le régime syrien, dont ils apparaissent comme les derniers soutiens internationaux.

En Syrie, il se déroule une guerre civile dont la réalité est occultée par les Occidentaux et les médias, pour lesquels ce qui se déroule dans ce pays est une insurrection populaire contre un régime dictatorial, sanglant, ne se maintenant au pouvoir que par la répression. Un parti pris qu'ils affichent en ignorant ou en récusant en doute tout point de vue émis par des Syriens le contredisant. Pourtant, il est clairement démontré que si une partie du peuple syrien est en révolte contre Al-Assad et son régime, une autre, non moins importante, veut autre chose. Ce ne sont pourtant que les porte-voix des partisans du premier camp qui ont les honneurs des « unes » et des tables rondes des médias occidentaux et qui surtout se sont vus adoués par les chancelleries occidentales de la légitimité à parler au nom de l'ensemble du peuple syrien.

Les veto russes et chinois ont signifié à l'Améri-

Les maîtres du cynisme heurtés par celui des autres

que et aux Européens qu'il ne leur sera pas possible, sous prétexte de « protection » du peuple syrien, de rééditer le scénario qu'ils ont mis en œuvre dans la crise libyenne. Russes et Chinois sont évidemment accusés d'avoir agi avec cynisme et au nom de leur rai-

son d'Etat, qui leur fait défendre un régime tyrannique plutôt qu'un peuple se battant pour sa liberté et la démocratie. En les accablant de ce reproche, les Occidentaux font preuve d'un cynisme encore plus offensant. Mais enfin, l'Amérique et l'Europe n'ont pas autorité morale à blâmer en la matière ! Russes et Chinois n'ont fait que les imiter et leur rendre la monnaie de la pièce. Moscou et Pékin savent que leurs pays peuvent devenir les théâtres du même jeu auquel s'adonnent les puissances occidentales contre les régimes arabes. Il leur fallait démontrer à ces puissances que ce n'est pas la solution pour régler les crises nationales.

Russes et Chinois savent néanmoins que les choses doivent changer en Syrie. Ils doivent désormais exercer toute la pression nécessaire sur le régime de Damas pour qu'il s'engage irrévocablement sur cette voie. L'Amérique et les Européens essayeront par tous les moyens de rendre impossible cette sorte de sortie de crise en Syrie. Washington dit « penser » à armer les révoltés syriens, alors que c'est déjà fait. Preuve en est que la solution militaire contre Al-Assad et son régime est l'option occidentale depuis le départ de la crise syrienne. Maintenant, pour contrecarrer tout plan de sortie pacifique de cette crise, les Occidentaux pousseront les protagonistes placés sous leur aile à faire dans la surenchère qui le fera échouer.

Energie

Yousfi invite les Britanniques à investir davantage

Le ministre de l'Energie et des Mines, M. Youcef Yousfi, a invité les entreprises britanniques à s'engager davantage dans les investissements et le partenariat dans le secteur de l'Energie en Algérie, indique hier un communiqué du ministère de l'Energie et des Mines.

Lors d'un entretien avec le ministre d'Etat britannique chargé de l'Energie et du Changement climatique, M. Lord Marland, en visite en Algérie, M. Yousfi a « invité les entreprises britanniques à s'engager davantage dans les investissements et le partenariat, dans les domaines de la pétrochimie, du raffinage et de l'exploration, y compris dans l'offshore, souligne la même source.

Les entretiens entre les deux parties ont porté essentiellement sur le renforcement des relations de coopération et de partenariat entre les deux pays, dans le domaine de l'énergie, des hydrocarbures, des énergies renouvelables et de l'efficacité énergétique, ainsi que la formation, précise-t-on. A cette occasion, le ministre a présenté les grands

axes de l'ambitieux programme algérien de développement des énergies renouvelables et de l'efficacité énergétique, insistant sur l'échange de savoir-faire et de visites entre les entreprises des deux pays, ainsi que la fabrication locale des équipements spécifiques à ces métiers. Pour sa part, le ministre délégué chargé des Affaires maghrébines et africaines, M. Abdelkader Messahel, a fait part de la « volonté partagée » de l'Algérie et de la Grande-Bretagne d'approfondir leurs relations bilatérales. « Il y a une volonté partagée » de l'Algérie et de la Grande-Bretagne d'approfondir leurs relations bilatérales et les élargir à d'autres domaines, a déclaré M. Messahel à la presse, à l'issue d'un entretien avec le ministre d'Etat britannique chargé de l'Energie et du Changement climatique, Lord Marland. Il a indiqué avoir eu, à cette occasion, un « large échange de vues sur les relations bilatérales, qu'elles soient dans le domaine économique, commercial ou politique », ajoutant que « les créneaux ont été identifiés et les pers-

pectives existent » pour leur approfondissement. L'entretien a porté, en outre, sur la situation politique en Algérie, notamment en ce qui concerne les prochaines élections législatives, a-t-il ajouté, assurant que « tout est garanti pour la transparence de ces élections ». M. Messahel a fait part, également, de la tenue « probable » début mars prochain, à Londres, d'une réunion du Comité bilatéral algéro-britannique, qu'il préside avec son homologue britannique, M. Alistair Burt.

Pour sa part, le ministre d'Etat britannique, Lord Marland, a mis en exergue les « excellentes relations » qu'entretiennent les deux pays, expliquant que sa visite en Algérie a pour objectif d'explorer de nouveaux domaines de coopération entre les deux pays. Il a souligné dans ce cadre que l'Algérie est un « pays important » pour la Grande-Bretagne, en particulier dans les domaines du Commerce et de l'Energie, affirmant qu'« avec plus de travail et de coopération nous pourrions être de meilleurs partenaires à l'avenir ».

Tirage du N° 5226
92.104 exemp.

Le Quotidien
D'ORAN

Edition Nationale d'Information
Editée par la SPA
ORAN - PRESSE
au Capital de 195.923.000,00 DA

Président
Directeur Général
Directeur
de la Publication
Mohamed Abdou
BENABBOU

Direction - Administration
Rédaction centrale
63, Ave de l'ANP - Oran
B.P.N° 110 - Oran
Tél. 041.32.63.09
32.72.78 / 32.91.34
32.86.66 / 32.86.67 / 32.86.68

Fax Pub: 041.32.69.06
Fax et Rédaction
041.32.51.36 / 32.69.06

Imp.: Oran : imprimerie
"Le Quotidien d'Oran"
Alger : imprimerie "Le Quotidien d'Oran"
Constantine : S.I.E.
Ouargla : S.I.A.

INTERNET: <http://www.lequotidien-oran.com>
E-mail : infos@lequotidien-oran.com
publicite@lequotidien-oran.com
admin@lequotidien-oran.com
lequotidiendoran@yahoo.fr

Rédaction Algéroise
Tél.: 021.74.96.39 - Fax : 021.74.71.57

Rédaction Constantinoise
Tél.: 031.64.19.81 - Fax : 031.64.19.80

Diffusion: Ouest: SEDOR Tél.: 041.41.94.31/41.65.31
Centre: SEDOR - Est: SO.DI. PRESSE - Sud: TDS

Elections législatives Bruxelles attend pour voir

Trois des six experts dépêchés à Alger, depuis le 1^{er} février, par l'Union européenne pour élaborer un rapport d'étape sur le processus électoral en gestation, quitteront, aujourd'hui, Alger après avoir rencontré des responsables du ministère de la Justice, de partis politiques et des représentants de la société civile.

Ghania Oukazi

Ce sont les trois des six experts de l'Union européenne dont la mission est «d'écouter» toutes les parties qui sont concernées par l'organisation, la tenue et la participation aux élections législatives prévues en mai prochain. Invitée officiellement par les autorités algériennes pour observer ces élections, l'Union européenne a accepté l'invitation parce qu'à l'instar de bien d'autres, l'Algérie figure sur ses registres comme «pays prioritaire pour observer ces élections selon une méthodologie bien rodée.» Ce qui doit, en évidence, signifier que l'Algérie fait partie des pays dont les élections n'ont jamais été «ni propres ni honnêtes». Il est donc important pour «ces prescripteurs de feuilles de route» de les «observer» pour savoir si le régime qui gouverne est prêt à s'ouvrir à la démocratie, ou alors qu'il faille le faire remplacer par la force de révoltes «facebookiennes». Il est souligné du côté de la capitale de l'Europe que «c'est bien pour la première fois que l'UE est invitée officiellement par l'Algérie pour observer ses élections et qu'elle pourrait mandater une commission pour le faire». La précision à cet effet est que «tous les Européens qui sont venus au cours des précédentes élections, qu'ils soient experts ou parlementaires, l'ont été à titre d'indépendants et ne représentaient qu'eux-mêmes et non pas l'UE parce qu'ils n'avaient aucun mandat de sa part».

L'UE a pris le soin de fixer des préalables avant d'envoyer ses observateurs sur le terrain électoral algérien. L'un de ses principaux préalables est d'envoyer en Algérie, «3 à 4 mois avant la tenue du scrutin», un groupe d'experts-éclairés qui puisse la renseigner sur la faisabilité de la chose électorale et les conditions dans lesquelles elle se tient. Ces conditions doivent, bien sûr, répondre aux principes, aux normes et aux critères qu'elle juge universels. C'est ce qui a été accepté par les autorités algériennes en accueillant à Alger, le 1^{er} février dernier, six experts de ses services spécialisés dans le déroulement de joutes électorales «qui devront se déployer le plus largement possible sur le terrain pour pouvoir avoir tous les échos possibles sur les élections à venir».

Choisis «librement» par l'UE, les six experts dont deux femmes ont été quand même désignés en concertation avec les autorités algériennes et font partie de la Commission de soutien aux élections qui siège à Bruxelles, du service des relations extérieures chargé du dossier Algérie auprès de l'UE et du service de liaison entre les forces de l'ordre dans ses Etats membres. A ce jour, ils ont rencon-

tré des responsables du ministère de la Justice dont le magistrat qui préside la commission électorale, plus de 5 partis politiques dont le FLN, des représentants des médias et de la société civile en général.

LE FICHER ÉLECTORAL, «UN ÉLÉMENT CLEF DE LA CRÉDIBILITÉ D'UNE ÉLECTION»

Trois experts du service européen de l'action externe quittent donc, aujourd'hui, Alger en direction de Bruxelles où ils doivent faire un rapport d'étape au cabinet de la Haute représentante de l'UE, Catherine Ashton, sur ce qu'ils ont déjà «vu et entendu». Il est connu qu'en matière d'observation d'élections, l'UE considère que «le fichier électoral est un élément clé sur lequel ses experts doivent s'arrêter parce qu'il est une des garanties de la crédibilité d'une élection». Mais ceux qu'elle a envoyés savent que ce fichier n'est pas encore finalisé. Ils s'enquerront alors de «la façon de procéder à son assainissement et des textes de lois que les autorités algériennes suivent pour le faire et pour assurer la transparence et la crédibilité des élections».

Les trois autres experts qui restent à Alger continueront leurs contacts avec toutes les parties qu'ils jugent nécessaires d'entendre. Ils retourneront à Bruxelles le 22 février prochain et remettront à Mme Ashton un rapport -celui-ci détaillé- sur tout ce qu'ils ont entrepris en Algérie comme recherches et travail d'écoute. Le rapport qui sera rendu public à la fin du mois en cours devra renseigner l'UE sur les conditions logistiques et sécuritaires de la tenue du scrutin, des conditions de préparation administrative du scrutin, les conditions d'enregistrement des candidatures, le traitement des contentieux des candidats, le cadre juridique encadrant les élections, la préparation des bureaux de vote, la qualité des urnes, la présence et le rôle des juges, des partis politiques et de l'ensemble des commissions de contrôle. C'est à partir d'une analyse «pertinente» des renseignements contenus dans le rapport de ses envoyés spéciaux à Alger que Catherine Ashton jugera s'il est nécessaire ou pas d'envoyer une mission d'observation composée de politiques et d'experts auxquels se joindront 6 à 15 parlementaires européens, auxquels elle donnera mandat en tant que première responsable de l'UE.

UN MANDAT SANS «POUVOIRS»

Au cas où ce mandat sera donné, les membres de la mission européenne d'observation devront venir en Algérie, un ou deux mois



Ph.: Arch.

Raina Raïkoum

Kamel Daoud

Qu'est-ce que le froid ? C'est quelque chose qui touche la peau, mord le cou, remonte le long des bras

Ce haut sommet de l'Etat que la neige n'atteint pas

puis boit la chaleur et ne laisse que l'inter-rupteur. Avant-hier, un Conseil des ministres. Comme relevé par des journaux, on y a parlé d'élections prochaines, de blanchiment d'argent, des retraites des fameuses «décisions individuelles relatives aux emplois supérieurs de l'État» et de la création de 73 emplois bien payés avec l'augmentation des sièges de députés. Comprendre argent, avantages et carrière des intimes. Neige-t-il en haut ? Non. Car les altitudes de l'Etat ne sont pas celles de la géologie et de la météo. En haut, il ne fait pas froid et la neige tombe du bas vers le haut qu'elle n'atteint pas. Quand il pleut, il pleut aussi du bas vers le haut : des pierres contre le maire, des demandes de logements, des promotions et des cooptations. Des applaudissements aussi, et des bus de militants. Le haut est un haut contraire à la gravitation. C'est vers le bas, chez le peuple que la terre est lourde, le nuage inutile et les choses retombent sans avoir changé le monde ou la vie. En haut donc, il n'a pas neigé cette semaine, on n'a pas manqué de gaz et il n'y a pas eu de coupures d'électricité, ni de routes bloquées, ni d'Algériens pris entre la neige et les ancêtres. On n'y a pas appelé au secours les gen-

darmes et les pelleuses et on n'y pas acheté la bouteille de butane au prix d'un puits de pétrole au Sud. La preuve ? Le dernier Conseil des

ministres n'a pas dit un mot, un seul sur les morts algériens durant cette vague exceptionnelle. Sur cet hiver dont se souviennent les gens de 1950. Pas une phrase sur les villages bloqués, les écoles fermées, les villes isolées et les rescapés. Les intempéries sont les affaires de Dieu et donc l'un des dossiers du ministre des Affaires religieuses. D'ailleurs, c'est le seul qui parle ces jours-ci : élections, imams, fatwa, églises, confessions, oulémas et il a même appelé à une prière contre la sécheresse contre laquelle on a eu une neige exceptionnelle. Et les autres ministres, amis de l'Etat, pupilles du pouvoir, Frères dirigeants ? Non. Chacun était chez lui, ou dans son bureau, en haut lieu qui n'a pas le même climat qu'en haute altitude.

Il s'agit donc de deux pays situés l'un sur l'autre, séparés par un vacuum ou une veste imperméable ou un double vitrage athermique. Quand il pleut en bas, cela ne veut pas dire qu'il neige en haut. Ce n'est pas la même atmosphère, les mêmes stratosphères. Le Régime ne vit même pas dans les nuages. Il vit et parle et se réunit au-dessus. Ce qui est une altitude plus haute que l'altitude. Il ne neige pas sur le plus haut sommet de l'Algérie.

avant la tenue du scrutin, et repartir à Bruxelles un mois plus tard. La mission sera chargée durant cette période d'observer le processus électoral dans tous ses aspects, des moyens mis en place, du vote au dépouillement des bulletins jusqu'aux plaintes et recours des candidats lésés.

L'UE s'oblige ainsi à avoir ses observateurs sur le terrain pour au moins 6 semaines avant le jour du vote pour qu'ils puissent se déployer eux aussi comme ils l'entendent. Il est évident que vu la grandeur des territoires algériens et même leurs moyens matériels qu'on dit «limités», les observateurs européens ne pourront se déplacer dans tous les bureaux de

vote. Ils se contenteront d'observer -pour reprendre un terme des enquêteurs- «un petit échantillon» mais qu'ils jugeront représentatif selon les normes européennes, régionales et internationales et aussi conformes aux conventions internationales dont l'Algérie est signataire.

La mission d'observation européenne, une fois mandatée, aura aussi un œil sur les médias publics lourds pour apprécier le temps de passage des candidats qui devra, selon ses principes, être «libre et équitable». Elle prendra aussi en compte les analyses du processus électoral par les médias nationaux et étrangers. L'UE prévoit, pour ce dernier point, la mise en place d'une

unité de monitoring (d'assistance) aux médias qui seront accrédités pour la couverture du vote.

«Elle ne fait qu'observer et faire des remarques, il ne faut pas prêter à la mission d'observation un pouvoir qu'elle n'a pas», dit-on du côté de Bruxelles. Si le mandat est signé, l'UE aura ainsi pour la première fois «observé» un scrutin algérien qu'elle estime se dérouler dans une conjoncture «lourde» de changements politiques. Elle l'aura fait sans n'avoir aucun pouvoir ni d'apporter des changements dans le processus électoral ni à ses résultats. «La consolidation des résultats du scrutin relève de la souveraineté des Etats», reconnaît Bruxelles.

Vente Toute Gamme de Lustre - Plafonnier - Lanterne
Applique - Lampadaire - Veilleuse - Spot .

Grand Lustre Spécial :

MOSQUÉE
HÔTEL
ADMINISTRATION



كريستال عصفور

SARL OUAFI
COMMERCE MULTIPLE

Route de la Gare EL-MATMAR 48100 W.RELIZANE
TEL.: 213(046)90.43.17 Mob. : 0.773.500.100
Fax : 213(046)90.41.78 Email : ouafi 48000@yahoo.fr.



RECRUTE

01- Un Architecte

- Expérience exigée : 03 ans au minimum.
- Lieu de résidence : Sidi Bel Abbès.

02- Un Cuisinier confirmé

- Expérience : 10 ans.
- Lieu de résidence : Sidi Bel Abbès.

Adressez votre demande de recrutement

et CV à l'adresse électronique :

btph@groupe-hasnaoui.com



Sheraton
Oran
HOTEL & TOWERS

Les Moments
Uniques
Méritent
d'être Partagés



Célébrez la St
Valentin dans
une ambiance
romantique au
restaurants El
Andalous & Ciel
d'Oran

Réservation & Information au 041 590 100

Sponsorisé par:

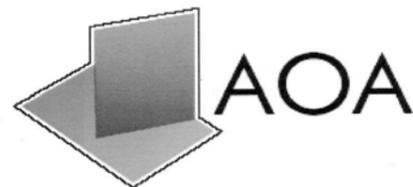


ZOHARA
PARFUMS

spg*
Starwood
Preferred
Guest

Joillier - Créateur
LA ROSE D'OR
MAISON PARFUM

©2012 Starwood Hotels & Resorts Worldwide, Inc. Tous droits réservés. Sheraton et son logo sont des marques déposées de Starwood Hotels & Resorts Worldwide, Inc., ou de ses filiales.



EL SHARIKA EL DJAZAIRIA
EL OMANIA LIL ASMIDA

AVIS D'APPEL D'OFFRES **NATIONAL ET INTERNATIONAL** **RESTREINT**

EL SHARIKA EL DJAZAIRIA EL OMANIA LIL ASMIDA, AOA Spa, lance un appel d'offres national et international restreint pour la fourniture de 400 Tonnes d'urée granulée.

Les sociétés intéressées peuvent retirer le cahier des charges au niveau du service juridique de AOA Spa, situé au site de construction du complexe d'ammoniac et d'urée à Mers El Hadjedj, Daïra de Béthioua - Oran après paiement d'une somme de 5000 DA pour les sociétés algériennes ou son équivalent en devises pour les sociétés étrangères au compte d'AOA Spa numéro : 00 400 416 400 0012898 44 ouvert auprès du CPA Agence KHMISTI - ORAN.

Les offres doivent être déposées et non pas envoyées 15 jours après la publication de la présence annonce.

Le ministère de l'Intérieur et des Collectivités locales a tenu, hier, à apporter des précisions en ce qui concerne le bilan des intempéries qui sévissent à travers plusieurs régions du pays, depuis le 3 février dernier. Et selon le ministère, deux cas de décès sur les 15 morts déplorés sont en relation directe avec les intempéries, enregistrées durant la période allant du 03 au 08 février 2012.

O.M, R.Karali & Naït-Ali H. et Aps

Dans un communiqué repris par l'Aps, le département de Ould Kablia a indiqué que «seuls deux cas de décès en relation directe avec les intempéries sont à déplorer au niveau du territoire national», expliquant qu'il s'agit d'une victime emportée par les crues de l'oued Safsaf (Skikda) et une autre décédée suite à une avalanche de neige à Abi Youssef (Tizi Ouzou). Les autres cas de décès enregistrés dans les wilayas touchées par les intempéries, à savoir 13 personnes, sont des victimes d'asphyxie par le monoxyde de carbone (08 personnes) et des victimes d'accidents de la circulation (05 personnes), a ajouté le ministère dans un bilan arrêté à la matinée du 08 février. Le ministère a, en outre, ajouté que la cellule de crise interministérielle permanente mise en place au niveau du ministère de l'Intérieur et des Collectivités locales depuis 2008 suit «de manière permanente» la prise en charge des effets des intempéries à l'échelle nationale depuis le 3 février.

Le colonel Mohamed Khelaf, directeur de l'organisation et de la coordination des secours à la protection civile, avait indiqué mardi que pas moins de 25 décès avaient été enregistrés, à travers le territoire national, de la période allant du 3 au 6 février. Le même responsable avait précisé sur les ondes de la chaîne III de la radio nationale que parmi les victimes, 10 personnes ont péri dans des accidents de la route et 15 autres sont mortes asphyxiées au monoxyde de carbone.

Hier matin, la localité de Bordj Meinaïel, dans la wilaya de Boumerdès, a été le théâtre d'un terrible drame.

En effet, selon des sources concordantes, il était 11 heures du matin environ, lorsque deux voisins se sont accrochés à cause d'une bouteille de gaz. Au cours de la rixe qui s'en est suivie, l'un des deux belligères, le plus jeune, a poignardé son voisin. Aucune indication n'était disponible concernant l'état de santé de la victime et la gravité de ses blessures.

Par ailleurs et selon les déclarations des responsables de la commune des Issers, à une vingtaine de km au sud-est du chef-lieu de la wilaya de Boumerdès, seulement dix familles ont



Ph.: Rachid K.

été recensées officiellement comme étant sinistrées, suite à l'effondrement de leurs demeures. Mais certains citoyens de la même ville affirment que ce sont plus d'une trentaine d'habitations qui se sont effondrées à cause des intempéries qui ont provoqué la chute de plusieurs arbres, dont des eucalyptus, sur les toits de ces dernières. D'ailleurs, toutes ces familles ont été contraintes de passer la nuit d'avant-hier à l'intérieur de la polyclinique de la ville des Issers pour s'abriter du froid et la pluie, le mercure étant descendu, ces dernières nuits, en dessous de zéro. Selon nos sources, toutes les habitations qui se sont effondrées sont de vieilles bâtisses qui ont déjà été très fortement affectées durant le séisme de Boumerdès de 2003.

Dans la wilaya de Tizi Ouzou, la colère des habitants pris dans la tempête des neiges monte chaque jour. En effet, des habitants de la haute montagne accusent les autorités de les avoir abandonnés en ces temps d'intempéries. Après que des habitants de plusieurs communes eurent fermé des mairies en guise de protestation, hier, c'était la RN 12 qui a été bloquée par des habitants des villages situés dans les monts de Sidi Ali Bounab, 20 km à l'ouest de la wilaya de Tizi Ouzou, pour exprimer leur colère face à la pénurie du gaz butane et la longue coupure de l'énergie électrique.

Ils ont ainsi paralysé la circulation automobile à hauteur de Bougdoura, entre Tadmaït et Draa Ben Khedda, causant des bouchons de plusieurs kilomètres sur cet important axe autoroutier. Au plan des opérations de déneigement, des routes nationales rouvertes étaient à nouveau bloquées par les nouvelles chutes de neige de la soirée d'avant-hier. C'est le cas des RN 15, RN 12 et RN 30, alors que l'essentiel des routes reliant les villages aux chefs-lieux communaux n'étaient toujours pas accessibles par voitures. Du côté de la wilaya, on assure que le travail de déneigement s'est poursuivi hier avec l'arrivée des renforts dépêchés depuis d'autres wilayas grâce au concours du ministère des Travaux publics et que tous les grands axes routiers étaient rouverts en attendant les routes communales.

On reconnaît, cependant, que vu l'étendue du réseau routier de la wilaya, tellement importante avec plus de 3.500 km rien que pour les chemins communaux, les opérations de déneigement restent difficiles, sur-

tout avec des épaisseurs de neige de plus d'un mètre. La même source a indiqué que pour alimenter les populations en gaz butane, pas moins de 36.000 bouteilles ont été distribuées dans la journée du mardi et l'opération se poursuivra jusqu'à acheminer ce produit vers toutes les localités de la wilaya tout en soutenant que la situation sera jugulée dès aujourd'hui jeudi. S'agissant du nombre de foyers toujours plongés dans le noir depuis, pour certains, jeudi dernier, ils étaient hier entre 5.000 et 6.000 foyers et plus de 700 ouvriers intervenaient pour leur rétablir l'énergie électrique.

Le groupe Sonelgaz a indiqué dans un communiqué quelque 3.400 foyers sont toujours privés d'électricité dans les wilayas de Tizi Ouzou et de Médéa. Les localités concernées sont situées surtout dans des régions montagneuses et enclavées, notamment à Ait Chafaa, Timizar (Tizi Ouzou) et à Benchikaou (Médéa) après les fortes chutes de neige, précise la société dont les équipes de dépannage ont rétabli ces derniers jours le courant électrique pour 110.600 foyers sur les 114.000 touchés par les coupures à Tizi Ouzou, Bouira, Bliida et Médéa.

Par ailleurs, une femme a été tuée hier et trois autres personnes ont été blessées à la suite du dérapage de leur voiture sur la RN 46 entre M'sila et Djelfa en raison du verglas, apprend-on auprès d'une source médicale. Les victimes blessées lors de cet accident, qui s'est produit en début d'après-midi au lieu-dit Zebache, dans la commune de Slim, ont été évacuées vers l'hôpital de Bousaâda, tandis que le corps de la femme décédée a été déposé au centre sanitaire de Slim, précise la même source. La circulation sur cet axe routier est particulièrement difficile depuis quelques jours à cause de la neige et, surtout, des importantes plaques verglacées.

Constantine, la circulation automobile était quasiment paralysée, hier matin, en raison de la neige qui a continué de tomber par intermittence durant la nuit et, surtout, à cause des plaques de verglas formées un peu partout, constate-t-on. Selon M. Ahmed Gaci, technicien à la station météorologique de l'aéroport Mohamed-Boudiaf, le verglas qui s'est formé par-dessus la couche de neige est dû à des températures négatives qui sont descendues jusqu'à -4° vers 7H00. Une situation

que les autorités locales s'emploient à affronter sans discontinuer sous la supervision de la cellule de veille mise en place à la wilaya et qui a fait appel aux engins de travaux publics du consortium Coojal, chargé de la construction de la partie est de l'autoroute, pour prêter main-forte aux moyens matériels déjà déployés depuis 5 jours aux quatre coins de la wilaya. Si la majorité des axes de communication ont été rouverts durant la journée de mardi, certaines routes restent «très difficilement praticables», à l'exemple de la RN 3 (Constantine-Skikda) à hauteur du col d'El-Kantour, ou carrément fermées, comme les CW 134, 04 et 151 reliant respectivement Ibn Ziad à Mila, Ibn Ziad à Aïn Smara et Constantine à El Meridj.

Les services de la SDE (Société de distribution de l'électricité et du gaz), de Naftal et de la direction de l'Energie et des mines interviennent de leurs côtés en permanence pour le rétablissement du courant électrique là où il est encore coupé (Aïn Nehas, Frères Brahmia, Oued Hamimime, Sidi M'cid, Ibn Ziad) ainsi que pour approvisionner les villages isolés en denrées et en produits énergétiques (butane et gazole). Même si la situation est «sous contrôle», comme l'affirment les services représentés dans la cellule de veille (travaux publics, transports, protection civile, Sonelgaz), de nombreux foyers étaient une nouvelle fois isolés du reste de la wilaya, mercredi matin, les épisodes neigeux se succédant presque régulièrement.

Dans la wilaya de Sétif, de nombreux villages du nord sont encore isolés par la neige provoquant des perturbations dans l'approvisionnement en denrées alimentaires et en produits énergétiques, ont affirmé mercredi des habitants de ces régions, contactés par l'Aps. La commune d'Aït Noual M'zada fait partie des zones les plus affectées par ces fortes intempéries qui ont donné lieu à une accumulation de neige dont l'épaisseur excède les deux mètres (2 m), a-t-on recueilli auprès de citoyens qui font part, cependant, «d'intenses efforts» déployés pour désenclaver leurs villages. Malgré tous ces impondérables climatiques, les services concernés de la wilaya, aidés par des éléments de l'Armée nationale populaire (ANP), de la Gendarmerie nationale et même d'agents de l'ordre relevant des unités spécialisées, concentrent, en effet, leurs efforts sur la réouverture des axes de communication, y com-

pris ceux d'Aït Noual M'zada et d'Aït Tizi, à l'extrême nord de la wilaya de Sétif. Selon les services de la gendarmerie, plusieurs segments de routes nationales restent encore fermés au trafic. C'est le cas de la RN 75 vers Béjaïa fermée à hauteur de Takouka, au pied du mont Meghress (1.700 m), ainsi qu'à Aït Noual M'zada et Tala Ifacene, de la RN 76 vers Bordj Bou-Arréridj bloquée à Guenzet, de la RN 74 vers Béjaïa, fermée à la circulation près de Aïn Zeghli, de Aïn Legradj et de Béni Ourtilane. La RN 9 vers Béjaïa est fermée à Theniet Ettine ainsi qu'entre Amoucha et Tizi N'bechar, alors que le RN 103 vers Bordj Bou-Arréridj est bloquée à Theniet El-Mekcem.

De même que la RN 77 vers Mila, fermée au niveau du village de Tighziret, Aïn Soltane, de Djemila, de Guelta Ezzarga et de Aïn Sebt pendant que le trafic reste difficile sur la RN 5 vers Constantine. Au plan des approvisionnements, le directeur de l'énergie et des mines a indiqué que plus de 4.000 bonbonnes de butane ont pu être acheminées vers onze localités parmi lesquelles Genzet, Harbil, Bougaâ, Aïn Sebt, Maâouia et Guidjel. Selon ce responsable, «d'autres chargements de butane atteindront avant la nuit les communes de Beïda-Bordj, de Aïn Lahdjar, de Bir-Haddada et de Aïn Azel». De leur côté, les services de la Société de distribution de l'électricité et du gaz pour l'Est (SDE) ont affirmé que le courant électrique a été rétabli dans 17.000 foyers de la wilaya. Selon leur chargé de communication, 1.000 autres foyers des communes d'Aït Noual M'zada et d'Aït Tizi seront rétablis «dans les heures à venir». Dans la commune de Sétif, recouverte mercredi matin d'une couche de 20 cm de neige, les cinq brigades de déneigement ont réussi à rouvrir 400 km sur un réseau total de 600 km, a indiqué le secrétaire général de la commune.

Dans la wilaya de Khenchela, la vie a commencé à reprendre mercredi son cours normal après trois jours de fortes chutes de neige.

En revanche, les cours étaient toujours suspendus, hier, dans l'ensemble des établissements scolaires, selon la direction de l'éducation où l'on a souligné que les classes seront ouvertes aujourd'hui jeudi «si le temps s'améliore, notamment après la dotation en poêles des écoles des zones rurales». Une tension sur les fruits et légumes se fait néanmoins ressentir dans la wilaya dont l'approvisionnement est essentiellement assuré par les wilayas voisines.

Dans la wilaya de Jijel, les éléments de l'Armée nationale populaire (ANP) ont été déployés, hier, pour l'ouverture des routes et le désenclavement des localités isolées par la neige, a-t-on appris de la cellule de communication de la wilaya.

Ces éléments ont commencé les opérations de déneigement sur le tronçon reliant Bouraoui-Belhaded à la commune de Ouled Askeur, avec une ouverture de quatre (4) km en direction de cette dernière localité.

Le second axe traité par les militaires est celui situé entre la commune de Texenna et de Selma, pour ensuite aboutir à Erraguene, distante de 6 km, selon la même source. Par ailleurs, deux personnes ont été légèrement blessées dans l'effondrement d'une maison à Ouled Rabah à la suite de l'amoncellement de congères sur cette habitation. Les victimes ont été évacuées sur l'hôpital de la ville d'El-Milia. Des efforts sont également déployés pour rétablir le courant électrique dans les 100 derniers foyers sur les 20.000 qui étaient plongés dans le noir des suites des intempéries, a-t-on encore précisé à la cellule de communication.

Combats près de la frontière algéro-malienne

Le conflit armé entre la rébellion touareg et l'armée gouvernementale au nord du Mali semble s'intensifier après le rejet du Mouvement national de libération de l'Azawad des pourparlers d'Alger.

Moncef Wafi

Entré en conflit ouvert avec l'armée régulière au nord du Mali depuis le 17 janvier dernier, le MNLA, soutenu par des éléments de l'Alliance démocratique du 23 mai pour le changement, avait affirmé poursuivre le combat jusqu'à l'autodétermination du peuple azawad. Après les attaques contre plusieurs villes comme Ménaka et Aguelhoc, faisant plusieurs morts et blessés des deux côtés, le MNLA a affirmé, hier, avoir pris le contrôle de la localité de Tinzawaten, dans le nord-est du Mali. Une zone stratégique de par sa proximité frontalière avec l'Algérie. «Nous avons pris ce mercredi Tinzawaten. Nos forces occupent la ville», a déclaré à l'AFP un combattant de la rébellion touareg, en ajoutant que les combattants du MNLA allaient poursuivre leur combat et sécuriser leurs zones». De son côté, l'armée régulière a tenu à réagir à cette information en la démentant catégoriquement par le truchement d'un officier de l'armée malienne en poste à Gao (nord-est), qui a déclaré que les militaires maliens tenaient toujours leurs positions. Une version confirmée par la presse malienne qui rapporte que ce mardi matin, vers 5 heures, les éléments du MNLA ont attaqué le poste militaire de Tinzawaten, situé à quelques kilomètres de la frontière algérienne, ajoutant que les combats ont duré plusieurs

heures entre les forces armées et de sécurité maliennes et les groupes rebelles. Au niveau du ministère malien de la Défense et des anciens combattants, on confirme l'information, tout en précisant que l'armée a vite circonscrit la menace en repoussant les assaillants, sans toutefois enregistrer de pertes en vies humaines, rapporte également la presse malienne. De son côté, la rébellion a ajourné l'information concernant d'éventuels morts et blessés dans cette prise de Tinzawaten.

Rappelons que le 26 septembre 2007, l'armée malienne avait repris le contrôle de Tinzawaten que les troupes d'Ibrahim Ag Bahanga contrôlaient depuis le 27 août de la même année, après la rupture de la trêve signée après les Accords d'Alger.

Par ailleurs, et alors que les familles des militaires maliens engagés dans le nord manifestent toujours à Bamako, à Kidal, des groupes de contestataires (touareg, arabes, etc.) ont tenté de se faire entendre ce lundi contre les nouvelles mesures de sécurité imposées dans la ville. En effet, les véhicules particuliers n'ont plus le droit de sortir de la ville, et pour les manifestants le système de sécurité est drastique.

Ce flou qui entoure ce qui se passe dans le nord du Mali est alimenté également par des informations distillées par le MNLA sur l'adhésion du colonel Hassan Ag Mehdi de l'armée régulière. Précédemment «haut

fonctionnaire de défense» du ministre délégué auprès du Premier ministre, chargé du développement de la zone Office du Niger, l'officier déserteur serait rentré à Ouagadougou (au Burkina Faso) à la tête d'un convoi de 60 véhicules comprenant de nombreuses personnes. Cet officier a fait défection pour dénoncer les agissements des populations du sud du Mali à l'endroit de la communauté touareg, selon son propre communiqué. La colère de la rue avait pris pour cible des Touareg dont les propriétés ont été saccagées depuis la semaine dernière. Pourtant, le président malien Amadou Toumani Touré avait exhorté ses concitoyens à éviter «l'amalgame» entre rebelles et civils touareg : mais cette intervention présidentielle n'a pas pour autant empêché les représailles contre des familles targuies à Kati et ailleurs.

Tenue du 2 au 4 février à Alger, la rencontre dite de concertation entre le gouvernement malien, représenté par son ministre des Affaires étrangères, Soumeylou Boubeye Maiga, et l'Alliance démocratique du 23 mai pour le changement, conduite par Hamada Ag Bibi, l'un des fondateurs et porte-parole du mouvement dont des membres combattent aux côtés du Mouvement national pour la libération de l'Azawad (MNLA) contre l'armée régulière dans le Nord malien, a débouché sur un appel «pressant» pour arrêter les hostilités.

Les recettes douanières en hausse

Synthèse S. C.

Les recettes douanières sont passées de 492 milliards de dinars en 2010, à 579 durant l'année écoulée, soit une augmentation de 17%. C'est ce qu'a appris hier l'APS auprès de la direction générale des Douanes, dont la source précise que la Taxe sur la valeur ajoutée (TVA) représente 60% du total des recettes douanières, pour un montant de 345,23 milliards DA en 2011 contre 296,77 une année auparavant, soit une hausse de 16,33%. Quant au droit en douane (DD), représentant 38% du total des recettes douanières, sa valeur a été estimée à près de 220 milliards de DA en 2011, contre 181 en 2010, une hausse équivalente à 21,30%.

Cependant, la plus importante hausse a été celle de la Taxe intérieure sur la consommation (TIC), qui pour tant ne représente que 1% du total des recettes, et a été évaluée à plus de 59%, soit un montant de 7,13 milliards de DA en 2011, contre 4,48 milliards de DA en 2010. En revanche, les autres droits et taxes de douane, qui représentent également 1% du

total des recettes douanières, ont connu une baisse de près de 35%, passant de 10,14 milliards de DA en 2010, à 6,60 l'année écoulée. Concernant le taux de réalisation des produits de douane, par rapport à la loi de finances et la loi de finances complémentaire en 2011, la DGD l'a évalué à 87,75%, contre 90% en 2010.

Au plan des moyens, une quinzaine de bureaux de recettes des Douanes couvrent presque la totalité des montants recouvrés soit plus de 94% du total à savoir 548 milliards de DA. Par ordre, le bureau d'Alger ports secs arrive en tête avec plus de 17% du total des recettes recouvrées avec un total de 98,92 milliards DA, suivi d'Alger-Port avec 13,96% et 80,79 milliards de DA, Béjaïa (10,4% et 60,26 milliards de DA), Skikda (9,08%) et Jijel (8,98%).

En termes de recouvrements budgétaires, les directions régionales des Douanes d'Alger-extérieur, Sétif et Oran sont les principales structures qui ont réalisé plus de 68% du total des recettes, avec un montant de 395 milliards de DA. La palme

revient à celle d'Alger-extérieur avec 32,8% (189,79 mds de DA), suivie de Sétif 19,79% (114,5 mds DA), Oran 15,64% (90,49 mds de DA), Alger Port 14,06% (81,36 mds de DA), Constantine 9,61% (55,62 mds de DA), et Annaba 5,62% (32,51 mds de DA).

A la direction générale des Douanes, on estime que l'amélioration des recettes douanières, entamée dès 2010 et poursuivie en 2011, a été réalisée grâce au dispositif de contrôle mis en place par l'administration douanière et aux efforts consentis dans le traitement efficace des marchandises, ainsi qu'au résultat du gel du démantèlement tarifaire de l'Accord d'association de l'UE et de la grande Zone arabe de libre échange. Cela a été également le fruit de la mise en application du dispositif de contrôle qui a été davantage renforcé grâce aux interventions coordonnées avec les autres institutions (ministère du Commerce, Banque d'Algérie et services des Impôts) et notamment avec l'entrée en vigueur, depuis janvier 2010 du Numéro d'identification fiscale (NIF).

Syrie

Voiture piégée à Homs, contre-offensive diplomatique sino-russe

Yazid Alilat

La situation en Syrie empire de jour en jour, avec l'explosion hier mercredi, d'une voiture piégée à Homs, bastion de l'opposition au régime du président Bachar al Assad, alors que sur le front diplomatique on assiste à une offensive sino-russe contre les pays occidentaux qui veulent le départ immédiat de l'actuel régime, à qui on impute la mort de plus de 5.000 personnes. Selon la télévision syrienne, un groupe terroriste a fait exploser hier une voiture piégée à Homs, dans le centre de la Syrie, tuant et blessant plusieurs personnes dont des civils et des membres des forces de sécurité. Selon des correspondants de presse, il y aurait plusieurs morts parmi les civils dans cet attentat à la voiture piégée, le troisième depuis le début de la crise syrienne. Les autorités affirment «poursuivre les groupes terroristes» à Homs en les accusant d'être à l'origine des violences. Mais les militants syriens affirment que c'est l'armée qui poursuit un assaut sanglant sur la ville pour étouffer la révolte. La télévision a fait état, en outre, de l'explosion hier d'«un certain nombre de charges, dans le quartier de Baba Amr, faisant des morts parmi les civils et les forces de l'ordre». A Idleb, toujours selon la télévision, «un groupe terroriste armé a attaqué un bâtiment de recrues militaires et les autorités y ont fait face, tuant un certain nombre de terroristes». Au moins cinquante personnes ont été tuées hier dans un nouvel assaut lancé sur Homs, pilonné pour la cinquième journée consécutive, a indiqué l'Observatoire syrien des droits de l'Homme (OSDH), basé en Grande-Bretagne.

Par ailleurs, le front diplomati-

que s'est brusquement réveillé ces derniers jours avec une offensive sans pareille de la Russie et de la Chine contre les pays occidentaux qui veulent le départ immédiat du régime de Bachar el Assad. Comme au bon vieux temps de la guerre froide entre l'Est et l'Ouest, Moscou et Pékin se sont mis sur la même longueur d'ondes pour fustiger la position irréfutable des pays occidentaux à vouloir organiser, coûte que coûte, la chute d'un régime déjà isolé sur la scène arabe. Le Premier ministre Vladimir Poutine a martelé ainsi hier que la Russie n'accepterait aucune forme d'ingérence en Syrie, appelant les Occidentaux et la Ligue arabe «à ne pas se comporter comme un éléphant dans un magasin de porcelaine» en Syrie. «Nous condamnons évidemment toute forme de violence d'où qu'elle vienne. Mais il ne faut pas se comporter comme un éléphant dans un magasin de porcelaine», a déclaré M. Poutine à la presse russe. «Il faut laisser les Syriens décider eux-mêmes de leur sort», a-t-il encore insisté, avant de préciser que le peuple syrien devait décider lui-même de son sort. En outre, le chef de la diplomatie russe Sergueï Lavrov a ajouté, au lendemain d'une visite à Damas, que le sort du président syrien Bachar al-Assad doit être réglé par «des Syriens eux-mêmes», à l'issue de négociations entre le pouvoir et l'opposition. «Toute conclusion du dialogue national doit être le résultat d'un accord entre les Syriens eux-mêmes, acceptable par tous les Syriens», critiquant au passage le rappel d'ambassadeurs de Syrie jugeant que cette mesure était «illogique» et ne contribuait pas à la mise en oeuvre de l'initiative de la Ligue arabe. «Nous ne comprenons pas

cette logique», a déclaré le ministre, au cours d'une conférence de presse. «Je ne pense pas que le rappel d'ambassadeurs crée des conditions favorables pour la mise en oeuvre de l'initiative de la Ligue arabe».

Pour Pékin, par contre, les accusations britanniques selon lesquelles la Chine aurait «abandonné» le peuple syrien sont «irresponsables», affirme un porte-parole de la diplomatie chinoise. «L'action de la Chine est juste et équitable et toutes les tentatives pour instiller des désaccords dans les relations sino-arabes seront vaines», a déclaré Liu Weimin, porte-parole du ministère chinois des Affaires étrangères. Le ministre britannique des Affaires étrangères William Hague, a accusé la Russie et la Chine d'avoir «abandonné» le peuple syrien en opposant samedi leur veto au Conseil de sécurité de l'ONU, à un projet de résolution condamnant la répression sanglante en Syrie. «La Russie et la Chine avaient un choix simple aujourd'hui : celui de soutenir ou non le peuple syrien et la Ligue arabe. Ils ont décidé de ne pas le faire, et à la place de se mettre du côté du régime syrien et de sa répression brutale», avait déploré M. Hague. Ces propos sont «extrêmement irresponsables», a jugé M. Liu. «La Chine est l'amie du peuple syrien dans son ensemble».

Et, si la Turquie travaille pour une conférence internationale sur la Syrie, les six pays du Conseil de coopération du Golfe (CCG) ont reporté à dimanche, une réunion sur la crise syrienne, après avoir décidé d'expulser les ambassadeurs de Syrie et de rappeler les leurs en poste à Damas, pour protester contre l'intensification, par le régime, de la répression de la révolte en Syrie.

Djezzy lance «Hanout Maker»



Salah Eddine K.

En lançant l'initiative Hanout Maker, Djezzy compte aider en les rénovant des commerces dont les propriétaires se trouvent en difficulté. Il s'agit, cette fois-ci, pour l'entreprise de téléphonie Djezzy de participer au développement de la petite entreprise (PME) employant 2 à 3 travailleurs en améliorant leur cadre bâti (locaux).

Par cette initiative nommée Hanout Maker, Djezzy «s'investit dans une nouvelle mission à plusieurs dimensions: sociale, environnementale et esthétique», déclare le directeur général de Djezzy, Tammer El Mahdi, dans une conférence de presse ani-

mée hier à l'hôtel Hilton à Alger.

Lors de cette conférence, une équipe d'experts composée de maçon, électricien, designer, décorateur a été présentée. Elle est à l'origine de relookage de locaux commerciaux choisis par une commission installée pour suivre le projet, suivant des critères ayant trait à l'emplacement de ce local, à l'importance de son activité ou encore à son histoire. Ainsi, 12 locaux dans 12 wilayas ont fait l'objet d'opération de transformation. Pour le DG de Djezzy, il s'agit là d'une «initiative modeste mais combien importante pour les familles des bénéficiaires». Il enchaînera que l'exemple que donne l'entreprise de téléphonie devra être suivi

par d'autres opérateurs afin de préserver des commerces considérés comme patrimoine et dont les propriétaires sont en difficulté.

Un clip de quelques minutes a été visionné à l'occasion où l'on montre des propriétaires qui n'en croyaient pas leurs yeux de voir leurs locaux rénovés au bout de 5 jours. L'ENTV à son tour sera de la partie en diffusant tous les vendredis des émissions montrant les étapes qui ont été nécessaires à la rénovation des locaux commerciaux. Tammer El Mahdi ajoutera: «Nous croyons que notre initiative se caractérise essentiellement par son aspect de solidarité dont la société a tant besoin pour reconstruire son tissu social».



Le front malien s'embrase à nouveau

Aucune frontière algérienne n'est stable. Inquiétant.



PAR ABED CHAREF

Et c'est reparti. Cette fois-ci, cela se passe au Mali, où un nouveau foyer de tension vient d'être relancé. A en croire les informations en provenance de la région, il serait même trop tard pour prévenir l'explosion. Il ne resterait plus qu'à tenter d'en limiter l'impact, à en amortir le choc avant de tenter de recoller les morceaux.

L'engrenage s'est mis en place depuis des mois, à la suite de la rupture des équilibres que le régime de Mouammar Kadhafi avait établis dans le Sahel. Des Touaregs, alliés au dirigeant libyen, avaient regagné leurs pays d'origine après sa chute, provoquant une déstabilisation de ces pays déjà fragiles. Le Mali et le Niger, qui comptent parmi les pays les plus pauvres au monde, n'avaient pas la capacité de recevoir ces migrants, d'autant plus que ceux-ci constituaient désormais une charge alors que jusque-là, ils constituaient une source de revenus pour le pays et pour leurs familles et tribus.

Dans un environnement difficile, où se côtoient pauvreté, militants de la liberté, terroristes, officines, contrebandiers, bandits de grand chemin et agents doubles, il est extrêmement difficile de maintenir la paix. Le moindre prétexte peut servir de détonateur pour embraser une vaste région, et déborder inévitablement en Algérie. C'était une simple question de temps.

Pour l'heure, la crise semble née d'un scénario terriblement banal. Des groupes armés, se réclamant du Mouvement National de Libération de l'Azawad, ont lancé, à la mi-janvier, des opérations contre les forces gouvernementales dans plusieurs localités du nord du pays, rompant ainsi la trêve en vigueur depuis 2009. Dans la foulée, d'autres localités étaient attaquées dans les jours qui ont suivi.

Les autorités maliennes ont encaissé le premier choc, et attendu plusieurs jours avant de lancer une contre-offensive, apparemment pour évaluer les forces de leurs adversaires. L'opération de reconquête a eu lieu, elle aussi, selon un schéma terriblement banal : opération de contre-guérilla, fouilles, violence, répression, et, probablement, règlements de comptes, représailles, tortures et violations des Droits de l'Homme, dénoncées avec virulence par le Mouvement de Libération de l'Azawad.

L'engrenage s'est ainsi mis en place,

en quelques semaines. C'était suffisant pour déclencher un mouvement migratoire des populations vulnérables, traditionnelles victimes des guerres civiles. Des milliers de personnes ont ainsi fui vers le Niger, le Burkina-Faso, le Sénégal, la Mauritanie et l'Algérie. Et cela donne évidemment lieu aux scènes les plus tragiques, avec ces familles dénuées de tout, arrivant à bout de forces dans des camps de réfugiés ou, pire, agonisant dans le désert.

Ce volet humanitaire, dramatique, est aggravé par l'absence de perspectives pour apaiser la situation. Bien au contraire, tout indique que ce qui se passe au Mali peut, cette fois-ci, constituer le début de quelque chose de beaucoup plus grave que les crises antérieures. Les choses y sont tellement imbriquées que plus rien n'est désormais exclu. Cela peut aller de grossières manipulations, à des jonctions entre mouvements touareg, mouvements terroristes, grande criminalité et «ingérence humanitaire».

Pour l'Algérie, le résultat sera lourd à porter. D'ores et déjà, un constat s'impose : le pays est littéralement encerclé, avec la crise du Sahara Occidental et la frontière marocaine fermée à l'ouest, une Libye en ébullition à l'est, des troubles à la frontière sud, des pressions de toutes sortes venant du nord, et un front interne en effervescence. Rien ne sera épargné à l'Algérie.

Cette complexité des problèmes est affrontée par un vide terrifiant, car l'Algérie ne dispose pas des institutions ni des instruments nécessaires pour faire face. Le pays se contente de répondre au coup par coup, en essayant de limiter les dégâts. Il subit les événements, sans réussir à anticiper. Il pare les coups, résiste tant qu'il peut, mais finit par céder car il n'est pas en mesure d'imposer ses choix. La crise libyenne a bien révélé cette situation : l'Algérie a fini par traiter avec le CNT alors qu'en d'autres temps, il aurait appartenu à l'Algérie d'imposer son CNT.

De la Libye au Mali, c'est donc toute la frontière saharienne de l'Algérie qui est entrée en zone de turbulence. Une situation de crise partout, qui s'installe dans la durée, alors que pour l'Algérie, il est impossible d'attendre que les choses se décantent d'elles-mêmes. Il y a deux risques majeurs. Le premier, c'est de voir la situation dérapier, et échapper à tout contrôle. Le second, c'est de voir d'autres puissances imposer leurs solutions. Les deux risques ne sont d'ailleurs pas exclusifs l'un de l'autre : les crises libyenne et syrienne ont montré que le chaos peut être le prélude, ou le préalable, à un changement du rapport de forces pour imposer un ordre nouveau.

L'Algérie a besoin d'un sursaut, pour définir une politique, et la mettre à l'œuvre. Ce sursaut est-il possible ?

médiatic

PAR BELKACEM AHCENE-DJABALLAH



L'émeute multipliée : la nouvelle com'

Il y a plusieurs formes populaires de communication, toutes liées au niveau de développement politique et culturel du pays ainsi d'ailleurs qu'à celui des citoyens.

On avait cru, un certain moment, avoir enfin atteint le niveau, presque idéal, de la communication socio-politique : celle qui se contente de son député (et des élus) ; celle qui se contente de sa presse et de ses journalistes «payés» ; celle qui se contente de l'expression organisée et pacifique à travers des marches ou manifestations, sans heurts ni dégâts ; celle qui, à la limite, se permet de coller, des affiches iconoclastes ou de «tagger» les murs ; celle qui utilise la lettre (anonyme ou déclarée)...

Un certain moment, on y a fortement cru et cela s'était effectivement passé ainsi, sous une forme ou une autre... Mais, hélas, durant un très court moment seulement. Au tout début des années 90, peut-être ?

Par la suite, les «événements» aidant, le processus a basculé avec des violences quotidiennes, frappant, bien souvent, aveuglément. Des jeunes et des vieux, des hommes et des femmes, des bébés... Evénement malheureux, mais prémonitoire, le premier personnage public assassiné était un «diseur» pacifique de vérités. Un écrivain, journaliste et poète. Un Amazigh... un homme libre, Tahar Djaout.

A partir de ce jour, peu à peu, brutalement ou en douceur, l'expression publique libre allait être combattue ou malmenée, un peu partout. Dans un tel contexte, les «décideurs» ont eu beau jeu, par la suite, de revenir continuellement sur la faiblesse de la communication nationale. On a même fait endosser, à la presse et aux journalistes, la responsabilité de la naissance et du développement de la violence. Un autre «évènement» plus politique que rationnel et objectif.

Bien sûr, ici et là, des poches de résistance perdurent, dans la presse, au niveau de partis et d'associations, au niveau d'individus...mais cela ne fait pas une atmosphère transparente et encore moins fluide. Que reste-t-il donc aux faibles et aux démunis...et aux manipulateurs ?

Ne reste plus que la rébellion (voir les multitudes de mouvements de «redresseurs» au sein des partis politiques ou des associations, mouvements spontanés ou fabriqués) ...et, surtout deux autres formes de communication, l'une remise au goût du jour depuis quelques années et une autre, tout de même assez originale pour s'y appesantir.

L'émeute populaire est une forme de communication ancienne. Elle a toujours lieu en cas de blocage total du dialogue et lorsque les mécanismes classiques sont rouillés par les mauvaises habitudes ou minés par la bureaucratie. Puis, avec les reculs et les fuites en avant, supposés «stratégiques», ainsi que les "grands pardons" et les mauvais exemples comportementaux de ceux "d'en haut", elle se généralise. Pour un oui ou pour un non ! Coupures d'électricité fréquentes, eau arrivant au compte-gouttes, liste de logements sociaux détournés, emplois rares, autoritarisme mal contrôlé d'agents de l'ordre, parents ou amis «mal jugés», compères emprisonnés, jugements mal expliqués, décisions bureaucratiques imposées, vendeur ambulancier rabroué, mauvaise note scolaire attribuée...

Dans bien des cas, la gendarmerie nationale n'ose plus trop intervenir, la police fait le «dos rond», le wali est aux «abonnés absents» et le chef de daïra ou le P/Apc se terre. Parfois, malgré les tentatives de dialo-

gue de tous les sus-cités, cette dérive communicationnelle devient violente, les citoyens s'en prenant aux symboles représentant celui qui leur semble absent du processus (chez nous, c'est d'abord le «beylik», l'Etat en l'occurrence) ou le présumé fautif... La route est «coupée» et des barrages de pneus enflammés sont dressés. On occupe les lieux publics. On frappe son enseignant. On éventre son voisin. On s'immole par le feu. On casse tout sur son passage (tout en profitant par le biais du pillage). On va même jusqu'à «kidnapper» un wali en employant la manière forte!

La seconde forme vient de ceux qui ont un peu plus de temps, un peu plus de moyens et un peu plus de malice : c'est la lettre ouverte au Président de la République, transmise, bien sûr, par le canal administratif de la Présidence, mais aussi, publiée dans la presse. Cela veut tout simplement dire que, désormais, il y a une méfiance à l'endroit des services mêmes de l'Institution en charge de ce type de document et la précaution est prise d'insérer, à titre gracieux ou payant, la doléance dans un journal, de préférence à grand tirage...

Cela veut dire aussi que la presse, surtout celle privée (la presse publique ne publiant jamais ou très rarement les lettres ouvertes aux ministres et aux walis... et encore moins au Président) est «considérée» comme ayant un pouvoir sinon aussi important, du moins égal, que celui du Président. Voilà qui flatte l'ego de bien des titres et des journalistes. On comprend mieux maintenant pourquoi bien de nos «décideurs» n'ont jamais «porté dans leur cœur» la presse nationale privée la voyant comme «concurrente». En vérité, elle n'est pas un pouvoir et encore moins un concurrent, mais tout simplement un contre-pouvoir, assez attirant certes mais efficace. Dur à avaler !

Une jalousie qui va miner toutes les bonnes intentions... et tous les textes réglementaires !

Post-scriptum : On note, ces derniers temps, un recul des «lettre(s) ouverte(s) au Président» publiées dans la presse. Fatigue ou découragement des plaignants ? Ou, alors, le sentiment d'une fonction présidentielle désormais trop «éloignée» du terrain ? Ou, est-ce, tout bêtement, chez certains, la force qui, désormais, "fait la loi" ?



PAR CHRIS DJILLALI

Votez «oui»

Les choses étaient bien plus simples pour tout le monde. Les analphabètes avaient toujours, au départ, cinquante pour cent de chance de tomber sur leur choix. Ils étaient surtout certains de figurer dans le résultat final, étant donné que le «oui» et le «non» signifiaient la même chose. On concluait toujours avec un pourcentage maximum de «oui». Les comptes finaux étaient faciles.

Les résultats plaçaient tous les jours les mêmes personnes aux commandes. Cela n'empêchait pas les choses de faire quelques pas en avant. Aujourd'hui, avec beaucoup de travail et des dépenses énormes, nous avons les mêmes résultats. Pour le citoyen ordinaire, la médiocrité de gestion n'a pas changé. D'un côté l'état dépense des fortunes, signe de bonne volonté de progresser, mais d'un autre, nous avons des émeutes presque tous les jours et dans toutes les régions. Le mécontentement populaire a pris des dimensions effrayantes. Bien sûr, des projets importants ont vu le jour. Nous avons de jolies routes, le métro, le tramway, de grandes cités et bien d'autres infrastructures en projets, mais tout cela semble ne pas suffire en cette époque des grandes attentes. Il est bien clair aujourd'hui, que les grands moyens sans grande intelligence dans la gestion, ne peuvent suffire pour satisfaire des exigences de plus en plus pressantes. Est-il donc nécessaire d'attendre des discours et des statistiques pour comprendre que l'incompétence et la négligence ont trop duré ? C'est le temps des vérités. Nos enfants ne sont plus comme nous. Ils savent tout et ne sont pas prêts à fermer les yeux et patienter, comme on l'a fait, lorsque le « oui » et le « non » avaient le même sens. Ce qui nous a conduit à notre état actuel. Celui qui votait « non » n'était pas nécessairement moins nationaliste, il avait tout simplement une vision différente des choses. Une vision qui, si on avait pris la peine de l'étudier, on aurait peut-être épargné bien des dégâts. Et des retards. Un jeune collègue de treize ans a récemment demandé à son père, un voisin : « Parce que le wali est un homme actif, notre village a changé de visage, c'est très bien. Mais comment expliquer que dans notre école il y a toujours des salles sans électricité, sans lumière adéquate, parfois sans chauffage... ? ». Bien sûr, en se rappelant qu'autrefois, sans gaz naturel et avec peu de moyens, les classes étaient chauffées avant même l'arrivée des écoliers, on comprend que la question n'est pas seulement une affaire de choix binaire, « oui » ou « non », ou multiple, entre partis multicolores.

Aujourd'hui, ils sont plus d'une vingtaine de partis censés nous représenter, mais on n'entend aucun. Ils sont là pour ne représenter qu'eux-mêmes. Les affaires locales sont gérées par des personnes désignées à notre insu et nous n'avons ni le pouvoir, ni les moyens de les contrôler. Les élus locaux ne sont là que pour un rôle secondaire, pour servir de décor, pour tromper on ne sait qui.

La désignation des responsables, souvent selon de faux critères, est une chose courante chez nous, et on la trouve dans tous les secteurs.

A titre d'exemple, un directeur central, fraîchement nommé à la tête d'un grand institut de formation, arrive pour la première fois à une école à Oran. Pour une première rencontre, le personnel ne s'attendait pas à entendre : « j'ai tout juste trente minutes pour vous écouter ». Et effectivement, le premier intervenant était arrêté avant même de terminer ce qu'il avait à dire, et le reste des présents a compris que le nouveau chef était vraiment pressé de clôturer la séance. Et ce n'était pas l'avion pour Alger qui l'attendait, parce qu'il est resté l'après-midi visiter les lieux. Un responsable qui n'a pas la patience d'écouter ses subordonnés est un mauvais gestionnaire. Il n'a pu être désigné que par un autre pire que lui. Lorsque les bases élémentaires de la bonne gestion ne sont pas respectées, il est illusoire de parler de bons résultats. La qualité du travail est fortement liée au moral de ceux qui le produisent. L'injustice, quelles que soient ses formes et ses sources se traduira toujours par de mauvaises performances.

L'incompétence, on la sent, on la voit, on la vit et on est souvent forcé de la supporter. On ne peut pas la cacher. Lorsqu'on doit parcourir,

par exemple, des centaines de kilomètres et passer des mois pour compléter des dossiers, tout juste pour corriger, ajouter ou enlever une lettre de son nom, il est bien évident que cela n'est pas normal. L'identification d'un individu se fait à la base de dizaines de paramètres, déjà inscrits sur le même document. Trouver deux individus avec les mêmes noms et prénoms, les mêmes lieux de naissance, les mêmes dates de naissance, les mêmes noms et prénoms des parents, etc., est une chose purement impossible. Alors pourquoi punir un citoyen en l'obligeant à courir pour changer une lettre dans son acte de naissance, lorsque cette lettre arabe, par exemple, peut avoir plusieurs traductions en français ? On punit le citoyen pour une erreur qu'il n'a pas commise. L'administration ne peut-elle pas corriger ce genre de fautes, par simple demande écrite ? Surtout lorsqu'on sait que cela concerne un grand nombre de citoyens. Faut-il avoir des génies pour résoudre ce genre de problèmes élémentaires, qui dérangent inutilement et au quotidien, des milliers de citoyens ? Avec le téléphone et le réseau informatique, un simple agent de l'administration peut facilement rassembler tous les documents nécessaires et épargner le citoyen une punition inutile. Un lycéen né à l'étranger, raconte qu'au lieu de se concentrer sur la préparation de son bac, il passe son temps à rédiger des lettres, à droite et à gauche, pour la correction de son nom comportant des lettres ayant la même prononciation en français et des sons différents en arabe, « gh » et « r », pour l'obtention d'une carte d'identité, obligatoire, le jour de son examen.

Lorsque le sens des priorités est absolument absent, on ne peut pas parler de gestion. Gérer le hasard demande beaucoup de moyens, d'efforts, d'énergie et d'intelligence. Cela ne doit pas hasarder la gestion pour arriver à des résultats incertains et entrer dans une spirale infinie, telle une suite divergente de complications. On n'en finira jamais. Pourtant, c'est apparemment ce qui se passe chez nous. On a l'impression que nous vivons une éternelle crise. On cherche à moderniser sans l'adhésion efficace du citoyen, qui de nos jours, se sent absolument à l'écart. A quoi bon voter si tous les programmes politiques se ressemblent ? Tous les partis promettent des emplois, des logements, de la justice sociale, etc....Et les billets

de banque qui sont toujours sales et déchirés ? Depuis quand les citoyens souffrent de cette situation ? Ce qui se passe chez nous, ne se trouve nulle part ailleurs. Dans une banque, j'ai assisté à une querelle entre un client et le caissier : « Je ne prends pas ces billets de deux cent dinars déchirés, la dernière fois j'ai passé mon temps à les scotcher et prier les commerçants pour les accepter ».

Et les queues d'attente, au quotidien, dans les bureaux de postes, les tribunaux, les APC, les hôpitaux ? Et la mauvaise gestion locale ?

On nous trouvera toujours des arguments pour justifier les multiples erreurs de gestion et la négligence exagérée, mais personne n'est convaincu lorsque ce sont les mêmes erreurs qui se répètent alors que les moyens ne manquent pas pour mettre fin à cette situation.

En 2012, on croyait qu'après tout ce qui a été dit et écrit, on n'allait plus revoir les mêmes modes de fonctionnement archaïques. Malheureusement, rien n'a changé. On continue, par exemple, de voir dans la même wilaya, une route en assez bon état en train d'être refaite à zéro, avec tous les dérangements connus, alors qu'à côté, une route nécessitant une intervention urgente, tout simplement négligée. La route liant la zone industrielle d'Arzew à l'autoroute est-ouest, jonction d'Oued Tlélat, et trop fréquentée par des camions citernes provenant surtout du sud-ouest, est un bon exemple.

Nous avons encore le problème des jeunes du pré-emploi qui sont encore injustement exploités. Leur misérable paie est souvent en retard. Lorsqu'ils commencent à se stabiliser et maîtriser leur fonction, ils sont renvoyés malgré le manque de personnel dans les unités.

Dans un grand et joli bureau de poste, une vieille dame trop abîmée et apparemment malade, entre et se dirige vers la seule employée :

- Bonjour. Je vois que tu es seule ma fille, j'espère que vous n'êtes pas en grève.

- Non, El Hadja, seulement les deux collègues sont des pré-emploi, et comme elles n'ont pas reçu leur paie pendant plus de deux mois, elles ont décidé de partir.

- C'est triste. Je suis venue pour retirer un chèque de cinq mille dinars.

- Désolée, El Hadja, je n'ai pas un sou dans la caisse. Mais reviens cet après-midi, il y aura peut-être de l'argent.

- On ne va pas le fabriquer cet argent ? S'il est déjà disponible quelque part, est-il si difficile de l'avoir maintenant ?

Un client arrive et interrompt la discussion :

- Bonjour. J'ai quinze mille dinars à verser au compte de CE-TELEM.

- Désolé Monsieur. Je n'ai pas d'imprimé, je ne peux vous effectuer cette opération. - La dernière fois c'était l'imprimante en panne, et cette fois-ci, c'est l'imprimé qui manque. Mais comment est-ce que vous travaillez ?

Nous vivons trop de faux problèmes, et cela rend malade. Le laisser aller, telle une contagion dangereuse, s'est propagé pour atteindre des proportions incroyables. Il ne suffit pas d'avoir de jolis établissements pour prétendre au développement, il faut surtout avoir des citoyens motivés, et donc prêts à plus d'efforts et de sacrifices pour défendre l'intérêt commun.

Lorsqu'il y a preuve de négligence et d'incompétence, un responsable qui se respecte démissionne. Dans un système correct, ce responsable sera démis de ses fonctions. Il ne sera pas appelé à d'autres fonctions, parfois à un poste meilleur. En récompensant l'incompétence et la négligence, nous avons encouragé le laisser aller et la médiocrité. On est arrivé à ce mode de fonctionnement lorsqu'on a réussi à anéantir toute opposition et on a cru gérer une propriété privée. Seule une opposition forte est en mesure d'assurer un avancement sain et durable de la société. Ce qui est basé sur du faux ne dure jamais. En cette période dangereuse de transformation du monde arabe, il est difficile de comprendre comment on continue encore à ignorer les voix multiples qui appellent à plus de transparence et de sérieux dans la gestion du pays.

On se demande aujourd'hui, si l'arabe dans son état normal, n'est pas à moitié anormal, sourd, muet et aveugle. Les Tunisiens disent qu'ils sont différents et qu'ils ont leur spécificité, les Egyptiens disent la même chose, les Syriens, et tous les autres. Les Algériens, le disent aussi. S'il est vrai que des particularités existent dans les différentes sociétés, cela n'empêche pas les peuples d'avoir tous, plus ou moins, les mêmes aspirations. Tous les peuples sont nés libres et sont déterminés à le rester, quel que soit le prix à payer. Une gestion intelligente permet toujours d'atteindre un certain degré d'équilibre entre les différentes forces pour garantir un développement stable de la société et assurer l'avenir des générations futures. Et comme les dictatures ne permettent généralement pas de changements progressifs des régimes, il est tout à fait naturel, qu'à la longue, les peuples arrivent à la conclusion que la seule alternative reste la force. Une

transition sans grandes perturbations nécessite une très grande intelligence. En effet, durant les longues périodes des dictatures, se tissent des liaisons complexes qui font que la corruption se généralise et la mafia se transforme en pouvoir parallèle. Pour mettre fin à de telles situations, il faut l'adhésion du peuple qui doit d'abord être prêt à écouter les discours. Un peuple qui n'a pas confiance en ses responsables, pour être trop déçu, ne les écouterait peut-être pas les moments difficiles.

On peut tromper une partie du peuple, une partie du temps, mais on ne peut pas tromper tout le monde, tout le temps. Je crois que c'est Abraham Lincoln qui a dit quelque chose comme ça. Les citoyens ne sont pas stupides, ils sont tout simplement patients. Evidemment, comme il y a des niveaux et des degrés dans toute chose, il y a également des degrés d'intelligence, de niveau d'éducation politique, de conscience et bien d'autres caractéristiques entre les peuples. Nous pouvons par exemple dire, que vers la fin des années quatre-vingt, les Algériens étaient les seuls dans le monde arabe à suivre les effets de la perestroïka soviétique, en avance même de quelques pays de l'Est. Nous sommes le seul pays arabe à avoir eu six leaders différents en moins de cinquante ans. L'expérience des algériens dans le domaine politique est beaucoup plus riche que celle de bien d'autres de la région et le peuple algérien le sait. Il sait également que le pays ne manque pas d'experts et de moyens pour jouer les grands rôles dans la scène politique.

Toutefois, le citoyen ordinaire pourrait ne pas comprendre ou ne pas être intéressé par les grandes questions politiques ou économiques. C'est une affaire des experts et des élites politiques, et l'Algérie n'en manque pas. Ce qui l'intéresse, par contre, c'est surtout son mode de vie au quotidien. Il peut ne pas être intéressé par ce qui se passe dans notre région, mais les dirigeants intelligents savent que nous en faisons partie et que nous devons être attentifs à ce qui se prépare. Bien sûr, les dictatures sont partout pareilles et elles n'écoulent personne. On ne comprend pas, par exemple, comment, un pays comme l'Iran avec tous ses atouts économiques et géostratégiques, a choisi le domaine de l'armement pour prouver sa capacité d'influence dans la région ? Nous ne doutons pas du courage et de la détermination de nos frères persans, mais quand les forces du mal déclarent la guerre loin de leurs territoires, ce sont toujours nos terres et nos peuples qui souffrent. Les mercenaires à la recherche de visas en occident seront utilisés comme boucliers, et les dépenses seront payées en surplus par les valets arabes. Les forces impérialistes ne perdent rien, et ne cherchent que des prétextes pour renforcer leur présence dans les zones qui les intéressent. En trompant comme d'habitude, avec la propagande qu'elles maîtrisent bien, les opinions internationales, elles cherchent l'occasion de tester leurs équipements militaires modernes et, surtout, garder le monde musulman sous surveillance. Si les Arabes ont prouvé leur ignorance et l'ont confirmé, on croyait les Iraniens un peu plus intelligents pour éviter de tomber dans le piège qui leur est tendu.

L'Algérie a les moyens pour réussir une transition douce vers un système démocratique réel et stable, avec plus de justice et de liberté. L'année 2012 doit être l'occasion à ne pas rater pour se replacer une fois pour toute sur la bonne voie. Donc, « oui » ou « non », les Algériens seront-ils au rendez-vous ? Et si tous les partis agréés participeraient aux élections futures, pourrions-nous dire qu'on a réussi le pari ? Non. Car, ce qui compte réellement, c'est le taux de participation des citoyens. Des partis sans poids réel, n'attirent personne et ne changeront rien. Et pour rétablir la confiance des citoyens, il faut tout d'abord commencer par résoudre les faux problèmes qui ont trop duré.



Député à tout prix !

Depuis l'annonce des agréments accordés à des nouveaux partis, une fièvre s'est emparée du personnel mis au parfum des affaires locales et en quête d'une promotion sociale.

PAR MOHAMMED BEGHAD

Un engouement particulier a trouvé refuge au sein de ces groupes champions du monde du nomadisme en politique et spécialistes à profusion des retournements de vestes. Peu importe si la méthode n'est pas catholique, le but est d'arriver coûte que coûte sur la dernière marche du podium quoiqu'on raconte d'inimaginables choses sur vous. Vous vous en foutez éperdument de ce que l'on dirait à votre compte, au bout du chemin, c'est la vie en or qui vous ouvrirait admirablement tous les bras. Ça vaudrait, quand-même, la chandelle de tenter sa chance par ces temps de sécheresse politique.

ET VLAN : 73 DE PLUS !

De plus, la probabilité vient subitement d'être revue superbement à la hausse en passant de 389 à 462 unités. 73 unités de plus, c'est 73x30x12x5 millions comme le notait un internaute ou 131,4 milliards de plus dans le trou du trésor public. Ce qui va encore chauffer l'atmosphère dans les chaumières politiques

bonne évocation en leur faveur. C'est pour vous montrer le large fossé qui sépare ces « élus » du peuple. C'est une réalité très amère à lire mais le mal est flagrant.

VITE ! VITE ! À LA CHASSE !

Dès qu'une grappe de partis est agréée, on s'agit en bas pour allonger ses tentacules en tentant d'accéder au poste de représentant exclusif local du parti qui vous ouvre tout droit l'occasion d'être en tête dans la liste de promus avec le poste de député en ligne de mire. Il faut bien viser afin de porter convenablement son coup fatal au moment propice et recueillir le fruit attendu.

Il faut connaître les rouages nécessaires et les bonnes ficelles pour accéder au sésame poste qui te propulserait vers l'avant, vers le haut sans un retour vers le désagréable. Cela fait très longtemps qu'on guète ces types d'opportunités qui ne peuvent pas se présenter deux fois dans la vie où il faut en profiter au maximum tant que la rente puisse le permette pour l'instant.

Il faut faire vite, courir à droite, à gauche, sillonner le pays de bas en haut, chercher des alliances pour décrocher sa place dans la liste du nouveau parti avant qu'il ne soit trop tard. C'est une course poursuite sans fin vers le fantasme. Plus on serait premiers à taper aux bonnes portes et plus

En ce moment donc, les déçus des autres partis ou ceux qui n'ont aucune chance de figurer sur les listes électorales pour les législatives dans leurs partis, claqueraient désespérément la porte au moment opportun pour aller chercher un parrainage dans les nouveaux partis. Pour cela, il faut disposer de connaissances solides pour être introduit chez le chef du nouveau parti qui déjà avant le commencement fait la pluie et le beau temps. Un parti se résume aussi au charisme de son chef. Il n'est pas chef n'importe qui le désire ! On naît chef et on le restera toujours pour toute la vie et tout le monde à son écoute de ses moindres désirs.

DES SIGLES EN TROIS MOTS ET DU COPIÉ-COLLÉ À OUIRANCE

Déjà, rares sont ceux qui connaissent les sigles des partis sauf vraiment pour les initiés.

L'électeur risque de se perdre dans cette panoplie de noms qui ressemblent les uns aux autres. Et à la fin, le jour du scrutin, il cocherait au hasard les listes et les jetterait à la va-vite dans l'urne pour uniquement se sentir l'air du devoir accompli. On risque même de les confondre avec ceux existant hors de nos frontières sauf si on irait vers les symboles comme dans une société analphabète. On trouve presque tous les mêmes qualificatifs dans le désordre qui peuvent captiver l'atten-

peuvent rabattre les électeurs vers le piège tendu.

Si on lit leur programme, on aurait bêtement que du copié-collé, du plagiat et de l'impression du déjà vu et revu. Pourquoi tous ces partis ? Alors que les unions de partis qui se ressemblent feraient beaucoup plus de bien au pays au détriment du leadership de leur chef qui par saute d'humeur est allé créer le sien. Ce qui fait sourire, c'est de voir certains appeler à l'union avant de se voir attribuer l'agrément. Pourquoi donc tout ce remue-ménage pour naître divisés pour ensuite inviter à la réunification !

POINT DE BAGUETTE MAGIQUE

Par ailleurs, un nouveau parti politique ne dispose point de baguette magique pour créer ses structures, faire son congrès constitutif, élaborer son programme, ses statuts en un laps de temps, ensuite recruter des adhérents pour en faire des militants puis aller hâtivement vers une élection législative qui risque d'hypothéquer inmanquablement le pays durant un quinquennat. Si on va ainsi vite, on irait tout droit vers le bricolage dont le pays ne serait pas épargné par une nouvelle débâcle qui s'ajouterait aux précédentes. Un vrai parti, ce sont des années de réflexion et de construction pour ensuite prétendre assumer ses responsabilités d'élus. On ne va pas aux élections

alors confier une législature de 5 années à des stagiaires en politique sauf si on pense uniquement au remplissage et à en faire de la figuration et où les dés ont été déjà jetés ? On ne peut quand même pas adhérer le matin pour se retrouver au sommet le soir du même jour ! Au final, c'est juste une signature signée ou soutirée par un ami sous le coup de l'accélération des événements pour se voir lancé dans une aventure dont on ne rêvait pas la nuit précédente. Une telle précipitation ne peut déboucher que sur une assemblée non pas pluraliste où l'électeur aurait l'embaras du choix mais une assemblée fade à défaut d'être à connotation colorée. Où on changerait de place comme on changerait de chemise. Ça deviendrait même un jeu en perspective. On chercherait le parti où on vous laisserait la liberté de faire tout ce que vous passerait par la tête et où l'appartenance à un parti n'aurait aucun sens et où la discipline du groupe serait à mettre aux oubliettes. C'est le monde à l'envers. Un probable élu qui imposerait ses choix à tout un parti. On ne voterait pas en groupe après des discussions internes mais partir éparpillés en vagabonds avec au final l'affaiblissement du parti qui perdrait alors toutes ses plumes. Il serait laminé par les siens avant de l'être par les opposants.

FEMMES MILITANTES OU FEMMES AU PLURIEL ?

Le comble dans tout cela, dans la nouvelle loi, c'est comment trouver des femmes mais en plus convaincues par le parti pour figurer dans les listes des candidats ? Le système des quotas n'a pas l'air de nous lâcher. Ce serait sans aucun doute la chasse à l'oiseau rare par tous les moyens de séduction, l'essentiel est de dénicher la femme non pas celle qui serait appâtée par le programme mais pour être exposée dans la vitrine. Encore, le facteur temps jouerait en leur défaveur. On ne pourrait pas d'un revers de la main changer la sociologie de tout un pays en pondant une loi qui menacerait de fausser toutes les données en jouant les trouble-fêtes.

À QUAND LA FIN DU MIRAGE !

Si les élections seraient libres et transparentes, les citoyens songeraient autrement et ces arrière-pensées seraient peut-être chassées un jour de leurs esprits. Tant que l'on serait éloigné de la légitimité du parlement, cette colle serait toujours indélébile. Un député est fait pour réfléchir, travailler ses méninges, proposer ou amender des lois mais non pas seulement lever éternellement les mains pour approuver quelque chose que lui-même n'y a jamais cru. Il faut être le digne représentant de sa circonscription, pas un lourd fardeau budgétaire pour le trésor public et la société. Déjà les partis existant officiellement, on les a oubliés vu qu'ils ne surgissent qu'aux moments des échéances électorales. On ne sait s'ils le font naturellement ou tout simplement pour chauffer la galerie et jouer leurs rôles de lièvres. On en a marre de ce scénario. Nous sommes épuisés, lessivés par ce schéma qui ne veut pas nous séparer comme une misère qui nous colle à la peau. A chaque fois, on nous promet sur tous les toits des élections on ne peut plus démocratiques et à la fin, c'est la même déception et le désespoir continue son bonhomme de chemin. On regarde les autres évoluer dans le bon sens tandis que chez nous, on nous sort des histoires à dormir debout. A quand la fin de ce mirage !



en satisfaisant les demandes. Heureusement que le pétrole est là pour parer à toute mauvaise éventualité. A lire les commentaires des facebookiens, tu n'as point l'envie de se présenter même s'il se trouve des candidats sérieux qui veulent du bien à leur pays mais la répugnance est grande à cause de la souillure faite à ce noble mandat qui demande une présence permanente dans l'hémicycle au lieu de cet absentisme notable.

Allez demander si n'importe quel citoyen rencontré hasardeusement dans la rue et lui poser la question de savoir à quoi sert un député, il vous répondrait sans aucune hésitation, c'est pour s'enrichir, être à l'abri et fructifier ses affaires. Même les candidats à la députation le pensent en leur for intérieur. Sur une quarantaine de commentaires trouvés sur Facebook, je n'ai pas trouvé une seule

on serait mieux servi et à volonté. Puisque le nouveau parti ne cherche qu'à attirer les convoitises, au vu des empressements et des ultimes échéances de la vie politique, c'est une aubaine qui lui tombe sur la tête alors qu'il n'existe qu'à peine deux heures. Il est célèbre dans la galerie des experts en la matière avant de commencer à apprendre à marcher ou à faire ses premiers pas. Le programme n'a aucune importance.

D'ailleurs il n'y croit même pas, l'essentiel est d'atterrir sans embûches là-haut, bien au chaud. L'objectif, c'est l'agrément. Une loterie politique de plus.

Après avoir été militants, pardon adhérents, dans un parti politique, les voilà en un part d'heure et en un quart de tour au devant de la scène, prêts à ne plus quitter leurs starting-blocks. Qui l'eût cru une heure avant !

tion : justice, développement, forces, front, démocratique, union, libre, liberté, société, paix, mouvement, parti, changement, espérance, rassemblement, jeunes, social, nouveau, renouveau, national, nationaliste, Algérie, algérien, république, génération, avenir, citoyen, générosité, etc...

Il suffit de mettre tous ses mots dans un chapeau, tirer ensuite au sort deux ou trois de ces précieux termes, et voilà la trouvaille et un beau slogan en perspective qui ne vous quitterait sauf qu'en cas de dissidence des vôtres comme il est devenu de coutume dans nos traditions. Un parti se résume donc à un beau sigle qui se prononce facilement, avec une belle connotation et un bon enchaînement. Le programme, s'il en trouve un, viendrait par la suite. Qui s'en soucie au sein de la plèbe, le parti a beaucoup plus besoin d'aller à la pêche des visages locaux qui

comme on va à une promenade de plaisance.

ADHÉRENTS, DÉJÀ CANDIDATS !

Dans ces circonstances, un parti se retrouverait dans l'obligation de proposer des candidats novices qui n'auraient même pas 4 mois d'adhésion à leur actif pour ne pas dire de militantisme pour être ensuite ses représentants dans le cas où ils seraient élus à la chambre basse. Une telle dérisoire présence dans les rangs d'un parti ne peut, en principe, leur permettre de briguer même pas de futiles mandats d'élus dans les structures internes de leur formation. Comment pourraient-ils l'être en dehors si on suit rigoureusement les statuts de leur parti qui exige généralement au moins une année probatoire pour passer au statut d'éligible. Comment pourrait-on

Un demi-siècle déjà que l'Algérie a retrouvé son indépendance et beaucoup de communes ne disposent toujours pas d'une amélioration urbaine adéquate pour répondre aux attentes de la population locale. A cinquante ans depuis l'indépendance, l'Algérie, qui reste toujours dans le cadre des pays en voie de régression urbaine, est-elle à l'heure des aménagements urbains avec un paysage et des espaces verts adéquats?

Un demi-siècle d'invocation pour un meilleur aménagement urbain



PAR MEZIANE ABDELLAH *

La dotation de la commune de Boudouaou, l'une des plus peuplées de la wilaya de Boumerdes, en équipements publics ne suit malheureusement pas la courbe démographique, qui a connu une hausse importante depuis l'indépendance. D'une commune de quelques milliers d'habitants, Boudouaou est passée à plus de 60 000 résidents. Mais les écoles, collèges, CEM, centres de santé et autres, manquent cruellement. En effet, du côté du Plateau, qui était une surface agricole, les bâtiments poussent comme des champignons et les cités se multiplient sans qu'aucune infrastructure publique, hormis l'université, n'y soit réalisée. Des constructions éternellement en chantier ; routes non goudronnées ; absence de téléphone, de gaz et même d'assainissement ; inexistence d'espaces verts et de terrains pour la pratique sportive ; absence d'espaces culturels sont autant de problèmes que les habitants n'ont eu cesse de soulever, comme s'il n'y avait pas d'Etat.

Dire qu'en Algérie, à la veille de l'indépendance, les responsables pensaient à faire accompagner les aménagements des milieux urbains avec des espaces verts de bonne qualité et adaptés aux grandes lignes de l'architecture du paysage,

c'était comme croire à une réalité chimérique car malgré les différents discours des nos responsables concernés par les aménagements urbains, jusqu'au début du XXIème, seuls les grands projets d'aménagement de bases de vie aux fins fonds du Sahara, étaient souvent dotés d'un programme bien ficelé, avec l'exigence de la présence d'un architecte paysagiste, parce qu'ils étaient souvent exigés par les investisseurs pétroliers étrangers.

Jusqu'à l'adoption de la loi relative à la gestion, à la protection et au développement des espaces verts en 2007. Pour nos responsables, donner une part raisonnable du budget d'investissement urbain à l'amélioration du cadre de vie du citoyen, avec la mise en place d'une politique d'aménagements d'espaces verts dans un cadre paysager, soit au niveau des équipements (universités, CHU, etc.) ou des nouvelles villes ainsi qu'au sein des grands projets de promotions immobilières, s'avérait comme un gaspillage, parce que pour certains responsables, le citoyen était considéré comme un nomade, donc il n'avait nul besoin d'un cadre de vie agréable sédentaire avec des espaces verts adéquats dans la logique des aménagements paysagers.

Puisque aujourd'hui à travers le monde moderne, il est devenu pri-

mordial pour la réussite d'un aménagement de meilleure qualité au sein des milieux urbains de faire appel aux architectes paysagistes car les espaces verts et les projets paysagers doivent être conçus selon les normes internationales de l'architecture du paysage et où le projet doit être adapté au site d'aménagement, en pensant l'environnement en termes culturels, plastiques, sociaux et écologiques et en lui accordant un entretien permanent réalisé par des jardiniers paysagistes spécialisés. Aujourd'hui en Algérie, que la population a plus que doublé en cinquante ans d'indépendance et malgré que cinq années se sont écoulées depuis la mise en place de loi relative à la gestion, à la protection et au développement des espaces verts, par faute d'adoption des décrets d'application de cette loi par le ministère de l'environnement, on constate que malgré l'effort de certains responsables locaux, qui se sont donné à fond pour faire appliquer cette nouvelle loi, les espaces verts existants, au sein de nos milieux urbains depuis le temps de la colonisation, sont souvent abandonnés et que les nouveaux projets réalisés, durant la période indépendante de l'Algérie, sont souvent dépourvus d'aménagement paysager, au point que les budgets de gestion et d'aménagement urbain et des espaces verts, sont détournés pour d'autres nécessités, s'ils ne sont pas alloués à des entreprises sans compétences dans l'aménage-

ment des espaces verts et gérés par des architectes de bâtiment qui ne connaissent de l'architecture du paysage et des aménagements paysagers que les distances de plantation ainsi que les noms de quelques arbres et arbustes.

Si en matière d'aménagement des espaces verts, jusqu'à l'adoption de loi relative à la gestion, à la protection et au développement des espaces verts en 2007, la société algérienne marchait à l'envers, ce n'est que parce qu'il y avait une absence de législation adéquate pour la gestion des aménagements des espaces verts au sein des milieux urbains et que souvent les responsables concernés pensaient selon leurs propres techniques et leurs économies, peu importe que leurs agglomérations urbaines se rompaient et se fragmentaient. En réalité, c'est suite à l'adoption de la loi d'orientation de la ville en février 2006, qu'une volonté du ministère de l'Aménagement du territoire et de l'environnement qui s'est avérée fructueuse grâce aux combats quotidiens de quelques architectes paysagistes algériens diplômés de la prestigieuse école de Versailles, que l'Algérie aujourd'hui possède une nouvelle loi qui a pour objet de définir le cadre général, les règles de gestion, de protection et de développement des espaces verts dans le cadre du développement durable de ses milieux urbains et a pour objectifs d'améliorer le cadre de vie urbain, d'entretenir et d'améliorer la qualité des aménagements d'espaces verts urbains existants et de promouvoir la création d'espaces verts de toute nature grâce à l'introduction des espaces verts dans tout projet de construction avec une obligation de prise en charge par les études urbanistiques et architecturales publiques et privées, parce que c'est dans cette logique que l'aménagement paysager du milieu urbain, avec des espaces verts adéquats, s'avérait comme un facteur primordial pour la réussite de l'amélioration du cadre de vie des citoyens algériens dans leurs milieux urbains, pourquoi il s'avère primordial de faire une application accentuée à cette nouvelle loi des espaces verts car avec le temps, elle va embrayer chez les teneurs de décisions la perception d'une vie meilleure au sein du milieu urbain avec des espaces verts, tout en déclenchant la sensibilité et l'attention du citoyen par rapport à son paysage urbain car la motivation paysagère au sein des aménagements urbains est avant tout une construction historique, sociale, culturelle et géographique agrémenté par un amour de la nature.

Ce n'est pas parce que l'Algérie d'aujourd'hui possède une loi d'orientation de la ville et une autre de la gestion des espaces verts, que cela veut dire que les problèmes existants au sein de ses milieux urbains vont arriver à leur fin et que les citoyens algériens puissent enfin jouir d'un cadre de vie de meilleure qualité avec des espaces verts adéquats au sein de leurs agglomérations car si à l'instar des grandes cités européennes de la fin du XIXème siècle, les élites doivent admettre que le développement des milieux urbains ne peut être laissé au hasard et que pour parer aux conséquences parfois désastreuses de ce développement, il faut savoir contrôler l'aspect paysager du milieu urbain car s'il était longtemps considéré comme un point de vue sur la nature qui s'offre à l'observateur, le paysage urbain doit devenir le point sensible des milieux urbains en Algérie puisque toute beauté est fondée sur les lois des formes naturelles et que l'architecture d'un milieu

urbain est d'émouvoir et non d'offrir un simple service au corps de l'homme, pourquoi afin d'aboutir à ce pari, il faut que chaque intervenant dans le domaine de l'amélioration urbaine reste dans le domaine de sa spécialité et que l'urbaniste, l'architecte ou le forestier ne se mêlent pas du travail des architectes paysagistes, qui sont formés pour intervenir dans les processus de programmation, d'élaboration et de réalisation des projets d'aménagement des espaces verts au sein des milieux urbains, sont à la fois concepteurs maître d'œuvres et médiateurs ainsi que les seuls partenaires et les interlocuteurs des décideurs des aménagements des espaces verts paysagers au sein des milieux urbains.

Si l'architecte paysagiste algérien doit pouvoir reprendre sa place de maître de bord des aménagements paysagers au sein des agglomérations urbaines et cela grâce à la volonté de l'Etat, en lui offrant une école de formation des architectes paysagistes, de meilleurs garanties de travail, ainsi que des lois adéquates qui détermineront son rôle et ses interventions dans la logique de la politique d'amélioration urbaine dans la collaboration avec les urbanistes et les architectes, ce n'est que parce que malgré cinquante ans de gestion de nos milieux urbains par des algériens, il s'avère qu'il n'y a pas de solution unique et miraculeuse pour la réussite des aménagements des paysagers au sein des milieux urbains sans la présence de l'architecte paysagiste en qualité de médiateur car jusqu'à preuve du contraire, il est le seul qui saura réintégrer la ville et le village algérien dans son histoire et sa géographie et de donner une meilleure perspective à l'élan tant engagé ces dernières années à travers les différents wilayas du pays à des milliards de Dinars, dans le cadre des programmes présidentiels, afin de donner une meilleure qualité de cadre de vie aux citoyens algériens et que le renouveau urbain actuel en Algérie soit le fruit des ambulateurs de l'urbanisme moderne, qui ont déjà su donner leurs preuves à travers les plus beaux milieux urbains du monde contemporain et même des plus petits villages des pays de la civilisation urbaine.

Vivre cinquante ans après l'indépendance dans une embellie financière et avec une rhétorique de la politique d'amélioration urbaine, tout en étant dans un paysage urbain en déliquescence permanente, au point de transformer l'agglomération urbaine algérienne en un théâtre de régression paysagère en continu et loin d'enchanter pour répondre au désir de l'œil et de l'âme du citoyen algérien, ce qui signifie que l'Algérie d'aujourd'hui, sans la présence d'architectes paysagistes décideurs au sein des services des autorités locales, est loin de savoir appréhender les décisions adéquates qui lui permettront de réussir l'aménagement urbain de demain, avec des espaces verts aménagés selon les normes modernes de l'architecture du paysage et de les mettre au service du cadre de vie de ses citoyens car tout en faisant des projets improvisés loin de la conscience d'agir dans la logique du développement du projet paysage urbain et de la compréhension de la maîtrise du temps et de l'espace, avec une ignorance de prendre les fonctionnements nécessaires, la logique d'y arriver à des dimensions urbaines munies d'échelles de lecture et de représentation du paysage urbain adéquates, ne sera jamais une réalité à chacun de nos milieux urbains.

*Architecte paysagiste diplômé de Versailles, membre de l'A.S.L.A, de la C.S.L.A et de la F.F.P, Lakhdaria, Algérie.

Des coûts jusqu'au cou

PAR ALI BRAHIMI

En effet, beaucoup de ménages des villes et villages arrivent difficilement à joindre les deux bouts y compris en serrant la ceinture. A titre de comparaison, au Maroc et la Tunisie, les produits végétaux et animaux ne sont pas tellement onéreux du fait que la répartition de la population est relativement moins concentrée, comme chez nous, dans les métropoles départementales et locales tentaculaires.

Au Maroc et la Tunisie, selon la situation décrite par des médias, quelques grandes villes seraient difficiles d'y habiter et de supporter les coûts de l'eau, l'électricité, gaz... Malgré ces désagréments causés par l'isolement des hameaux peuplés et le peu de moyens financiers dont disposent ces deux Etats, ci-dessus mentionnés, le niveau de vie demeure dans l'ensemble correct et acceptable par une importante couche moyenne de la population.

Ajouter à cela, les performances perceptibles de la production

agricole en général et vivrière, en particulier, encore vivaces dans leurs terroirs jalousement conservés et intelligemment valorisés du point de vue diversification des cultures maraîchères, à l'exemple du Maroc en train de concurrencer l'Espagne dans la production des tomates, entre autres, exportées pendant la saison hivernale en Europe et ailleurs, ainsi que l'efficacité des petits élevages liés à la cuisine rupestre aux effets nutritionnels et attrait touristiques.

En milieu de cette semaine, l'Algérie a proposé la création d'un organisme régional qui aurait pour but de coordonner, dans le cadre de la coopération liée notamment à l'autosuffisance alimentaire, les efforts des groupes 5 + 5 pays de la méditerranée occidentale. Un défi nos partagé par tous ces pays. En revanche, une communauté économique, de l'ensemble des peuples arabes, s'inscrit dans le sens logique de

l'évolution des intérêts régionaux et internationaux. A part quelques puissances mondiales

SE NOURRIR EXAGEREMENT AU FAST-FOOD SERAIT-IL VRAIMENT NUTRITIONNEL ?

Chez-nous, beaucoup de jeunes gens, issus du baby-boom et de la culture rentière, ont adopté des habitudes culinaires importées de partout : Hamburger, Chaouarma, etc. ; Moukassarate (pistaches, noix de cajou, grains saumâtres de citrouilles, etc.) Halaouiates (friandises de toutes sortes avec tous les risques de diabète et d'intoxications)... Pourquoi ces tendances aux emballages ?

En généralisant ces dispositions, au prêt à porter et à manger, nous découvrons que cela s'est amplifié presque partout. Ce qui est d'autant affligeant et incompréhensible, en même temps, c'est que malgré les moyens fi-

nanciers en hausse chaque année, mis en oeuvre au profit des grands secteurs stratégiques, habitat, hydraulique, agriculture..., les gens ressentent peu ou prou leurs impacts.

Ajouter à cela, l'insuffisance des institutions et organismes qui planifient et mettent en oeuvre les plans du développement agricole et rural, à titre d'exemple, afin d'atteindre les principaux objectifs de l'autosuffisance alimentaire liée aux traditions et le bien-être social, de la population, qui est l'un des indicateurs le plus déterminant notamment dans les pays développés et démocratiques.

A l'évidence, le modèle du développement en cours chez quelques pays du monde arabe, adopté par les pouvoirs dictatoriaux lesquels déroutent constamment les peuples, y compris en fomentant des inquiétudes existentielles au sein des foyers, s'apparenterait en quelque

sorte à l'aphorisme ci-après.

Un jeune garçon questionnait son aïeul forestier. Pourquoi le chacal ne cesse de hurler si fort au crépuscule et toute la nuit ? L'aïeul lui répondit. Mon petit enfant, c'est comme il est en train de calculer : « il vaut mieux les inquiéter et les énerver au lieu de les laisser dormir et rêver comment me chasser le lendemain ». Ainsi, en « s'amusant », par le son et la musique chachalienne, ils se fatiguent !

Le bon sens et la sagesse des ruraux d'antan, seraient non seulement allégoriques mais davantage source d'inspiration afin de comprendre réellement les enjeux et défis actuels et de réagir pertinemment face aux mystifications de la part de quelques gouvernants, ainsi que les élites arabes d'aujourd'hui, en panne d'imagination et de maîtrise des immenses potentialités naturelles et humaines dont ces pays recèlent lesquels, malheureusement, ne possèdent pas d'élites pertinentes et soucieuses autour du bien-être des gens.



Les élites des pays développés pensent tout le temps afin d'améliorer le niveau de vie des gens

A propos du niveau de vie, par rapport aux salaires et les coûts d'achat, notamment des produits alimentaires, chez les pays d'Europe occidentale, il serait utile de remarquer que leurs gouvernants suivent scrupuleusement l'évolution de ces deux critères, parmi d'autres, liés au bien-être global des gens, à savoir : la qualité sanitaire et nutritive de l'alimentation, l'état de santé des populations, et tant d'autres indicateurs liés à la maîtrise de la sécurité y compris en cas d'intempéries exceptionnelles.

Par contre, les gouvernants du monde arabe, en compagnie de ces soi-disant « élites politiques et économiques », ne cessent de réfléchir, jour et nuit, comment garder le plus longtemps possible leurs sièges et les privilèges et, donc, n'hésitent nullement de casser le cou aux opposants, et faire dérouter la population par divers subterfuges dont le plus machiavélique est : faire occuper les gens autour des tracasseries quotidiennes et les diviser afin de s'imposer sans coup férir.

Durant les périodes sombres

de l'Histoire du monde arabe, au nom de la croyance des gens, des sicaires font sectionner carrément la tête aux opposants osant éclairer l'opinion publique et défier les despotes lesquels paradoxalement se retrouvent, à leur tour, sous la lame des mêmes coupeurs de têtes dirigés par d'autres dictateurs offrant de meilleurs salaires aux tueurs à gages. Et ainsi de suite !

A propos, de la passion malade du pouvoir politique sans partage, notamment en Irak et Syrie (Baathistes) et l'Egypte nassérienne (les deux socles du panarabisme tiers-mondiste d'antan) des personnalités maghrébines se sont inspirées, depuis les années 1960, de ces deux courants d'obédience nationaliste puis, ces derniers temps, islamiste nostalgique, contrecarrant le courant en faveur de la Démocratie et l'universalisme, forment les trois tendances au sein de la ligue des Etats arabes ainsi nommée. Non celle des peuples ! Une sémantique que les peuples arabes, ainsi divisés, sont en train de payer au prix

fort. Et ce champ sémantique ne cesse de faire l'objet de blablablas interminables.

Depuis le début de l'année 2011, ce sont les peuples qui affichent leurs options et au cas où ils auraient la volonté de payer le coût de la facture en termes de révolutions, ils briseraient le cou des dictateurs endurcis ne pensant qu'à leur seul intérêt. Les déchus durant l'année 2011 (Tunisie, Egypte, Libye, Yemen) ont tous promis monts et merveilles, en termes de réformes tous azimuts : pas de mandats à vie, liberté totale d'expression à tous les niveaux, démocratisation de la succession au pouvoir politique, investissements etc. La dictature a un visage de bois. A ce propos, le sommet de la dictature considère les peuples, qui revendiquent leurs droits, comme... des terroristes qu'il faut tuer à n'importe quel prix. Ce qui s'est passé en Libye, et actuellement en Syrie, dénote cette schizophrénie.

En ce qui concerne le régime syrien, il s'embourbe de plus en plus dans la mélasse et crimes abjects notamment cette semaine, dont quelques régimes ara-

bes refusent ouvertement de condamner, voilés par des puissances mondiales, ayants le droit du veto, dont la Chine, de moins en moins rigide, et la Russie, en colère depuis l'affaire libyenne, qui s'est déterminée d'envoyer une délégation, de l'ultime chance, aux bons offices, à Damas, en vue de proposer un ancien/nouveau compromis, mort-né, arrangeant ses visées, en termes électoraux, avec cette fois-ci la collaboration plus prononcée des services du régime iranien. En vain, puisque à l'avenir, ce sont les peuples qui garantiraient ces rapports de force et les intérêts stratégiques, géopolitiques et économiques. Non les régimes.

A la lumière de la succession rapide des événements, dans le monde arabe, beaucoup de gens espèrent que les impacts des révolutions réussies, chez quelques pays arabes, mettraient un terme à cette situation vaseuse⁽²⁾ et intenable, en Syrie et ailleurs, par le biais d'une relève générationnelle, inscrite dans un cadre démocratique, assurant au mieux l'amélioration des relations politiques, économiques, régionales et internationales. Et capable d'expurger tous les comptes, actifs et passifs, ainsi que l'ensemble des malentendus du passé. Un rêve ? Non, c'est l'Histoire des peuples en marche !

A. B.

NOTES :

1- Un Agriculteur, me racontât qu'un jour, il entendit crier dans un fast-food : Hamburger. Et, alors, me disait-il, il voyait des jeunes manger, avec délectation, du pain ayant la forme d'une Mouguerguer (Grenouille), à des prix exorbitants. Sans commentaires !

2- En plein hiver, un vagabond dans une région d'Algérie, se met soudain à hurler : Venez, venez, gens de la ville, me voir si je suis installé à la hauteur de votre fontaine (assez haute). Les villageois accourraient de partout et se mettent devant lui. Ecoutez, la mélasse a atteint mon cou. Et il désigne, avec la main, son menton. En d'autres termes, ceux qui l'écoutaient font de la plongée sous-marine dans la... boue !

Sejnane, premier khalifat de Tunisie

Sejnane sortie de l'anonymat à la faveur d'une information relatant l'endommagement de la caméra d'une équipe de journalistes venus à la découverte de ce qui était annoncé comme étant le premier khalifat, ou émirat salafiste de la Tunisie post révolte.



PAR ABDELKADER LEKLEK

Sejnane est une petite ville du nord de la Tunisie située dans le gouvernorat de Bizerte, dont elle constitue une délégation -daïra chez nous. C'est un paysage des vertes collines qu'arrosent les embruns de la méditerranée toute proche. C'est surtout le réservoir d'eau de la république tunisienne avec la région de Zaghouane, cet autre bassin aquifère connu depuis les romains, qui y avaient construit un aqueduc, pour acheminer l'eau jusqu'à Carthage. D'ailleurs des vestiges du Temple de l'eau subsistent jusqu'à nos jours, et se visitent sur les hauteurs de la ville. Sejnane, ce sont les 40 % des besoins en eau du pays, qui proviennent des quatre barrages situés dans sa région. Mais c'est aussi l'hinterland bizerinois laissé pour compte de cette riche région côtière. Le 07 janvier 2012, dans cette petite ville, havre d'hibernation et de sédentarisation des cigognes blanches, des salafistes, avaient attaqué des journalistes tunisiens et français, sans que la police présente sur les lieux n'intervienne. La Tunisie nouvelle doute et tergiverse, elle connaît les périodes de flottement d'après révolte. Mais sur place, de nombreuses personnes commencent à sentir et comprendre, que depuis un certain temps, elles vivent dans des espaces de non droit. Perdant certains de leurs repères, elles se sentent fragilisées. Après l'espoir, elles découvrent la peur et les incertitudes. Et ainsi, naissent les plus folles rumeurs. Elles sont admises et elles sont crues, les plus grandes manipulations deviennent facilement réalisables. Quelques jours après l'affaire de l'émirat salafiste, les habitants de cette petite ville sont sortis manifester, en criant : « sejnane veut des projets de développement, non un émirat salafiste ». Scandé en arabe, ce slogan rime. Il y a certainement des salafistes au pays de la cigogne blanche, comme dans la presque totalité de territoire tunisien. Dans l'histoire du Maghreb la Tunisie est le premier pays à avoir eu son mouvement islamiste, version frères musulmans. Des exactions, il y en a sûrement eu, et les témoignages vérifiables existent à Sejnane. Comme partout ailleurs, et aussi en Tunisie d'après révolte, il y a une période d'instabilité. Les institutions et les structures, qui faisaient l'Etat sous le régime de Ben Ali, face aux changements se cherchent. Les services de polices demeurent tétanisés.

Le lourd passé liberticide de cette institution confine ses agents à l'inhibition. Les policiers tunisiens, sont intimidés notamment dans les gouvernorats de l'intérieur du pays, par le moindre mouvement de fou-

les, ou bien, le plus petit rassemblement de gens. Et l'intervention musclée des islamistes contre des journalistes à Sejnane en est une parfaite illustration. Selon ce que nous est parvenu de cette affaire, par le biais du Net. Les salafistes de Sejnane sévissent parce que la police d'Etat est quasiment absente, ou bien laisse faire, faisant semblant de n'avoir rien vu. Effectivement des témoignages d'habitants de cette ville, attestent cela, et même des syndicalistes de l'Union des Travailleurs Tunisiens, nouvellement créée, par un ancien secrétaire général de l'historique UGTT, sous l'ancien régime, de 1989 à 2000, Smaïl Sahbani. Des travailleurs syndiqués à l'UTT du centre de la culture du tabac, cette agriculture fortement pratiquée à Sejnane, reconnaissent que les salafistes font un travail de protection des espaces et de l'ordre publics, longtemps désertés, par ceux auxquels la loi confie ces missions. Combien même cette nouvelle organisation syndicale, créée le premier mai 2011, à la faveur de la révolte du 14 janvier 2011, serait dissidente de la corporation mère, classée à gauche, on ne pourrait, sauf grossière erreur du chroniqueur, la soupçonner de sympathie islamiste salafiste. Donc les salafistes de Sejnane ne sont visibles, que parce que les services de l'Etat sont absents. Et ce qui se déroule dans cette banlieue de Bizerte, ne constitue pas un cas isolé. Dernière invention, et chose inimaginable en Tunisie, il y a quelques temps. L'autoroute A1 Tunis-Hammamet, la plus importante de Tunisie, puisqu'elle arrive jusqu'à Sfax avait été bloquée, dans la nuit du jeudi 2, au vendredi 3 février 2012 par de grosses pierres. Plusieurs véhicules ont subi des dégâts, mais il n'y a pas eu de blessés, cependant, la psychose s'est installée. Et pour avoir souvent emprunté cette voie rapide, il existe un imposant poste de la garde nationale tunisienne, gendarmerie, bien équipé pour intervenir à Turki, à égale distance entre la capitale et la plus chic des stations balnéaires de Tunisie, Hammamet. Cette autoroute avait déjà été bloquée par des habitants, entre Sousse et Tunis, pour protester contre les poussières dégagées par la cimenterie d'Enfidha, nuisant à leur santé et polluant l'air qu'ils respirent. Tous ces événements se passent au même moment où des factions d'islamistes, héritiers du groupuscule salafiste armé, connu sous le nom du groupe terroriste de Soliman, petite ville dans la banlieue sud de Tunis, proche de hammam lenf, dont les éléments, avaient le 03 janvier 2007, ouvert le feu sur les forces de sécurité. Refont surface, et font parler d'eux. Leur dernière opération a eu lieu, à Bir Ali Benkhelifa, dans la région de Sfax,

le mercredi 10 février 2012. A cinq heures du matin les forces de sécurité combinées, avaient accroché trois individus armés. L'opération s'est soldée par la mise hors d'état de nuire de deux des trois individus armés, et par la capture du troisième gravement blessé. Les forces armées ont, elles, enregistré, quatre blessés dans leurs rangs, dont un grièvement. Les militaires ont reçu la visite du président de la république à l'hôpital de Sfax. Donc cette période d'instabilité que connaît le pays depuis la fuite de Ben Ali, perdure. Et de l'avis de personnes bien au fait de la chose politique en Tunisie, les officiels nouvellement aux commandes du pays, les nommés d'entre eux, aussi bien que les élus, s'occupent du superficiel au détriment de l'essentiel. L'opinion publique avisée, évoque à ce propos la question, de l'opportunité de la vente des palais présidentiels, comme si tous ces immeubles appartenaient au président fuyard, à sa famille ou bien à celle de sa fugitive épouse. L'effet d'annonce y est, mais la pertinence de cette opération immobilière, fait vraiment défaut. Par ailleurs plusieurs autres maladroites jalonnent le parcours de la révolte des jasmains. Quelqu'un s'est essayé à sérier quelques-unes des ces billevesées, dont je rapporterais des échantillons, sans juger, ni préjuger, mais pour seulement éclairer le lecteur.

Une semaine après les élections à la constituante, cela se passe au théâtre de plein air de Sousse, à Sidi Dhaher. Le dimanche 13 novembre 2011, et alors que les résultats définitifs n'étaient pas encore publiés. Le secrétaire général du parti, et Premier ministre auto-proclamé, Hamadi Jebali d'En-Nahdha a fait une déclaration incroyable à ses sympathisants affirmant, notamment que : « la présence de Houda Naïm, membre du mouvement islamique palestinien Hamas, conviée à ce meeting était un signe de dieu ». Pour ce qui le concerne, il attestait droit dans son costume mal coupé, qu'il avait reçu des signaux divins et qu'il allait instaurer le 6e califat ! En fait il avait alors déclaré ceci : « il s'agit là d'un moment divin, dans un nouvel Etat, dans un 6ème Califat, inshallah ». A la fin de son intervention, il dira : « certains diront que c'est un discours religieux, nous ne faisons pas de différence. C'est un discours divin ». Pour ceux intéressés, ce discours est consultable sur la toile. Alors, delà, à ce que des journalistes occidentaux, en mal de scoop, et qui plus est, sur ce qu'ils avaient d'eux-mêmes, sans consulter personne, baptisé, le printemps arabe, montent un scénario. Le rapprochement raccourci est vite fait. Y aurait-il un appel d'air plus attractif que ce discours quasi officiel, pour faire débarquer en con-

quérants à Sejnane, ceux qui auront détecté, ce qu'ils s'imaginent être le premier émirat en Tunisie, et en avoir informé le monde. Enfin, chacun ses référentiels.

Dans un autre domaine et pas des moindres, le gouvernement Jebali tente de mettre la main sur les médias publics à travers la nomination de directeurs et de rédacteurs en chef sympathisants du parti En-Nahdha. Pire, certains de ses nommés sont des anciens Zababistes, c'est-à-dire, des journalistes qui étaient inféodés au système ZABA, Zine Al abidine Ben Ali. Bien que l'allusion au révolutionnaire mexicain Emiliano Zapata, soit à peine voilée, elle n'est ici que, ironie et amusement. Indice interpellant, s'il en est, le président de république par intérim, Moncef Marzouki n'a pas réagi à l'annonce de ces nominations, pour le moins anachroniques. Egalement dans l'affaire des étudiantes de la faculté des sciences sociales, de Manouba, qui s'étaient présentées aux examens en niqab. Les autorités avaient laissé le recteur de cette institution seul face à des barbus, qui voulaient le contraindre à enfreindre les règlements universitaires, et à autoriser ces étudiantes à composer le visage caché. Et par la même, ils voulaient interdire la mixité à la faculté. Les services de sécurité ne sont intervenus que tardivement, mais le recteur avait tenu à ce que la légalité soit respectée. Par ailleurs et dans un secteur névralgique et pas secondaire, qui fournit les outils pour commander et organiser l'économie du pays. Le gouvernement Jebali, après un premier échec pour prendre le contrôle, de la Banque Centrale de Tunisie, à travers une loi supportée par les députés d'En-Nahdha à l'assemblée constituante. Le gouvernement est revenu à la charge, et d'une façon détournée, néanmoins brutale. Il avait envoyé des éléments de son parti, organiser une manifestation devant de cette institution nodale, pour la dynamique économique et financière du pays, afin d'exiger le départ de son gouverneur. La gestion de la politique internationale de Tunisie, n'est pas en reste. Depuis la nomination du gouvernement Jebali, l'exécutif est bicéphale. Et l'affaire de l'invitation en Tunisie du chef du Hamas palestinien, met en relief cette dualité. Le parti Ennahdha avait osé cette initiative, prenant le risque de froisser les autorités légitimes palestiniennes. Effectivement à l'accueil du chef du Hamas, aucun représentant de l'ambassade de Palestine en Tunisie, n'avait pris part. Dans le même registre, et suite à la décision des autorités tunisiennes d'expulser l'ambassadeur de Syrie. L'UGTT, dans un communiqué daté du 06 février 2012, avait appelé le gouvernement à revoir sa décision, qu'elle jugeait précipitée, et avait demandé à l'assemblée constituante de trouver des solutions réfléchies afin de ne pas compromettre la diplomatie tunisienne et ses relations arabes et internationales. Ceci dévoile, des empiètements des uns sur les prérogatives des autres, exprime des malentendus et signale l'existence d'autres méprises. Tous ces agissements, procédés et manœuvres conduisent inévitablement à des amalgames, à des confusions et à des quiproquos, qui risquent d'être lourds de conséquences. Il y a une politique étrangère de la présidence et une autre conduite par le chef du gouvernement. D'un autre côté, il y a ce qui se décide au gouvernement et de l'autre ce que décident les chefs du parti En-Nahdha, dans leurs hermétiques conclaves, et qui forcément détient sur l'action du gouvernement et de celle de la présidence. Et pareilles façons de faire débouchent sur des antagonismes, de la concurrence, des heurts et des conflits, qui fatalement nuisent aux acquis de la révolte. Dans le milieu politique tunisien averti, il se dit de plus en plus, que le parti En-Nahdha a chargé un collègue de ses doctrinaires pour élaborer un

projet de constitution, qui serait d'une manière ou d'une autre proposé, adopté et entériné par l'assemblée constituante. En somme la politique du fait accompli. Un article de ce projet focalise sur lui tous les regards, et aiguise la curiosité de tous les spécialistes du droit constitutionnel et celle des fouineurs de la chose publique. L'article 10 de l'officieux projet énonce entre autres, que « la chariâa islamique est une source essentielle pour l'élaboration des lois ». Bien qu'aux termes de l'article premier de la constitution tunisienne de 1959, qui énonce que : « La Tunisie est un Etat libre, indépendant et souverain : sa religion est l'islam, sa langue l'arabe et son régime la république ». Ce sera une innovation pour tout le système d'élaboration de la législation tunisienne. Car au-delà de l'aveu même des rédacteurs de cet article premier de 1959, qui témoignent que, parce que, Bourguiba avait intentionnellement voulu une rédaction ambiguë de l'article. Les sources de la loi en Tunisie républicaine, c'est-à-dire depuis le 25 juillet 1957, n'ont jamais fait référence à la chariâa islamique. En Algérie au contraire, ce n'est pas la loi fondamentale qui précise les sources de la loi algérienne, mais le code civil en son article premier, qui dispose : « La loi régit toutes les matières auxquelles se rapporte la lettre ou l'esprit de l'une de ses dispositions. En l'absence d'une disposition légale, le juge se prononce selon les principes du droit musulman et, à défaut, selon la coutume... ». Dans la version arabe de l'article, l'expression droit musulman est traduite par : chariâa islamique. Ce qui accentue l'équivocité. Puisque le mot fikh est selon les spécialistes de la sémantique, plus approprié est adéquat, pour fidèlement restituer en arabe, le concept de droit musulman.

Cette révolution juridique en Tunisie, si tant elle se réalise, n'est somme toute pas une surprise. Le credo d'En-Nahdha, comme toutes ses sœurs d'école philosophique, étant l'idéologie islamiste, le contraire aurait été surprenant. Devant tant de disfonctionnements cumulés par ce qui dirige en Tunisie. Accentués par les hésitations, les ajournements et les différés, notamment sur les réponses apportées aux nécessités et aux attentes impérieuses et urgentes, en matière d'emploi, et d'autres besoins premiers. Face aux échecs, aux ratages et aux bides, qui ont déçu les fols espoirs suscités par la révolte du 14 janvier, et devant les désillusions de ceux qui avaient cru. La parade est vite trouvée. C'est l'héritage des 50 ans de gouvernance dictatoriale, qu'a connus le pays qui ont laissé tant de casses, de dommages de dégâts et de dévastations. Cela va de soi, puisque ceux qui on pris le relais pour diriger le pays, étaient tous opposants, soit à Bourguiba, soit à Ben Ali. Mais est ce que ceci justifie-t-il, ou bien aboutit-il cela ? Toutes ces pierres d'achoppement, qu'elles soient dues à l'amateurisme des uns, sinon aux calculs tortueux, fourbes et astucieux des autres, autorisent-elles de gâcher cette victoire chèrement acquise, sur les asservissements, sur toutes les formes de contraintes, sur les interdits, sur le poids des carcans et sur la panoplie des multiples servitudes ?

Vu d'Algérie ce qui se passe et déroule actuellement en Tunisie, rappelle du déjà vécu. J'espère, pour le moins que je puisse faire. Que tous ceux qui se battent encore aujourd'hui, pour que les acquis de la révolte se réalisent. A travers la société civile, les syndicats, les associations, les penseurs, les artistes et tous les animateurs d'une vie cadrée, par le triptyque, liberté, ordre et justice, qui forment la devise nationale de la Tunisie, ne connaîtront pas le même sort, qu'avaient connu avant eux, leurs homologues algériens. La violence commence quand s'arrête le débat. Mais est ce que tous les protagonistes sur place de Tunis, sont-ils prêts à débattre ?

Le monde selon Guéant

Le ministre de l'Intérieur français vient de déclarer que toutes les civilisations ne se valent pas. J'ai été choqué comme beaucoup de gens par cette sortie mais, à bien y réfléchir, je l'ai trouvée opportune.

PAR BRAHIM SENOUCI

D'abord, j'abonde dans le sens de M. Guéant. La civilisation occidentale est incontestablement supérieure à toutes les autres. A celles et ceux qui n'en sont pas convaincus, demandez aux peuples qui ont bénéficié de ses bienfaits ce qu'ils en pensent. Demandez aux Algériens, enfumés par Saint-Arnaud, emmurés par Canrobert, suppliciés par Bigeard, massacrés à Skikda, jetés par grappes dans les ravins de Guelma et Sétif ce qu'ils en pensent. Demandez aux Malgaches, aux Vietnamiens, aux Congolais, aux

esclaves dont les têtes ornent les frontons de bien des hôtels particuliers de Bordeaux et de Nantes. Demandez aux peuples originels d'Amérique du Sud ce qu'ils pensent de la Renaissance occidentale et de l'Eglise très chrétienne s'interrogeant sur leur humanité. Demandez aux Américains... Non, pas les Américains. Il n'y en a plus.

Oui, la civilisation occidentale est supérieure aux autres. Elle a inventé l'industrie de l'automobile, l'industrie électrique, l'industrie de l'acier, l'industrie de la mort.

C'est avec la même précision, le même souci du détail qui ont présidé à la fabrication de voitures ou d'avions qu'elle a conduit l'œuvre de destruction des juifs, des tziganes, des communistes dans les camps de la mort. Les propos de Guéant sont-ils surprenants ? Non, assurément.

Pour permettre la mainmise coloniale sur les pays du Sud, il a fallu construire une image de l'ennemi de nature à donner à l'entreprise une justification rationnelle. Cet-

te image fait partie de la psyché occidentale. Le doux Victor Hugo s'était ému des massacres commis en Algérie et en Afrique. Il les avait dénoncés dans une déclaration fameuse dans laquelle il disait notamment : La barbarie est en Afrique, je le sais, mais [...] nous ne devons pas l'y prendre, nous devons l'y détruire ; nous ne sommes pas venus l'y chercher, mais l'en chasser. Nous ne sommes pas venus [...] inoculer la barbarie à notre armée, mais notre civilisation à tout un peuple. Le bon poète se contentait de réprover les méthodes de la colonisation sans remettre en cause son bienfondé, eu égard au caractère barbare des populations qu'elle devait soumettre.

Cette prémisse est encore présente aujourd'hui. C'est ce qu'exprime Guéant ainsi que ses soutiens. Même dans les rangs de ceux qui s'offusquent de sa déclaration, on n'en trouve guère pour remettre en cause de manière radicale la prémisse en question. La plupart d'entre eux

sont, au mieux, sur la même ligne que Victor Hugo, le talent en moins...

En fait, cette déclaration n'agit que comme le révélateur du maintien dans l'inconscient collectif occidental de la grille de lecture du monde qui prévalait au 19^{ème} siècle. Nous et les autres...

En Algérie, un certain discours habille la période coloniale d'un certain charme. Au temps de la France, soupirent le chauffeur de taxi, le marchand des quatre saisons, le businessman..., on était si bien. C'est que la mémoire est courte quand elle charrie humiliations, frustrations, tragédies. Et puis, il faut bien échapper à la morosité bien réelle d'aujourd'hui en se réfugiant dans un paradis artificiel. Il faut espérer que la sortie du Guéant serve au moins à faire œuvre pédagogique, en particulier pour les jeunes générations qui n'ont jamais vu un soldat français sur la terre d'Algérie. Il les éclairera sans doute sur la réalité de la présence française en Algérie et sur la per-

sistance de la matrice du mépris et de la haine qui a accouché d'une colonisation barbare. C'est au nom de ce même mépris que le député apparenté socialiste de la Martinique, Serge Letchimy, descendant d'esclaves, a été sommé de s'excuser après avoir reproché au ministre de l'intérieur de conduire la même politique que celle qui a mené naguère aux camps de concentration...

Reste que la déclaration de Guéant est inquiétante, d'autant plus que la crise actuelle, qui menace le leadership occidental, est de nature à faire ressurgir les vieux fantômes et la tentation d'une solution qui découle de la fameuse prémisse. Si les Barbares sont les autres, cela signifie, aux yeux de l'Occident, qu'ils n'ont aucun droit à participer à la marche du monde, encore moins à contester l'ordre existant. L'Occident peut être tenté d'appliquer à grande échelle les techniques utilisées au 19^{ème} siècle pour maintenir sa prééminence. Se prémunir



contre le danger de la guerre commande qu'on en finisse avec des stéréotypes aussi stupides que meurtriers.

Seule, cette remise en cause radicale nous épargnera des conflits dévastateurs en permettant une négociation saine sur la mise sur pied d'un monde égalitaire et solidaire.

Le wahhabisme : entre conservatisme et modernisme

PAR AMEZRAR REDHA

La fin du XVIII^{ème} siècle et le début du XIX^{ème} siècle marquent pour le monde musulman l'époque de sa plus grande déchéance. L'empire Ottoman, la Perse, l'Empire mogol de l'Inde, jadis Etats puissants, sont en décomposition et s'en vont en lambeaux sous la pression de la Russie et des grandes puissances coloniales de l'Occident. A la décrépitude politique, à la stagnation économique, à l'appauvrissement des masses correspond le lamentable état des mœurs des classes dirigeantes et le marasme intellectuel des élites.

La religion, elle-même surchargée de superstitions dégradantes, n'a plus que des rapports lointains avec le monothéisme austère du Prophète Mohammed (QLSSSL). Un mysticisme péruil, un culte des saints et des tombeaux habilement utilisé par les mollahs ignares, distributeurs

Le wahhabisme est un mouvement politique et religieux, à tendance puritaine des musulmans d'Arabie Saoudite. Institué par Mohammad ibn Abd al-Wahhab [1703 - 1792], puis écrasé par les Ottomans, il a été restauré à partir de 1902.

thousiasme des premiers jours de l'Hégire. Son appel au retour à la pureté première de l'Islam retentit jusque dans les coins les plus reculés du monde musulman et fut le levain puissant qui anima tous les mouvements de réforme qui se produisirent depuis. Les « néo-Mu'tazilites » eux-mêmes, ces libéraux modernes de l'Islam, qui sont par leur tempérament à cent lieues de la fougue révolutionnaire et de l'intolérance dogmatique des iconoclastes du Nedjd, ont fortement subi l'influence de la puissante personnalité d'Ibn Abdül-Wahhab.

Le fondateur de la secte que l'on désigne improprement de son nom, les « Wahhabites », naquit à Ayinab dans le Nedjd, au centre de l'Arabie. Dès son jeune âge il montra

véhémence contre toutes les déformations et innovations qui avaient dénaturé et corrompu le caractère absolu et rigide du monothéisme de l'Islam. En pratique, elle se traduisait par une lutte impitoyable contre le culte des saints, la vénération de leurs tombeaux, devenus de véritables sanctuaires, contre l'emploi des amulettes, des rosaires, contre toutes les pratiques enfin susceptibles de dégénérer en fétichisme.

Tout en vouant un respect profond au Prophète (QLSSSL), Mohammed Ibn Abdül-Wahhab refusait de lui accorder un hommage teinté d'idolâtrie. D'accord avec la plupart des docteurs musulmans, il estimait que chaque fidèle capable de lire et de comprendre le Coran et la Sunna était apte à juger en matière de doctrine. Il repoussait avec la plus grande

obligatoire la présence à la prière commune.

La simplification de la doctrine de l'Islam, ramenée à son essence monothéiste, est doublée chez les Wahhabites d'un code moral d'une rigidité extrême. L'inobservation de la prière, du jeûne, de l'aumône rituelle, l'usage du vin, de l'opium entraînent des pénalités sévères.

La prédication d'Ibn Abdül-Wahhab eut la bonne fortune de trouver l'adhésion de Mohammed Ibn Saoud, chef héréditaire d'une des plus importantes communautés du Nedjd, qui régnait alors sur les villes de Darya et de Riad. Le prince se révéla homme de grand talent administratif et militaire. Son appui sans réserve assura au fondateur de la secte la puissance matérielle qui manquait à son autorité morale. Lorsque Abdül-Wahhab mourut en 1787, l'Etat wahhabite, reproduction en miniature du Khalifat de Médine, était en voie de progression rapide et possédait une force militaire considérable. Une administration ferme et capable avait assuré à la population la sécurité jusqu'alors inconnue. Les rapines et les vols étaient quasi inconnus.

La justice fonctionnait d'une façon impeccable, chaque oasis possédait son école et des instituteurs étaient envoyés dans toutes les tribus bédouines. Au début du XIX^{ème} siècle, le Nedjd était définitivement organisé. Abd-ül-Aziz, qui avait succédé à Mohammed Ibn Saoud, se sentit prêt à entreprendre l'immense tâche, purifier le monde de l'Islam et lui rendre sa gloire d'antan.

L'étonnante aventure, qui faillit bouleverser le cours de l'histoire de l'orient allait commencer. Elle débuta par la prise foudroyante de la Mecque et une incursion à Kerbala, ville sainte des chiites en Mésopotamie. Les troupes turques, qui tentèrent de résister furent balayées. Rien ne pouvait résister à l'élan des troupes du Nedjd, enflammées par la prédication wahhabite.

En 1812, le successeur d'Abd-ül-Aziz, Saoud, s'empara de Médine et les farouches partisans ôtèrent du tombeau du Prophète (QLSSSL) toutes les offrandes et dispersèrent au vent les reliques comme ils l'avaient déjà fait à la Mecque et à Kerbala. L'épopée continue triomphale. Le Hedjaz est conquis, le Yémen et l'Iraq entamés, c'est la Syrie qui est maintenant menacée.

Les Wahhabites assiègent Alep, et attaquent les faubourgs de Damas.

Le Khalif de Constantinople, s'émeut, fait appel aux troupes modernes de son puissant viceroy d'Egypte Ibrahim Pacha, après une longue campagne, réussit à réduire les troupes Wahhabites. Leur vaillant chef Abdallah Ibn Saoud, fut capturé et décapité.

L'Etat Wahhabite paraissait s'évanouir à jamais. Ce n'était qu'une illusion. Il lui était réservé de renaître à notre époque sous une forme nouvelle, plus puissante que jamais.

On a reproché au mouvement Wahhabite une grande étroitesse d'esprit et un fanatisme excessif. Cela peut s'expliquer par le fait que la première phase de toute réforme religieuse passe par le retour pur et simple au culte primitif.

La réforme protestante, par exemple, ne doit son salut qu'au rejet de toutes les innovations subséquentes quel que soit leur caractère. En réalité, la renaissance musulmane, puritaine à ses débuts, entra bientôt dans une voie plus constructive et manifesta même un indiscutable libéralisme. La confirmation de cette observation se trouve non seulement dans les écrits des libéraux musulmans, mais dans l'évolution même du Wahhabisme, tel qu'il se manifesta avec éclat en l'Arabie Saoudite de nos jours.

L'écart entre le Wahhabisme des débuts héroïques d'Ibn Saoud 1^{er} et celui de ses successeurs contemporains saute aux yeux. Cet écart n'est certes pas dans la doctrine. La différence réside dans la manière de procéder. Pour que le lecteur puisse se faire une idée des méthodes qui ont prévalu dans la conception moderne du mouvement, un passage de la brillante biographie d'Ibn Saoud écrite par H.C. Armstrong en est éloquent. « Ibn Saoud décida qu'il n'emprunterait aux Européens que ce qu'ils avaient de mieux à lui offrir. Il ne voulait faire sien que les réalisations pratiques et scientifiques, et il rejetait leurs conceptions. Il aiguillait ses sujets sur la bonne voie, mais ne les bousculerait point... » Pour conclure, l'œuvre intelligente et patiente du regretté Ibn Saoud a fait de l'Arabie Saoudite non seulement un membre influent de la confédération arabe, mais un élément important de la politique internationale au Moyen Orient. Ses successeurs tentent d'adapter le Wahhabisme aux exigences des temps modernes afin de conférer à l'Arabie Saoudite une place et un rôle clé dans la région notamment après l'émergence, certes de petits pays, mais dont l'influence va crescendo tels les Emirats ou le Qatar. Tirailé entre conservatisme et modernisme, le Wahhabisme parviendra a-t-il à concilier les deux ?



souvent intéressés d'amulettes et de charmes, l'avait remplacé. Les villes saintes de la Mecque et de Médine offraient un spectacle désolant de vice et de désordre lors du pèlerinage annuel. Il semblait que ce rite.

Institué par le Prophète (QLSSSL) pour perpétuer et affermir les liens spirituels entre les croyants, n'était plus qu'une occasion pour mettre à sac des pèlerins venus des contrées lointaines. C'est dans ces circonstances, si pénibles pour l'Islam, où son âme paraissait l'abandonner, qu'une réaction salutaire se produisit. Elle partit de cette terre même d'Arabie qui fut le berceau de la religion.

Mohammed Ibn Abdül-Wahhab en fut le héros. L'enseignement de cet homme au cœur ardent, au caractère inflexible, que l'on a parfois comparé à Calvin, fit tressaillir les âmes de ses compatriotes et leur insuffla l'en-

du goût pour les études et une intense religiosité. Après avoir fait ses études à Damas et à Médine, il fit le pèlerinage de la Mecque, parcourut la péninsule arabique en long et en large et poussa jusqu'en Perse. Au cours de ses voyages, il put se rendre compte de l'étendue du mal qui rongeaient l'Islam et rentra dans le Nedjd résolu à mettre un terme aux superstitions grossières et aux pratiques dégradantes qui avilissaient la vraie religion du Prophète (QLSSSL).

Il entreprit donc de catéchiser ses compatriotes et écrivit un livre, le « Kitabat Tawhid » (Livre de l'unité), où il exposa sa doctrine. Elle se réduisit en somme à peu de chose. Au point de vue théologique, elle ne renferme rien de nouveau. Ce n'est qu'un appel passionné au retour pur et simple à la doctrine première de l'Islam, telle qu'elle fut livrée dans le saint Coran et pratiquée par les « quatre bienheureux compagnons du Prophète (QLSSSL) ». Elle s'élevait avec

énergie toute idée d'intercession quelconque entre le croyant et Dieu.

Né d'un mouvement de révolte contre les abus et les superstitions, le Wahhabisme se présente donc comme une tentative de réforme puritaine extrêmement simple. Il condamne tous les apports postérieurs au III^{ème} siècle de l'Hégire.

Il rejette les écrits et les interprétations de tous grands docteurs de l'Islam du Moyen Age et ne reconnaît que l'autorité des quatre écoles de droit sunnites. Les Wahhabites se disent rattachés au rite d'Ibn Hanbal mais, en réalité, ils ont renforcé encore davantage les prescriptions rigoureuses de cet imam, le plus strict des quatre. Par exemple, ils ne se contentent pas de la simple récitation du credo de l'Islam pour considérer quelqu'un comme appartenant à la communauté musulmane, mais demandent une enquête sur son comportement religieux et moral, et considèrent com-

La maison de Bakhta

PAR MIMI MASSIVA

Dans la maison de Bakhta, le vrai séisme ne vient pas des entrailles du sol mais de la tête de la propriétaire. La vérité, quand elle existe, se traduit toujours en névrose mensongère, le lait en nœud coulant autour du cou fripé du bébé. Que peut faire ce printemps arabe, prompt à montrer ses épines sans réussir une seule rose, face à cet héritage génétique défectueux ? Les dictateurs déchus, encore vivants, doivent se frotter les mains de satisfaction. Pourtant il aurait suffi d'un peu de bonne volonté pour que ceux qui ont versé leur sang ceux qui se sont immolés ne meurent pas pour rien. L'histoire a bien retenu le nom du «petit» homme frère à moitié nu et affamé vainqueur sans violence du plus grand empire colonial de l'époque : Gandhi. Il ne suffit pas d'envahir les rues il faut en sortir avec le bon résultat ou mourir en martyr. Mai 68 en France c'était des jeunes en colère sans idéologie ni guide ni gourou, juste une soif de liberté. Et c'est des adultes responsables qui ont relayé leurs doléances. Imaginons l'Europe d'aujourd'hui si des salopards avaient pris la relève. C'est ça qui pose problème maintenant dans le monde arabe : qui peut remplacer le tyran ? La foule ne connaît que deux spécimens : le zaïm et le cheikh, l'homme au «fauteuil» et l'homme au «chapelet». Déjà aux funérailles de Nasser, la foule en délire chantait : «Il n'y a d'autre Dieu qu'Allah et Nasser est l'amour d'Allah (Habiballah).(2)» Lucide, Nasser a écrit dans son livre autobiographique : «Une révolution nous oblige à nous unir et à nous aimer les uns les autres ; une autre nous plonge dans la dissension, contrairement à nos désirs, et nous pousse à nous haïr les uns les autres.» Comme ces jeunes de la place Tahrir (sous la dictature) et ceux qui se sont entretués dans le stade de Port Saïd (après un vote libre et transparent). De nos jours, grâce aux médias, cette anomalie de la psyché arabe est mise à nu et somer de trouver une autre excuse que celle de la manipulation. Et répondre à la question : Pourquoi nos jeunes sont plus manipulables que les autres ?

Le monde arabe ressemble à un père qui a longtemps maltraité ses enfants puis le jour où il commence à vieillir, sa progéniture qui n'a connu aucune éducation que celle de la jungle perpétue la tradition. Les psys connaissent ça : la violence appelle la violence. Les tueurs en série, les délinquants, les dictateurs ont été généralement des enfants maltraités. Il y a aussi des grands hommes qui ont passé par cet enfer mais ils ont eu la chance de rencontrer une ou plusieurs personnes pour panser leurs blessures. On peut remonter l'histoire des Arabes d'avant l'Islam, l'épée est présente même dans la poésie. On ne peut verser du sang sans être fasciné par lui, envouté, détruit. On le voit chez les soldats américains qui reviennent dépressifs suicidaires. On le voit aussi dans la confession des grands criminels : «Le plus difficile c'est la première fois après on ne peut s'empêcher...». Mais les vraies victimes de ces barbares sont celles qui restent en vie : la société. On ne tue jamais son traumatisme. Une enquête faite par des sociologues américains dans les années 50 auprès des classes populaires et moyennes arabes a donné ces réponses du genre : «La seule façon d'accomplir quelque chose de positif est de devenir dictateur et de s'appuyer sur l'armée pour se faire obéir.» (Un avocat syrien). «Si j'étais à la tête du pays, j'exécute-rais tous ces effendis assis dans les grands fauteuils du gouvernement actuel et j'instituerai une

«En attendant l'introduction du pluralisme sous n'importe quelle forme qui leur convienne, les masses arabes resteront incapables d'influencer leur propre sort, incapables d'exercer l'élément de choix sans lequel il n'y a ni créativité, ni réelle indépendance, ni même une vraie nation. Les Arabes sont les vrais perdants, un danger pour eux-mêmes, situés en dehors de l'histoire universelle en élaboration, de sorte que le monde se trouve privé de ce qui aurait pu être leur précieuse contribution.» (1)



dictature des plus sévères.» (Un frère musulman égyptien). Plus d'un demi-siècle d'indépendance ces idées sont plus que jamais d'actualité. A qui la faute ? Si on considère que toutes les races se valent pourquoi sommes-nous l'exception qui refuse de confirmer la règle : la normalité. Au moment où l'Occident entrait dans le siècle des Lumières, que faisait le tout puissant empire ottoman qui nous gouvernait ? Il n'a pas été fasciné par les découvertes scientifiques, ni par la peinture des grands maîtres, ni par les idées humanistes mais par l'art de mieux tuer. Il importait des armes comme tous les pays arabes actuellement. C'est toujours les guerres qui nous fournissent nos grands hommes, nos héros, nos seuls exemples à suivre. Les martyrs officiels de la guerre de Libération continuent à donner leur nom à toutes nos rues nos écoles... alors que des millions d'Algériens sont français que la France demeure notre premier partenaire sans parler du rêve d'émigration de nos jeunes et de nos chefs. On maintient dans les programmes scolaires cette haine latente comme une bombe à retardement sans maîtriser sa direction et son fonctionnement. Dans ce climat de non-paix perpétuelle, on se console en se saluant : salam ! Paix à toi, mon frère ! Les traditions la politique la police l'armée la mosquée l'école la famille, tous veillent pour que l'enfant rentre dans le moule des ancêtres forçant le temps à se détourner de l'avenir pour enlacer le passé, le perpétuel «retour aux hiens». Celui qui ne s'adapte pas crève ou émigre. Dans la maltraitance il y a le souci de maintenir les gens dans l'ignorance. Le coupable est pluriel : ce n'est pas un homme mais tout un clan. On le voit avec l'Irak après Saddam Hossein.

Pourquoi ces jeunes sunnites chiites posent des bombes pour tuer le maximum de civils dont le seul tort est d'avoir été au mauvais endroit. Quand les Anglais sont rentrés en Afghanistan, ils se sont enfuis en perdant leur légendaire sang-froid. Pour décourager les troupes de sa gracieuse majesté, les Afghans de l'époque ont massacré après d'horribles tortures tout un village avec ses femmes

ses enfants et ses hommes. Epouvantés, les Anglais se sont dit que des gens qui font subir aux leurs de telles horreurs ne méritent pas d'être colonisés. On voit dans quel état se trouve ce beau pays montagneux et quelle leçon nos jeunes désœuvrés ont en tirée pour revenir l'expérimenter sur nous...

Rousseau dans son Contrat Social affirme que dans les commencements de la république, on recourt très souvent à la dictature parce que l'Etat n'est pas assez solide pour tenir par la seule force de sa constitution. «...et, passé le besoin pressant, la dictature devient tyrannique ou vaine. A Rome, les dictateurs ne l'étaient pas pour 6 mois, la plupart abdiquèrent avant ce terme.» Dans les pays arabes là où il n'y a pas de constitution forte ni juste, les commencements de la république ne peuvent générer que des dictatures durables pour la simple raison qu'ils ne sont que fictifs. Un vote libre et transparent n'est rien de plus qu'un saut vers l'inconnu si les électeurs ne sont qu'une boîte à voix au lieu d'être des esprits éclairés. Un bureau de vote n'est pas un sésame ouvert. L'euphorie alliée à l'ignorance est mauvaise conseillère. L'Iran est à ce titre un exemple type. Les mollahs ont enfoncé le clou jusqu'à l'os et les déloger n'est pas chose aisée. Aux dernières manifestations, la jeunesse iranienne n'a pas remis en question le régime théocratique qui la ligote et en a fait l'une des plus droguées au monde (+ de 30%). En Turquie, le PKK, installé depuis 10 ans, montre de la modération question charia mais manque de souplesse vis-à-vis de ses opposants, on estime à plus de 100 le nombre de journalistes derrière les barreaux pour avoir eu l'honneur de lui déplaire.

Pour satisfaire la rue arabe qui réclame la «modernité», il faut suivre l'expérience du genre humain si on n'est pas des extraterrestres. Les historiens affirment qu'il faudra réunir trois caractères : l'exaltation de l'individu, l'esprit critique et du changement. Dans la maison de Bakhta, il n'y a d'exalté que Bakhta et les islamistes qu'elle enfante qui n'ont aucun

esprit critique et sont contre tout changement. Ce n'est pas eux qui sauveront le monde arabe ni ne lui redonneront son Age d'Or. On oublie souvent de préciser que la civilisation musulmane n'est pas l'œuvre de religieux mais de savants souvent considérés par les premiers comme des mécréants. Sans la civilisation grecque comment concevoir un Ibn Roch : «Ibn Rochd avait été, pour la pensée spéculative gréco-arabe, comme le bouquet d'un brillant feu d'artifice.»(3) Ce grand philosophe comme Ibn Khaldoun a été déterminé de la «fosse commune arabe» par les Occidentaux et consacré au panthéon des génies de l'humanité. Dans la maison de Bakhta si on ne tue pas les enfants les plus méritants on les chasse pour grossir les forces de l'adversaire. «Paradoxalement, la chute de Constantinople déclencha ce qu'on appelle la «Renaissance.»(4) En faisant le siège de Constantinople, l'armée ottomane a fait fuir l'élite grecque vers l'Italie. On affirme que ces intellectuels ont provoqué une vraie révolution en Occident. L'histoire se répète sans aucune originalité : l'hémorragie de nos cerveaux sous la pression conjuguée des despotes et des intégristes fait le bonheur de l'Europe et des USA. Que reste-il de la Grèce antique qu'un boulet européen, un pays ruiné et près à se vendre à n'importe qui. Si le pétrole a donné un sursis au monde arabe, les turbulences qui le traversent aujourd'hui sont du «quitte ou double». Curieusement c'est les monarchies comme le Maroc, la Jordanie, l'Arabie Saoudite qui semblent offrir plus d'espérance. Cette dernière ambitionne même de se passer du pétrole d'ici 20 ans en investissant sans complexe dans le business du tourisme religieux. Dans 20 ans dans quel état sera l'Algérie ? Il faut un voyant extra-lucide pour répondre...

Le vote n'est pas une mince affaire. Humilié, marginalisé, violenté, affamé l'homme a tendance à se comporter en chien de Pavlov enragé : remplacer un maître par un autre. Dans son livre Neige, le prix Nobel turc, Orhan Pamuk, contraint par les islamistes à l'exil, a écrit : «Il y a, dans chaque bourgade... des centaines de milliers,

des millions de perdants, de désespérés, d'apathiques et de pauvres hères. Ces hommes, mes frères, ils ne sont plus en état de mettre un peu d'ordre dans leur apparence..., ni la faculté suffisante pour écouter une histoire jusqu'au bout... n'arrivaient pas à dormir, n'auraient pas aimé à fumer en se disant que ça les tuerait...ne regardaient la télé que parce qu'ils ne supportaient pas la mélancolie de ceux qui les entouraient, qu'en fait ils souhaitaient mourir mais qu'ils ne s'estimaient pas dignes du suicide...aux élections ils votaient pour les candidats les plus nuls des partis les plus lamentables, en se disant qu'ils leur infligeraient la peine qu'ils méritaient, et qu'ils préféreraient les putschistes qui menacent en permanence de les châtier aux politiciens qui font en permanence des promesses.»

Comme un corps affaibli par une longue maladie exigeant une bonne convalescence pour ne pas rechuter, le monde arabe a besoin en urgence d'inventer ses sages. Si Ben Ali, Mubarak, Kaddahfi avaient tendu des mains reconfortantes au lieu d'aboyer des menaces et de faire siffler des balles, ils seraient en ce moment acclamer partout comme des messies et que de morts on aurait évité. On a donné au monde le spectacle d'un asile à ciel ouvert. On n'a pas le choix on est obligés de déblinder nos portes d'ouvrir nos fenêtres sinon c'est notre progéniture qui mettra le feu à la maison. Inspirons-nous de cette sagesse asiatique. En 1962, deux ans avant sa mort, on posa cette question à Nehru : «Monsieur le Premier ministre, que faites-vous dans votre pays pour sauvegarder votre culture plusieurs fois millénaire ?» Réponse : «Ce que nous faisons pour préserver notre culture ? Rien de particulier. Seulement, nous en étudions soigneusement tous les éléments afin de voir lesquels sont nocifs à notre développement !»

Note :
(1) Pryce-Jones
(2) Que Veulent les Arabes ? (Fereydoun Hoveyda)
(3) L.Gauthier
(4) Les maîtres Penseurs d'Ali El-Kenz)
(5) Toute l'Histoire du Monde (Jean-Claude Barreau et Guillaume Bigot)

Vive la Russie syrienne

Le veto par définition est une perversion diplomatique. Il s'assimile sans ambages à une effraction dans l'équilibre censé contenir la justice internationale. Il ne s'offre dans un partage bigarré que dans l'inéligence des Etats qui se le sont offert sans égards aux autres.



PAR EL YAZID
DIB

Le conseil dit de sécurité où les membres comme des quindécemvirs veillent à garder «les livres sibyllins» n'est plus une aubaine pour la paix ni pour son maintien. Il n'est en fait qu'un accord vétilleux par lequel toutes les guerres passent. Le monde depuis la conférence de Yalta vit dans une torsion de totale différence, perclus et en éternel quête d'un aplomb juste et durable.

La Russie syrienne n'est pas uniquement une contrariété face au désir hégémonique américain. Elle est aussi l'autre mesure que depuis 1945 les Etats unis refusent d'admettre au profit d'une justice internationale. Le veto longtemps usité par l'oncle Sam est vite perçu comme un bris de glace dans l'harmonie façadière qui sévit au sein du conseil de Manhattan. A ce même moment, c'est à dire à celui où la puissance sino-américaine marque son entêtement à ratifier une condamnation inégale châtiant unilatéralement le régime pourri de Damas, l'entité sioniste met dans l'embarras du choix Abbas Mahmoud. Ou moi ou Hamas. Drôle de diplomatie, qu'encourage Obama. Au conseil de sécurité, la Syrie devait être à l'instar des palestiniens, propriétaires de droits seulement à bafouer. Ici la parole est certes une équation de force économique mais s'enracine également dans les méandres d'une idéologie que l'on dit disparue. L'on y voit que le pilonnage, les images facebook, les ruines de Homs, les bouches vitupérant le régime Susan Rice, la copie clownée du président américain devient prophétique en sermonnant les deux puissances sur leur prochain regret. Elle les blâme d'avoir utilisé un droit inique qu'elle-même n'a cessé de brandir à chaque fois que Tel-Aviv est sommée de comparaître au banc des coupables. Ce veto est jugé par ceux qui en sont dérangés dans leurs desseins, comme étant un alignement frontal sur la démarche d'un dictateur qui veut chaque jour tuer son peuple. Ainsi les arguments à court de raisonnement vont dans tous les sens. On leur dit qu'il ne fallait pas s'inscrire dans une telle dynamique qui n'ira qu'en stimulant les exactions contre la population civile et enhardit la persévérance de la force locale. L'on n'insinue jamais l'autre partie, antagoniste au régime. Croyez-vous que l'entière du peuple syrien est dans la rue pour gommer ses dirigeants ? L'autre partie, ce sont eux. Les services, l'intelligence et la subversion. Les régimes post révolutionnaires tunisien, libyen ou égyptien nous donnent l'exemple, une année après de quoi ca retourne. L'autre partie est selon les promoteurs de l'obligation à faire mourir le régime syrien, personnalisée exclusivement dans la diversité du peuple. Ainsi dans les rues de villes l'armée tire sur le peuple. Débile jugement. Un peuple qui se soulève peut en moins de 18 jours mettre en fuite ou en prison son dictateur. Un « peuple » qui de-

puis une année est cité dans tous les JT comme victime n'a pas le droit de vivre, si cela en est le cas.

L'autre partie est celle que dirige le département américain et ses appendices installés dans les coulisses d'une ligue arabe ligüées corps et âme à l'injonction à la mode d'une politique prônant la libération de l'élément humain arabe. Un consortium de renégats mous à l'action mais prompts à la rescousse. Ils viennent des métropoles étrangères moissonner ce que spontanément l'enfant, le caricaturiste, le poète syrien a voulu entamer pour se faire laisser voir un avenir libre et radieux. Applaudis, quand ils ne sont pas procréés par Doha et autres intérêts occultes ; ces nouveaux opposants, tous prêts à bien parler sont volontiers reçus sur les perrons de l'Elysée ou ceux de la maison blanche. Antoine Basbous dans son dernier livre « le tsunami arabe » nous donne aléatoirement le contre exemple de la facilité qu'ont les éventuels futurs et probables maîtres de la scène arabe à être reçus avec toute l'aisance par les dirigeants du monde au moment où un président en exercice est contraint de faire une longue chaîne d'attente en vue de franchir les mêmes perrons. Ils sont une pure création des officines de la haute déstabilisation. Certains ne cachent plus leur embarras. Ainsi le ministre français des affaires étrangères Alain Juppé s'est vite dévoilé en disant « nous allons aider l'opposition syrienne à se structurer. Le régime doit constater qu'il est totalement isolé, il va y avoir des sanctions économiques ». sans commentaires.

Au début du soulèvement l'innocence était de la partie. Les chasseurs de révolutions se sont vite réveillés et prenant leurs cors, commençaient à vociférer les pires atrocités du parti unique, du régime familial, du système fermé, de la rente particulière. Ainsi nous disons, que le président de la Syrie doit légèrement partir. Son ère est à jamais révolue nonobstant la nostalgie qu'il put recréer dans le cœur des nationalistes.

Ce veto vient à la faveur d'une possibilité de pouvoir enfin contredire les Etats unis. L'on montre ainsi que ce moyen exorbitant dans l'usage du droit universel n'est toujours pas saint d'esprit. Il suscite de la réprobation selon l'arrangement des uns et des autres. L'histoire parfois devient risible. Cette histoire nous a enseigné que c'est par essence, philosophie ou idéologie que l'on fait des révolutions et l'on mène des politiques. Elles ne peuvent être faites que contre des puissances coloniales et des forces étrangères. On ne le fait pas avec ces forces et en leur compagnie contre son propre peuple. Ceci ne sera donc qu'une contre-révolution. En Syrie la situation demeure fort complexe. Comme chez nous. L'affaire palestinienne, la guerre contre l'Irak, l'Afghanistan, les révolutions arabes surtout de la Libye ; ont bien démontré le fossé qui sépare la rue et le peuple des palais royaux, des cabinets présidentiels mais aussi du conseil de sécurité où aucun Etat arabe n'est en-

tendu avec un semblant de droit de veto. Celui-ci est une chasse gardée pour les seigneurs. Les uns s'essayent à manœuvrer de la manière la plus mesquine tentant de ne pas lorgner sur le mal que font les nouveaux libérateurs des peuples, les autres s'échinent à la démonstration du contraire par l'indéfectible soutien nonobstant la matraque ou l'interdiction de marcher. Le veto sino-russe n'est que la bonne réponse pour un peu débarbouiller la domination exercée sur les peuples via leurs dirigeants que l'on peut qualifier au gré des intimités comme saumâtres et indésirables. Il est aussi venu reconforter l'avis des mécréants quant à la religiosité de ce droit qui n'a plus raison d'être. L'on voit l'indignation de l'autre coté prendre de l'ampleur. Les procédures es-soulées comme bon usage de la diplomatie réciproque d'antan prennent le relais. Les Etats unis ferment leur ambassade, le Royaume unis également. La machine à convaincre les autres commence à fonctionner. Ils gueulent à faire peur à tout le monde. Oui pour le veto, s'il est brandi contre Israël pour les séculaires bestialités commises contre un peuple encore non-membre reconnu par l'ensemble et la communauté internationale. Oui pour le veto s'il s'instaure comme mondanité dans la résurgence de l'équité universelle. Oui pour ce veto s'il arrive à réduire l'effet de serre et à abolir la fabrication des armes de guerre. C'est ainsi que l'on voit dans l'acte sino-russe une certaine distanciation stratégique dans l'unicité sécuritaire qui a émaillé ces derniers temps la sphère politique mondiale. Que le peuple syrien soit rassuré la paix ne peut provenir de Paris ou de Londres. Elle ne sera pas pour eux une offrande à octroyer par les mains atrophiées d'un Obama prévenu ou d'un Sarkozy en ultime sautellement électoral. Cette paix, cette liberté, ce recouvrement de droits humains, seront manufacturés par eux-mêmes, chez eux. Sans conseil de quiconque, ni conseil d'aucune sécurité. Non justement à ces vétos qui fragmentent l'unité des peuples, qui attisent les douleurs et qui aggravent les situations. Que dire de ces multiples vétos qui ont eu à bloquer non seulement l'indépendance, premier droit des peuples ; mais obstruent encore la voie de la liberté et du droit de vivre en autodétermination. Les Palestiniens, les sahraouis, les personnes afamées, les sans abris, les chômeurs, les femmes maltraitées, les harraga, les sidaïques, ceux sont eux qui méritent de se lever en veto aux titulaires éternels du veto.

LA CHRONIQUE DU BLEDARD

Paris : Akram Belkaïd



Une peine syrienne



Il y a quelques semaines, j'ai publié une chronique pour tenter de décrire le sentiment d'impuissance éprouvé vis-à-vis du drame du peuple syrien (1). Ce sentiment est loin d'avoir disparu. Bien au contraire, il s'est aggravé et j'en suis réduits à reconnaître mon incapacité à formuler la moindre once d'optimisme quant à cette guerre civile et confessionnelle qui commence à peine à dire son nom. Il faut aussi relever qu'il est très difficile de s'exprimer à propos de la Syrie. Alors que chaque jour, des civils meurent par dizaines, on en est encore, du moins dans le monde arabo-berbère, à subir les habituels mais ô combien fréquents délires conspirationnistes. Jour après jour, via internet, via des blogs, des Syriens racontent leur terrible sort mais cela ne semble pas suffire à convaincre celles et ceux qui parlent de complot et qui nous expliquent que les tueries de civils sont des machinations ourdies par des agents provocateurs à la solde de l'Occident et de l'entité sioniste (une phrase digne des années 1970 et qui retrouve actuellement une nouvelle jeunesse).

Voilà donc Bachar al-Assad et son régime parés de toutes les vertus. Ils seraient le dernier rempart, la dernière digue face aux appétits d'un Occident décidé à prendre, ou à reprendre, le contrôle de tout le monde arabe. Etrange renversement de situation où l'anti-impérialisme pousse à une indulgence coupable vis-à-vis d'une dictature sanguinaire qui n'a jamais épargné ses opposants et dont on se demande de quoi elle peut bien se prévaloir en matière de résistance et de victoires face aux « ennemis » de la nation arabo-musulmane. De quoi Assad père et fils sont-ils le nom ? Hors propagande, de quels combats réels, de quels succès leur régime - cette djoumloukiya ou république monarchique - peut-il se prévaloir ? Bachar al-Assad, héros du monde arabe ? Si c'est le cas, alors peut-être vaut-il mieux faire partie du camp des traîtres...

Au-delà de l'horreur et de l'indignation que peut susciter ce qui se passe à Homs, Hama ou ailleurs, il est évident que la thèse du complot en dit long sur l'état de désarroi actuel du monde arabe. Certes oui, les révolutions se grippent ou tournent mal. Certes, les urnes ont offert le pouvoir à des islamistes qui commencent à montrer les crocs. Mais est-ce une raison pour sombrer dans le complotisme ? Il faut reconnaître que l'une des questions que nous pose la situation syrienne n'est pas simple. Est-ce parce qu'elle est défendue par des acteurs peu recommandables ou qui ont prouvé par le passé que l'on ne pouvait leur faire confiance qu'une victime a moins de droits ? Pour être plus précis,

le fait que le Qatar soit à la pointe de l'action diplomatique contre le régime d'Assad (n'oublions pas l'Arabie Saoudite) justifie-t-il que l'on puisse se détourner de la souffrance des Syriens ou, plus grave encore, que l'on puisse en douter ? Il est évident que l'émirat a son propre agenda et que la subite affection de son souverain et maître pour la démocratie (à condition que cela ne soit pas chez lui ou dans le Golfe) doit beaucoup aux conseils amicaux et calculs de ses parrains étasuniens. Mais il n'empêche : dans cette affaire, le camp occidental et ses alliés (arabes et turcs) sont, qu'on le veuille ou non, du côté des victimes. Faut-il donc se jeter dans les bras d'Assad parce que la France et les Etats-Unis tentent d'obtenir son départ ?

Bien entendu, il est impossible de ne pas tenir compte de l'histoire récente. L'Irak depuis 2003, la Libye depuis l'automne dernier nous montrent à quel point la chute d'une dictature peut générer le chaos et une régression dramatique qui remet en cause les fondements même du pays concerné. C'est ce qui rend la situation actuelle compliquée cela d'autant que nous semblons revivre une résurgence de guerre froide, la Russie et la Chine ayant décidé de ne pas abandonner le régime syrien ne serait-ce que parce qu'il est l'un de leur meilleur client en matière d'armement. Et là aussi, comme pour la chronique mentionnée précédemment, il ne faut pas oublier de dire que les pays occidentaux qui ont torqué le coup à la résolution 1973 de l'ONU (protection des civils libyens) en la transformant en blanc-seing pour organiser la chute de Kadhafi, portent aujourd'hui une énorme responsabilité dans ce qui arrive au peuple syrien. Car c'est bel et bien le souvenir de ce tripatouillage peu glorieux qui incite Moscou et Pékin à opposer leur veto à toute résolution condamnant le régime de Damas.

On peut reconnaître sa propre impuissance. On peut déplorer l'incapacité de la communauté internationale à obliger Damas à respecter l'intégrité physique de son peuple. On peut même critiquer l'opposition syrienne pour ses divisions et certaines de ses accointances. Mais on n'a pas le droit de renvoyer dos-à-dos la victime et le bourreau. On n'a pas le droit de trouver des excuses au régime de Bachar al-Assad et encore moins de le disculper. C'est bien pour cela qu'il faut abandonner la théorie du complot à celles et ceux qui n'ont ni les moyens ni l'envie de réfléchir autrement...

Note:

(1) Les enseignements du drame syrien, jeudi 1^{er} décembre 2011.

Printemps : un concerto inachevé

PAR MOHAMED SAHBI*

Et c'est dans ce sens là que les historiens du dix-neuvième siècle qualifièrent les contestations et insurrections révolutionnaires qu'a connues la France puis presque toute l'Europe durant l'hiver 1848. Ils l'employèrent d'abord pour son côté métaphorique : éclosion, réveil de la nature, bourgeonnement des plantes, symboles de renaissance des consciences et d'espoirs après un long hiver.

Donc, L'expression de «Printemps arabe» est une vraie référence historique au «Printemps des peuples» de 1848 auquel il a été comparé. Ce dernier commença aussi en hiver à Paris puis s'étendit sur tout le territoire français et gagna tout le continent. Les barricades comme celles de «Tahrir» au Caire se dressèrent contre les fusils. La contestation exigea le changement du régime. La similitude des deux «printemps» ne s'arrête pas là : les contestataires ou «révolutionnaires» des deux printemps, hommes, femmes, enfants, étudiants, ayant subis la dictature et le despotisme, sortirent avant quelques décennies d'une révolution promise de beaucoup d'espoir : la révolution de 1789 avec ses idéaux d'égalité et de liberté en France ; mouvement national et révolution en Egypte et en Algérie par exemple.

Ce n'est pas la première fois que l'expression éclot dans l'espace public. En automne 1956, le peuple hongrois, sous l'impulsion des écrivains, des étudiants se soulevèrent contre le despotisme.

Pendant quelques jours, un vent de liberté souffle sur toute la Hongrie ; les ouvriers forment notamment des conseils qui ont pris en main la gestion des entreprises revendiquant entre autres : un socialisme modéré, l'abolition de police secrète, le retrait des soviétiques du territoire, les libertés politique et syndicale, la gestion ouvrière des usines et l'amnistie.

Mais l'insurrection hongroise est rapidement écrasée par les chars soviétiques sans que la réprobation internationale n'aille plus loin que le seul discours indigné. Les gouvernements occidentaux avaient la tête ailleurs, car au même moment des faits, les troupes d'élites françaises, britanniques et israéliennes envahissaient le canal de Suez en Egypte, en réponse à la nationalisation du Canal par le président égyptien Nasser, et à son soutien infaillible à la révolution algérienne, semant ainsi un grand désarroi et une destruction presque totale des villes surplombant le canal. Jean Paul Sartre résumait ainsi la situation «*les communistes sont déshonorés, les socialistes se plongent dans la boue. Oui la droite aujourd'hui jouit, grâce à Guy Mollet, d'une espèce de pureté, ce n'est pas elle qui torture en Algérie, ce sont les socialistes qui ont débarqué à Suez.*»

Le bilan de l'intervention soviétique à Budapest, selon quelques estimations était de 720 morts et 200 000 réfugiés, fuyant l'arrestation ou la déportation. Quant au bilan de la deuxième intervention, il se chiffrait à des milliers de morts et une crise qui perdure encore.

De même, l'année 1968, de février à août, les Tchécoslovaques, en grande partie des jeunes patriotes, manifestent à Prague sur la place Wenceslas pour réclamer la démocratisation du pays : c'est ce qu'on appelle aujourd'hui le Printemps de Prague. Prônant un socialisme à visage humain, et des libertés individuelles, ces révoltes furent écrasées par l'intervention armée de cinq pays membres du pacte de Varsovie.

Puis suivirent encore d'autres

Le printemps n'est pas seulement la première saison de l'année, comme le précisent les dictionnaires ou encore «l'année de jeunesse», mais il est aussi la floraison des plantes, le réveil des animaux hibernants, comme l'escargot par exemple, qui, pour se protéger de la neige et du gel, se retire au fond de sa coquille, après l'avoir fermée avec un opercule calcaire. Mais, dès la fin du mois de mars, aux heures fraîches et pluvieuses, il sort de sa léthargie hivernale.

«printemps». La république populaire de Chine en connut deux : Le premier eut lieu en 1979 juste après la disparition de Mao. Les contestataires de 1979 réclamaient la cinquième modernisation : l'avènement de la démocratie. La place Tian'anmen, qui était l'épicentre de la révolte, en plein cœur de Pékin, occupée par des milliers d'étudiants durant près d'un mois, fut encerclée par l'armée et ses occupants exterminés. Le résultat de ce tragique épisode n'est pas connu avec précision mais pourrait monter à plusieurs milliers de victimes.

Le second «printemps de Pékin» qui a secoué pendant près de deux mois la Chine, de la période allant du 15 avril au 4 juin 1989, fut appelé le «massacre de la place Tian'anmen». Massacres qui se sont conclus par une violente répression et la mort de milliers de personnes. Selon les sources, le nombre de victimes se situait autour de 2000. Plusieurs dirigeants politiques propices au mouvement étaient démis de leurs fonctions et placés en résidence surveillée, notamment le secrétaire général du Parti communiste chinois, Zhao Ziyang.

Les pays occidentaux n'étaient pas à l'abri des contestations populaires ou estudiantines. Bien au contraire, un pays comme la France, a renoué avec les contestations et les barricades au mois de mai 1968. Contestations qui avaient des causes enracinées profondément dans la société française de l'époque.

Et bien qu'elles ne soient pas appelées «printemps» de Paris, ces manifestations d'étudiants parisiens avaient les mêmes indications que les révoltes qu'a connues Budapest ou Pra-

gue par exemple. Exaspérés par une société autoritaire et paternaliste, ces jeunes, quadrillés par les intellectuels de gauche et quelques hommes de Lettres tels Sartre, dénonçaient le capitalisme, l'austérité morale gaulliste, et surtout la domination américaine montante.

En Algérie, excédés par des conditions sociales et économiques difficiles et l'absence de démocratie, les Algériens eurent eux aussi en 1988 leur «printemps». Ils investirent le 8 octobre les rues. Les troubles s'étendirent à tout le pays, les émeutiers de presque toutes les villes et villages s'attaquèrent à tout ce qui portait l'en-seigne de l'Etat et le parti FLN comme les postes de police, ministères ou mairies etc. Tel un séisme, Octobre 88, marqua la fin d'une époque.



Les ingrédients d'un «printemps» sanglant

Il est une évidence que dans tout événement qui se produit dans la vie, quelle que soit sa nature, il y a toujours des causes endogènes et des causes exogènes. De ce fait, les vagues de contestation et les exigences du changement des peuples, depuis 1848 jusqu'à 2011 n'ont pas été tout à fait identiques, mais elles s'entrecroisèrent dans certains points :

- Absence de démocratie et alternance du pouvoir, vieillesse des dirigeants, corruption des hommes d'Etat sont les points cardinaux qui ont alimentés les contestations et les révoltes des peuples depuis au moins 1848, date de premier printemps. Dans l'Europe de cette fatidique date, rares étaient les régimes démocratiques : régimes autoritaires et oligarchiques. L'Etat policier : l'Empire d'Autriche, le royaume Prusse, et cela, malgré le vent propice de la révolution de 1789 qui n'était pas assez loin.
- Discrédit à l'encontre du Pouvoir et les régimes totalitaires, soit en Europe occidentale du dix-neuvième siècle soit en Europe des partis communistes du vingtième siècle.

En France, par exemple, là où la boule de neige connut son ébauche, la colère était forte contre le roi Louis-Philippe, Roi de France à cette époque, âgé de 74 ans et au pouvoir depuis 18 ans.

En 1847, une année avant le réveil des contestataires, une affaire de corruption accentua la colère des Français, l'ancien ministre des travaux publics est reconnu coupable d'avoir reçu des pots de vin en 1842 pour faciliter l'attribution d'une concession de mines.

La crise économique et sociale de 1846-1848 causée par de mauvaises récoltes : chômage, famine etc. donna lieu à une grande campagne de l'opposition contre le roi. Une grande Révolution des ouvriers conduisit à la chute de Louis-

Philippe. Louis-Philippe se réfugia en Angleterre. Le prince Louis napoléon est élu président avec une immense popularité. Trois ans plus tard, Le 2 décembre 1851, il fait un coup d'état et instaure un régime politique dictatorial qui s'est transformé en Empire : la révolte échoue(!?).

- Quant aux «printemps» de la seconde moitié du vingtième siècle, le constat fut presque le même. Autoritarisme et corruption étaient monnaies courantes. Loin derrière le rideau de fer, et sans aucune couverture médiatique, les révoltés parmi le petit peuple et quelques intellectuels farouches subissaient les pires sévices des polices secrètes et cela jusqu'à la chute du mur de Berlin.

Après avoir subi les aléas du colonialisme : crimes, enfumages des tribus entières, famines, despotisme, les peuples du monde arabe de la seconde moitié du vingtième siècle virent enfin le bout du tunnel avec les indépendances, mais ne croyaient jamais qu'ils seraient mis au pied du mur par leurs propres «frères». Leurs libertés tant espérées, achetées par le prix fort de leur sang et souffrances, volaient en éclat. A défaut d'un pays «en voie de développement» et de chances égales pour toutes et tous, ces peuples furent «guidés» par des pouvoirs paternalistes, et virent leurs richesses «contrôlées» par leurs élites. Le regard de ces mêmes peuples, tant au Machrek qu'au Maghreb, après plus d'un siècle d'incarcération à ciel ouvert, privations, humiliations, était braqué vers la justice, l'égalité, et les valeurs de l'Etat de droit. Mais au lieu de cela, ils furent instruits par une armada de théoriciens de tout bord, à voir les présidences à vie, les républi-

ques héréditaires, le trucage des élections, comme des fatalités.

Comme l'escargot les jeunes révoltés du printemps arabe se retirent de leurs coquilles et sortent leurs griffes pour décrier la «Hogra», ce terme purement algérien qui désigne un mélange de mépris et d'abaissement en raison du caractère corrompu des régimes.

Avec ou par les outils que fournit l'ère de l'information, la génération «y» a fracassé, brisé les bulles de verre que les régimes ont érigés pour la contrôler, cadrer, tantôt au nom des «légitimités révolutionnaires», tantôt pour défendre la patrie contre les ennemis de «l'intérieur» et de «l'extérieur».

Le contrôle de l'information qui fut auparavant l'une des conditions de la survie des régimes n'a plus aucun sens maintenant. La génération «y» de Tahrir au Caire, ou dans n'importe quel épicentre de nos nombreuses villes et villages, sait presque tout de la vie politique et économique de «son» pays. Mieux encore, ces jeunes qui prononcent à tout moment les «why» à travers le net, connaissent en détail la vie mondaine de tel responsable local ou telle «autorité», Ils savent par exemple la réponse «vraie ou fausse», le pourquoi de la longévité de tel responsable dans son poste et la source de richesse de l'autre.

Ces jeunes dont la participation était active aux contestations du Caire, de Tunis ou encore de Homs, savent pertinemment que leurs sacrifices ne leurs donnent pas le droit d'être les nouveaux «guides» de leurs sociétés.

Au fait, ne dit-on pas que les révolutions ne profitent qu'aux autres ?

M. S.

*Université d'Oran

Les pieds-noirs, 50 ans après

En 1962, comme si un barrage s'était rompu, 700.000 Français d'Algérie déferlent sur la métropole. Drame national à leur arrivée, cet exode, vu avec cinquante ans de recul, a connu un épilogue heureux: la réussite de leur intégration.

LE FIGARO

Quelques lignes sur le terme pied-noir. En général, les Français d'Algérie ne l'aiment pas. On leur a collé cette étiquette au moment de l'exode. Ses origines sont contestées. Les uns affirment que le mot remonte aux soldats français débarqués en 1830 qui portaient des guêtres noires. Les autres pensent que le sobriquet vient des colons viticulteurs qui écrasaient le raisin en le piétinant et sortaient du pressoir les pieds noircis par le jus. Quelle que soit son étymologie, l'expression va s'imposer en France et éclipser les autres. En 1962, au moment des accords d'Évian, la métropole les appelle déjà rapatriés. Un secrétariat d'État aux Rapatriés a été créé l'année précédente, confié à Robert Boulin. Dans la foulée, des décrets ont été publiés prévoyant l'accueil des Français d'Algérie ainsi que leur accès à des aides spécifiques. Mais ce dispositif, copié sur celui mis en place pour les Français du Maroc, de Tunisie et d'Indochine, va être totalement submergé. Depuis la Toussaint 1954, cela fait plus de sept ans que l'Algérie vit dans la guerre. D'abord dans les campagnes puis dans les villes avec, pour ne citer que quelques épisodes, la bataille d'Alger, le terrorisme, les assassinats, sans oublier les fameuses nuits bleues où les explosions succèdent aux explosions. Quand des négociations secrètes, à l'initiative du général de Gaulle, aboutissent aux accords du 18 mars 1962 conduisant à un cessez-le-feu, prélude à l'indépendance, fureur et désespoir se mêlent dans le cœur des Européens d'Algérie. L'Organisation armée secrète (OAS), créée un an auparavant dans le but de maintenir l'Algérie française, redouble de violence. À Alger, l'armée impose un blocus au quartier (européen) de Bab el-Oued et en bombarde certains bâtiments. Des soldats français tirent sur d'autres Français rue d'Isly. Pour une immense majorité de pieds-noirs, ces combats fratricides, qui s'ajoutent aux exactions récurrentes du Front de libération nationale (FLN), donnent le signal du départ. L'armée n'est plus là pour les défendre et ils refusent de rester dans un pays gouverné par leur ennemi FLN. Les massacres d'Oran (plusieurs milliers de victimes), perpétrés le 5 juillet, jour de la proclamation de l'indépendance, sans que la garnison française n'intervienne, emporteront les doutes de ceux qui hésitaient encore. C'est «la valise ou le cercueil».

CERTAINS PENSENT ENCORE REVENIR POUR UN VRAI DÉMÉNAGEMENT
Entre mars et septembre 1962, villes et villages d'Algérie se vident de leur population européenne comme si un barrage s'était rompu. Des rotations incessantes de navires vers Marseille et Port-Vendres ainsi qu'une noria d'avions déversent près de 700.000 rapatriés sur le sol de la métropole - 70 % de la population française d'Algérie. Rares sont ceux qui ont pu déménager. La plupart sont partis dès qu'ils ont décroché un passage maritime ou un billet d'avion. On a bourré les valises à la hâte et chaque membre de la famille en transporte une ou deux. Certains songent à revenir plus tard pour effectuer un déménagement en bonne et due forme. Mais beaucoup croient ce départ définitif.



Dans son émouvant ouvrage La Traversée, l'écrivain Alain Vircondelet raconte: «On savait que si-tôt partis, la porte serait fracturée et qu'une famille, peut-être déjà aux aguets, occuperait les lieux.» Ainsi, nombre de portes resteront ouvertes et des voitures abandonnées avec les clés sur le tableau de bord - d'autres, au contraire, incendieront leur véhicule plutôt que de le laisser aux «vainqueurs». Quand ils embarquent et jettent un dernier regard vers cette terre d'Algérie qui les a vus naître, ces rapatriés éprouvent le goût amer de la trahison. Le gouvernement, remâchent-ils, a précipité leur perte, détruit leur existence et bradé «leur» pays. Jetés sur les routes de l'exil, beaucoup espèrent trouver le réconfort en gagnant la «mère patrie». C'est De Gaulle qui les a trahis, pas la France, veulent-ils croire pendant leur traversée sans retour. Du moins la France des livres d'histoire et des manuels de géographie. Car ce peuple d'artisans, d'employés, de commerçants, de fonctionnaires cher à Albert Camus n'a, dans sa majeure partie, jamais foulé le sol de l'Hexagone. Ceux qui l'ont visité n'y ont souvent passé que quelques semaines de vacances et n'en ont donc rapporté que des souvenirs heureux. Leur vision idyllique ne résistera pas aux premières heures passées sur les quais de Marseille ou dans les salles de débarquement d'Orly. Policiers suspicieux - l'Intérieur traque les hommes de l'OAS - et douaniers pincailleurs transforment les premiers instants en une attente interminable. Les rapatriés découvrent soudain une France marquée par la guerre d'Algérie, mais pas comme ils l'ont été eux-mêmes. Ces Français-là les accueillent souvent mal, parce que des dizaines de milliers d'appelés du contingent ont été envoyés dans les Aurès «à cause d'eux»; parce que l'OAS a commis des attentats en métropole et qu'on les tient pour responsables; et parce que des généraux ont organisé un putsch un an plus tôt contre la République. L'hostilité a été amplifiée par une certaine presse et par la propagande communiste, qui les présentent tous comme des «colons»: propriétaires latifundiaires exploitant de pauvres fellahs ou bourgeois nantis dont les Arabes ciraient les nautsures aux terrasses des cafés. En réalité, les trois quarts des Français d'Algérie avaient des revenus inférieurs de 20 % à ceux des métropolitains. Et les riches que le PC brocardait ne représentaient que... 3 % des pieds-noirs.

UN QUART DES BIENS DÉBARQUÉS ONT ÉTÉ VOLÉS
Gaston Defferre, alors maire de Marseille, se place au premier rang

du «comité d'accueil». Supporter de l'indépendance, il n'éprouve pas de sympathie pour ces intrus qui débarquent par milliers chaque jour dans la cité phocéenne. Le 2 juillet 1962, dans une interview à Paris-Presse, il déclare: «Au début, le Marseillais était ému par l'arrivée de ces pauvres gens, mais, bien vite, les pieds-noirs ont voulu faire comme ils le faisaient en Algérie quand ils donnaient des coups de pieds aux fesses des Arabes. Alors les Marseillais se sont rebiffés. Vous-même, regardez en ville: toutes les voitures immatriculées en Algérie sont en infraction!» «Halte au péril pied-noir», peut-on lire sur des affiches placardées sur les murs du port. Dans ce climat tendu, des pieds-noirs verront même leurs caisses jetées dans les bassins par des dockers CGT... L'historien Jean-Jacques Jordi estime que le quart des biens des rapatriés déchargés à Marseille ont été purement et simplement volés. Le gouvernement n'est pas en reste. Le général de Gaulle observe cet exode avec inquiétude: il discrédite les accords d'Évian qui stipulaient des garanties pour les Français d'Algérie et rejette vers la métropole ses plus féroces détracteurs. Louis Joxe, ministre des Affaires algériennes, qui a mené les négociations avec le FLN, voit ces arrivées massives comme une catastrophe. Robert Boulin, secrétaire d'État aux Rapatriés, tente de minimiser l'événement. En Conseil des ministres, il explique que cet afflux cache un grand nombre de vacanciers qui retourneront en Algérie à la rentrée et que seulement 160.000 pieds-noirs sont partis pour de bon... En fait, quelles qu'aient été les arrière-pensées politiques des uns ou des autres, l'afflux soudain de pieds-noirs prend le gouvernement et l'administration au dépourvu. Ni le secrétariat d'État, ni le ministère de l'Intérieur, ni les préfetures ne sont prêts à y faire face. Le problème est énorme. Il faut loger, nourrir, scolariser des milliers de Français arrivés en six mois. Les plus argentés, une minorité, possèdent une maison ou un appartement en métropole et peuvent s'y installer. Mais que faire des autres? Quand ils ont encore des liens familiaux, les pieds-noirs campent chez des parents. Mais ces solutions de fortune, à cinq ou six dans une pièce, ne sont pas durables. Elles ne font que repousser le problème et grossir les rangs des mécontents. Quant à ceux qui n'ont pas de famille en France - c'est par exemple le cas des pieds-noirs d'origine espagnole ou des juifs séfarades -, ils n'ont rien. La question du logement est la plus urgente. Hélas, en ce début des années 60, la France se débat déjà avec ce problème. Les dossiers des rapatriés vont donc épaissir le fichier

des mal-logés et s'ajouter aux cohortes de demandeurs de HLM. À l'été 1962, on les héberge dans des internats, vides durant les vacances scolaires, dans des entrepôts désaffectés ou d'anciennes casernes, voire dans de petits hôtels sans confort réquisitionnés par les préfetures. La Croix-Rouge, le Secours catholique, la Cimade (protestante), le Fonds social juif déploient leurs bénévoles pour assister les pieds-noirs. Ces «solutions» relèvent toutes de l'expédient ou de la charité plutôt que du plan réfléchi et concerté. Longtemps encore, ils furent des milliers à occuper des logements insalubres en payant des loyers prohibitifs au regard de l'état des locaux. Il faudra des années pour régler le logement des pieds-noirs en France. Le chercheur Yann Scioldo-Zürcher, auteur d'une étude détaillée sur l'intégration des rapatriés d'Algérie (Devenir métropolitain, éditions EHES), souligne néanmoins que l'État a veillé à ce que les rapatriés n'échouent pas dans les bidonvilles, nombreux autour des grandes villes françaises de l'époque.

ATTIRÉS PAR LE CLIMAT DU MIDI DE LA FRANCE
L'objectif d'origine - veiller à éviter des concentrations trop importantes dans certaines régions de France - n'a pas été atteint. Le midi de la France, notamment le pourtour méditerranéen, concentre la majorité des pieds-noirs. Viennent ensuite la région parisienne, puis le Rhône et l'Isère. Une répartition géographique qui révèle deux tendances fortes. Premièrement, beaucoup de pieds-noirs ont privilégié le climat. N'oublions pas que cette population composite, mêlant Français, Espagnols, Maltais, Italiens, Grecs, Séfarades, représentait une sorte de concentré de Méditerranée qui n'avait que peu, ou pas du tout, de racines en France. D'où l'envie de s'établir près de la «grande bleue» ou, en tout cas, d'éviter les hivers trop rudes. Deuxièmement, les zones de forte expansion ont accueilli de nombreux pieds-noirs. Le constat est vrai pour l'Ile-de-France et la région Rhône-Alpes. Mais il l'est aussi pour les grandes villes du Midi: Marseille, Nice, Montpellier, Perpignan, Toulon. L'arrivée des pieds-noirs a correspondu avec le moment fort des Trente Glorieuses, marqué par une croissance annuelle supérieure à 6 % jusqu'en 1965. Ils y prirent leur part.

DANS L'AGRICULTURE, UNE RÉUSSITE MOINS HARMONIEUSE
Il est bien entendu très difficile de mesurer la réussite spécifique de la population rapatriée une fois installée sur le territoire de la métropole. A leur arrivée, l'économie

française en général et le marché de l'emploi en particulier n'avaient pas forcément besoin d'eux. Artisans, petits commerçants, modestes employés, agriculteurs, ils faisaient irruption dans une France en pleine mutation: exode rural, industrialisation, avènement des grandes surfaces commerciales. Au départ, les autorités ont attribué des aides aux indépendants pour qu'ils se réinstallent tout en octroyant des surprimes, substantielles, à ceux qui optaient pour un emploi salarié. La rabbia, ce mot italien utilisé à Bab el-Oued qui signifie rage, aimait-elle les rapatriés à leur arrivée? En tout cas, ces Français qui avaient tout perdu ont tracé leur chemin en créant des PME, notamment dans le bâtiment, dans la confection et dans les services. Dans les professions libérales, médecins, vétérinaires, dentistes, avocats, notaires, les réussites sont patentes. Dans le monde agricole, le tableau est moins harmonieux. À côté de grands succès, notamment en Corse avec la viticulture et les agrumes ou sur la Côte d'Azur avec les pépiniéristes, on déplore de nombreux échecs. Les pieds-noirs, parfois incités par les pouvoirs publics ou les chambres d'agriculture, ont repris des exploitations abandonnées par des paysans qui avaient gagné la ville. Payées au prix fort, les terres n'ont pas produit les revenus attendus et ont plongé leurs acquéreurs dans les difficultés, voire la faillite. Les fonctionnaires sont un cas particulier. Les administrations les ont intégrés, parfois avec quelques retards dans la carrière, et les agents des organismes locaux ont fini par être réaffectés au sein de services publics en France. Exemple célèbre dont beaucoup de lycéens des années 60 se souviennent: les infirmières des hôpitaux d'Algérie que l'on réorienta vers la médecine scolaire. N'oublions pas la musique, le cinéma et le show-business où les réussites sont légion. C'est vrai pour les Séfarades qui dominent la comédie, au grand dam de certains qui se sentent caricaturés par leur genre d'humour. Mal partis et finalement bien arrivés, les rapatriés auront quand même obtenu de réelles compensations de la République - ce que certains ont semblé oublier. En 1970, le Sénat chiffrait à 26 milliards de francs le total des aides et allocations. Quant aux indemnités au titre des lois de 1970, 1974 et 1978, elles se montent à près de 29 milliards de francs. Des sommes obtenues de haute lutte, bien après que le Général eut quitté le pouvoir, notamment sous Giscard. Au bout du compte, les pieds-noirs n'ont pas «tout» perdu. La France, quant à elle, a gagné des citoyens qui ne demandaient qu'à l'intégrer. C'est une réussite.

Histoire de l'homme : nous sommes tous des Arabes !

Après sa sortie d'Afrique, l'espèce humaine a fait une étape dans la péninsule arabique.

Le Point

Nous sommes tous des Arabes ! Telle est la dernière révélation fracassante des généticiens. Que cela plaise ou non à Marine Le Pen et à Claude Guéant, tous autant que nous sommes, Français, Américains, Esquimaux, Chinois ou Papous, nous descendons d'ancêtres communs ayant peuplé la péninsule arabique ! Après être née en Afrique, l'humanité aurait donc fait une étape dans l'Arabie heureuse, après avoir franchi la mer Rouge. C'est du scoop. En effet, jusque-là, les grands experts des migrations humaines pensaient que la division des troupes s'était plutôt faite au Proche-Orient ou en Afrique du Nord.

Les paléogénéticiens des universités de Leeds et de Porto ont été amenés à faire cette hypothèse à la suite des confidences d'un indic ! Un indic qui se cache par milliers dans chacune de nos cellules : la mitochondrie. Ce minuscule organe, qui officie en tant que centrale énergétique de nos cellules, possède son propre ADN. Comme les chromosomes, il peut muter. Ainsi, quand les généticiens observent exactement la même muta-

tion chez deux peuples différents, ils peuvent en conclure que ceux-ci partagent un passé commun. En comparant l'ADN mitochondrial prélevé sur des centaines d'individus à travers le monde et dans la péninsule arabique, les chercheurs sont parvenus à la conclusion que tous les hommes, hors les Africains, ont tous effectué un passage de plusieurs milliers d'années très certainement, en Arabie. Voilà pourquoi nous sommes tous des Arabes et fiers de l'être. L'étude est parue dans American Journal of Human Genetics.

ÉDÉN ARABIE

Voilà donc comment il faut réécrire l'histoire de l'humanité : après avoir surgi il y a quelque 200 000 ans en Afrique de l'Est, l'homme moderne (homo sapiens) a commencé par se répandre dans toute l'Afrique, se fragmentant en de nombreuses populations. La vie était belle et la nourriture largement disponible jusqu'au jour où une tribu s'est mise en tête d'aller voir si le soleil ne brillait pas davantage ailleurs. Elle a donc profité d'une baisse des eaux pour franchir la mer Rouge et débarquer sur la péninsule arabique. Jusqu'ici, on pensait que le premier passage



avait dû avoir lieu, entre - 70 000 et - 40 000 ans. Mais la découverte d'outils façonnés par l'homme moderne datant de 106 000 ans repousse donc la conquête d'au moins 30 000 ans !

On a même trouvé le lieu de débarquement, dans le sultanat d'Oman. Il faut dire qu'à l'époque le climat arabe était humide : à la place d'un désert les nouveaux arrivants ont trouvé un paradis terrestre constitué de grandes prairies. L'occupation de ce nouvel Éden aurait duré plusieurs millénaires avant que l'homme ne poursuive sa conquête du monde. D'abord en empruntant la route du Sud-Est asiatique s'achevant en Australie, puis celle de l'est jusqu'au Japon, puis enfin la route du Nord, vers le Pro-

che-Orient, puis l'Europe atteinte voilà environ 40 000 ans.

DES INDIENS DANS L'ALTAÏ

L'Amérique est le dernier continent conquis. Mais là encore, il y a du nouveau. Et du lourd ! Grâce à de nouvelles confidences de l'indicateur mitochondrial, des chercheurs de l'université de Pennsylvanie ont identifié la terre d'origine des Indiens d'Amérique. Ne cherchez pas, vous ne pourriez pas trouver ! Il s'agit de l'Altaï. C'est une région montagneuse au cœur du continent eurasiatique, là où se rencontrent la Chine, la Mongolie, la Russie et le Kazakhstan. Le grand départ aurait eu lieu voilà 15 000 à 20 000 ans. Quelques dizaines ou centaines d'individus auraient

pris la route du nord-est. Après de nombreuses générations, leurs descendants auraient fini par atteindre le détroit de Béring qu'ils auraient traversé en une ou plusieurs fois lors des glaciations, puis ils auraient descendu tout le continent américain. La découverte récente, par des chercheurs de l'université du Texas, d'objets façonnés par l'homme dans l'État de Washington datant de 13 800 ans conforte cette hypothèse.

Depuis sa venue au monde dans un petit bled africain, l'homme n'a cessé d'avoir la bougeotte. Les migrations font partie de sa nature. L'Europe et encore plus la France, située à son extrémité ouest, n'ont pas arrêté d'être enrichies par des vagues d'immigrants. Il n'y a pas de raison que cela cesse...

Euro 2012 : l'amitié entre les chauffeurs de bus et les supporters de foot est-elle possible ?



Plus de 800 conducteurs des transports publics de Gdansk se préparent pour l'Euro 2012. Ils suivent un stage pour améliorer le relationnel avec les passagers, apprendre le contrôle de soi et maîtriser des situations imprévues. Reportage.

Courrier international

Le plus dur, c'est le week-end. Avec les matchs du championnat, des foules de supporters se massent aux arrêts. Mais il y a une astuce. "Tu ralentis, tu les salues et, comme ça, ils ne cassent rien à l'intérieur", dit Helena, conductrice depuis vingt-trois ans. "Ou tu ralentis, tu les salues et tu te barres", ajoute un de ses collègues, et tout le monde éclate de rire.

Plus de 800 chauffeurs et conducteurs de trams et bus de Gdansk participent à un stage intitulé : "Culture des services à la clientèle, maîtrise des émotions et traitement réservé aux passagers agressifs, conflictuels et en état d'ivresse". "Il est financé par des fonds européens, parce que c'est pour l'Euro 2012", précise Jerzy Wasilewski, responsable de la formation aux Transports publics de Gdansk.

Avec ses bancs disposés en "L" et ses murs tapissés de panneaux de circulation, la pièce ressemble à une salle d'école. Anna, une jeune psychologue, anime un groupe de 20 personnes. "Pas tous en même temps", lan-

ce-t-elle à son auditoire agité. Elle demande comment réagir face à un voisin qu'on a heurté avec notre sac dans l'ascenseur. Il vient de vous traiter de "glandu". "Glandu toi-même", lance quelqu'un. "J'aurais un truc plus nerveux, comme f..", dit un autre. "Et si on s'excusait ?" propose l'une de sept femmes du groupe. "Il y a trois types de réaction. L'agression, c'est l'escalade. Avec la soumission, votre affaire ne sera jamais réglée, vous allez vous écraser devant le voisin pour toujours. Il faut s'imposer, respecter l'autre et on vous respectera. Lui faire une remarque sur son attitude inappropriée", explique la psychologue.

"Je lui dirais : 'Sorry, je suis à la bourre', dit Hania, l'une des plus âgées de l'assemblée. "Pas assez 'assertif", répond la psychologue. "Excusez-moi, je ne l'ai pas fait exprès et ce n'est pas bien de m'appeler 'glandu'", propose quelqu'un au fond de la salle et tous éclatent de rire. "Si on nous insulte, on a perdu d'avance. Notre entreprise défend toujours le passager", explique Iwona, une élégante femme d'âge moyen.

Un quart des conducteurs travaille depuis plus de vingt ans. Dans le couloir, ils échan-

gent leurs expériences. Les passagers les plus difficiles ? "Une grand-mère avec une canne qui traverse au rouge. Ou, mieux encore, traînant son Caddie. Elle court, donc elle exige qu'on l'attende. Elle y met tellement d'énergie qu'elle ferait mieux d'y aller à pied, puisqu'elle descend à la prochaine", raconte Iwona. "Pour chaque passager, c'est comme si notre tram était le dernier au monde", philosophe Marek, 50 ans.

"Parfois, je me demande combien de gens - et j'en transporte des milliers par jour - devraient se soumettre à un examen psychiatrique", avance Iwona. Un cas parmi d'autres. Un passager vient et dit : "Pourquoi on est autant chahuté devant ? Vous ne savez pas conduire ou quoi ?" Le soumis va s'excuser, l'agressif hurle "Dégage conard" et l'assertif avoue : "Je ne peux rien faire, mais je comprends que cela soit pénible". Voilà pour la théorie. La salle est aigrie. "Quand ça secoue, c'est encore plus pénible pour nous. Les gens pensent que c'est de notre faute, ils aiment bien dire : 'Tu transporte des patates, ou quoi ?'"

Un autre cas : un groupe de jeunes montent, ils chantent vulgairement et insultent

le conducteur. La psychologue : "Dites ce qu'il faut faire." "Ne pas céder à la provocation." "Rester dans la cabine." "Appeler le centre de contrôle." "Ne pas s'inquiéter, c'est une situation courante." "Si on quitte la cabine, on risque d'être agressé. Si la police vient, si toutefois elle vient, cela peut prendre du temps." Encore un autre : un homme tout en muscles et tatoué monte, une bière et une cigarette à la main. "S'il n'est pas agressif, je laisse faire", dit un conducteur plus âgé. "Mais si on sent qu'on a de l'autorité, libre à nous lui dire de descendre." "C'est interdit de fumer dans les transports publics. Il faut lui dire qu'il se comporte mal, puis attendre qu'il éteigne sa cigarette et appeler la police s'il refuse", dit la psychologue. "Et si, malgré nos prières, un gars nous casse la gueule et nous met en congé maladie pour un mois, on est toujours aussi aimable la prochaine fois ?" dit-on dans la salle. "Un jour, j'en ai eu deux comme ça. Je suis allée leur dire 'merci de vider le plancher, poivrots !' Ils ont décampé."

"Vous pouvez dire aussi : 'Veuillez quitter le tram !'" "Ça ne suffira même pas pour un enfant", rétorque la salle. "Le mieux, c'est encore de les menacer avec un extincteur à mousse", philosophe Marek. Statistiquement, un passager mécontent va raconter sa mésaventure à neuf autres personnes et l'une d'entre elles va transmettre cette histoire à une vingtaine d'autres. Sur Internet, ça grouille de propos peu flatteurs à l'égard des conducteurs. Exemple : "Un chauffeur de bus m'a éclaboussé des pieds à la tête de neige fondue, ne cachant pas sa satisfaction. Quelques minutes plus tard, j'ai retrouvé mon bourreau. Je m'attendais à ce qu'il s'excuse. Au lieu de ça, j'ai eu droit à un : 'Va te f...'"

Urszula Goscicka, PDG de Teneco, organisatrice du stage, explique que le but est de montrer aux conducteurs des "modèles de comportement plus constructifs". "Il y a une différence entre la théorie et la pratique, c'est pourquoi les participants sont parfois étonnés. Ils ne connaissent pas d'autres modèles que ceux qui leur ont été transmis. C'est bien qu'ils échangent leurs points de vue." Le responsable des formations de l'entreprise est dans son bureau datant des années 1970 sans ordinateur. Il voit le problème un peu autrement. "On ne peut pas former le passager, mais on peut changer notre personnel. On ne peut rien cacher, ils ont chacun leurs habitudes", conclut M. Wasilewski.

«J'étais un quart de ministre»

Samir Radwane, ministre des Finances pendant les derniers jours de Moubarak et les premiers mois de la révolution, assume sa responsabilité dans certains échecs. Il affirme cependant que bien des problèmes auraient pu être évités.

Hebdo
Al-Ahram

Al-Ahram Hebdo : Comment le cabinet a-t-il vécu les dernières heures du régime Moubarak ?

Samir Radwane : Honnêtement, on voyait tous que c'était la fin d'une ère. Le premier ministre, Ahmad Chafiq, et moi-même, on s'est dit que la seule option, c'est que Moubarak quitte le pouvoir. Bien sûr, Chafiq avait des réserves à cause de sa position, mais il le voyait clairement. Tous les ministres, à l'exception de quelques-uns, pensaient la même chose. Le 9 février, l'ex-secrétaire général du Parti Natdrawi, m'a dit qu'il avait réussi à convaincre Moubarak de quitter son poste et qu'il allait l'annoncer. Mais quand rien ne s'est passé, nous avons compris que d'autres l'avaient convaincu de ne pas démissionner.

- Comment était Moubarak lors des dernières réunions avec le cabinet ?

- Il était très calme, ce qui m'avait étonné. Je crois qu'il niait ce qui se passait.

- Vous avez travaillé sous le Premier ministre Ahmad Chafiq avant que Moubarak ne quitte le pouvoir, et ensuite sous son successeur, Essam Charaf. Quelles étaient les différences entre les 2 gouvernements ?

- Tous les 2 ont connu un destin commun : ils ont dû démissionner suite aux manifestations de la place Tahrir et d'ailleurs. Chafiq est un gestionnaire de premier ordre et un homme très intelligent. Il a été premier ministre pendant un mois seulement. Pendant cette période, il a visité le ministère des Finances 3 fois. La première fois, il a rassemblé toute mon équipe et lui a dit que je la louais souvent devant lui et qu'il souhaitait que «vous soyez comme Radwane vous a définis : les meilleurs fonctionnaires de l'Égypte». Les gens ont eu les larmes aux yeux en l'entendant. Cela m'a beaucoup facilité le travail avec mon équipe jusqu'à la fin. Pour me remercier, ils ont fait des pieds et des mains pour collecter le montant prévu des recettes fiscales, et même plus. Ils ont leurs manières de négocier avec les hommes d'affaires, qui sont tous plus ou moins des tricheurs.

Quant à Essam Charaf, il est d'un caractère très gentil. Il est aussi très informé et comprend bien que le peuple souffre toujours. Il me disait : «Je sais que le peuple est blessé, à nous de remédier à son mal». C'est dans cette optique qu'il faisait beaucoup de concessions. Mais au sein de son cabinet, il y a des gens qui appartiennent à l'ancien régime qui ont des intérêts et des liens avec d'autres autorités.

- Quelles sont les principales difficultés auxquelles vous avez été confronté pour gérer le budget de l'Etat ?

- Le budget est assez bizarre. Un



quart est réservé aux salaires, un autre quart au service de la dette et un troisième aux subventions : des clauses presque impossibles à toucher. Toute la marge de manœuvre du ministre des Finances réside dans le dernier quart. Donc, j'étais un quart de ministre ! Il faut dire que Youssef Boutros-Ghali a joué un rôle très important pour rendre le budget non transparent et incompréhensible. Le budget semblait bien marcher, mais ce n'est pas vrai. L'ancien ministre des Finances a imposé aux autorités du pétrole et de l'électricité de verser leurs revenus au Trésor, pour embellir le chiffre des revenus, alors qu'ils ont à se débrouiller pour couvrir leurs dépenses.

- Vous avez annoncé, en mai dernier, le besoin de solliciter un crédit auprès du Fonds monétaire international (FMI). Pourquoi avez-vous échoué à convaincre le Conseil militaire de la nécessité de ce prêt ?

- Je le jure, aux premiers jours de la révolution, il y avait un élan positif. A l'époque, l'Égypte n'avait qu'à demander ! Christine Lagarde, le président Obama... tout le monde était prêt à nous aider. A nous de mettre les conditions, en plus ! J'ai proposé au FMI un programme de réformes économiques. Je leur ai demandé s'ils l'acceptaient tel qu'il était. Ils ont accepté. Puis, j'ai organisé 6 réunions avec des économistes, des journalistes, des personnalités publiques et des jeunes de la révolution pour discuter la possibilité d'un tel prêt. La majorité n'a pas approuvé l'idée et le Conseil suprême des forces armées ne voulait pas, dans le temps, augmenter la dette sous son mandat. Aujourd'hui, l'élan des premiers jours est perdu. Je crois que les conditions actuelles d'un prêt seront plus contraignantes.

Je suis à blâmer pour ne pas avoir su expliquer à l'époque l'importance d'obtenir ce crédit.

- Votre successeur a cependant réussi là où vous avez échoué ...

- Oui, mais je ne perçois pas la «dette de Hazem Al-Biblawi» comme un succès. Il a plaidé en faveur d'une dette extérieure pour combler le déficit budgétaire, et en faveur d'une politique d'austérité ! Le gouvernement Al-Ganzouri a suivi sa voie. Je conçois cela comme une mauvaise utilisation de la dette. Suite à une révolution, la population a de grandes attentes qu'il faut prendre en considération. En outre, le secteur privé est inquiet et n'est pas en bonne santé. La solution est d'injecter des fonds publics qui serviront de catalyseurs aux investissements privés. Je voulais demander un crédit pour l'utiliser dans le cadre d'un plan expansionniste qui visait à injecter 40 milliards de L.E. d'investissements publics en un an. Cela aurait boosté la croissance à 3 % (il était prévu qu'elle chute de 1,5 % en l'absence du plan de stimulation). Les secteurs de l'éducation, de la santé, du logement des démunis et de l'agriculture auraient été les bénéficiaires de ces crédits.

- Le Premier ministre Ganzouri plaide pour une baisse du déficit budgétaire, afin de ne pas porter atteinte à la croissance en provoquant l'inflation. A-t-il raison ?

- Au Brésil, après le renversement de la dictature militaire, ils ont utilisé une politique fiscale forte pour assurer plus de justice sociale. La justice sociale était mon ultime préoccupation. Au Chili aussi, ils ont réussi à assurer une croissance élevée tout en préservant la justice sociale : deux objectifs qui semblent à première vue contradictoires.

Je maîtrise bien les outils qu'ils ont utilisés. En Égypte, il faut tout d'abord un salaire minimum (800 L.E.) avec pour objectif de passer à 1 200 L.E. en 5 ans. Ensuite, les taxes. C'est incroyable d'avoir recours aux taxes indirectes imposées sur la consommation, que l'acheteur soit riche ou pauvre. La justice doit être reflétée dans la structure des impôts. Les riches ne payent pas d'impôts. Les hommes d'affaires connaissent mon opinion depuis longtemps. Je les taquinais en les appelant «les voleurs».

Le 3e aspect, c'est l'investissement public en temps de récession. Là, devant mes yeux, était présent l'exemple de Keynes. J'ai relu les notes qu'il remettait au ministère des Finances dans le temps. Il s'agit surtout de placer l'emploi comme étant l'objectif principal de la politique économique, et non la baisse de l'inflation. Keynes a réussi à sortir de la récession en incitant le gouvernement à lancer une politique d'investissements publics, ce qui a encouragé la croissance du secteur privé.

- Pourquoi les responsables en Égypte ne sont-ils pas convaincus de cette méthode ?

- Pour 2 raisons. En premier lieu, il y a plusieurs responsables de l'investissement public et ils ne partagent pas tous la même vision. Ils sont aussi remplacés trop souvent. D'autre part, le secteur privé est inquiet en raison du climat actuel qui pèse sur l'investissement. Le message qu'envoie le Conseil militaire n'est pas clair. Est-il pour une économie libre ou non ? Pour le Conseil militaire, ce qui compte ce sont les résultats. Sa priorité est qu'il n'y ait pas de pénurie de produits comme le blé.

- Quand l'armée a offert un milliard de dollars pour soutenir le budget,

la question de la transparence des finances de cette institution publique a été soulevée. Qu'en dites-vous ?

- Ma position est claire : toute institution doit se soumettre aux règlements en vigueur, sans porter atteinte à la sécurité nationale. On ne va pas réinventer la roue ! Voyons comment les États-Unis ou l'Europe traitent ce sujet. Toutefois, les détails de l'institution militaire doivent être gardés secrets. Vu les circonstances régionales, Israël est prête à profiter de tout espace de transparence. A vrai dire, c'est incroyable comme nous sommes infiltrés ! J'entends dans les réceptions des ambassades étrangères les détails les plus secrets discutés au sein du cabinet. A l'avenir, un comité parlementaire doit être formé pour mener un audit sur l'armée, à condition que ses membres soient à la hauteur de cette responsabilité.

- Quel est l'ingrédient absent de cette révolution ? Pourquoi n'a-t-elle pas obtenu de grandes avancées ?

- J'ai vécu la transition en Europe de l'Est et en Europe centrale. J'étais conseiller en Pologne et en Ouzbékistan. Dans les 2 cas, la révolution a donné naissance à des institutions démocratiques comme les syndicats indépendants. Ici, cela n'a pas encore eu lieu. Vous avez vu comment la tentative de créer des syndicats indépendants a été bloquée ? J'ai dit aux jeunes révolutionnaires que j'ai rencontrés : «Vous devez former une entité politique vis-à-vis des Frères musulmans et des autres blocs islamistes». Ma famille m'en veut pour avoir rejoint le gouvernement au lieu de descendre dans la rue pour essayer d'aider ces jeunes qui ont réussi là où ma génération a échoué. Je n'ai pas fait cela, je le regrette, c'est un autre échec personnel.

Malaise à l'ENDIMED

S. C.

En provenance des unités de 15 wilayas de l'Ouest du pays, près de 200 travailleurs de l'Entreprise nationale de distribution de médicaments (ENDIMED) ont observé un sit-in devant la direction régionale pour dénoncer «l'irresponsabilité de la SGP GEPHAC, qui détient le portefeuille de l'entreprise qui vit sous la menace d'un sursis devant prendre fin en décembre de l'année en cours». Pour le secrétaire de la section syndicale de l'unité d'Oran, «si l'entreprise est arrivée à ce stade, les raisons sont à rechercher dans le domaine de la gestion de l'entreprise et il n'est nullement

question de faire endosser cet échec aux travailleurs». En clair, pour le partenaire social, l'ultimatum décidé par la direction générale est injustifié, étant donné que ce qui est recherché demeure la liquidation de l'entreprise qui a à son actif un important patrimoine immobilier avec plus de 900 officines, dont plusieurs sont sa propriété. Concernant les revendications formulées lors de cette action de protestation, elles s'articulent autour de l'augmentation des salaires, dont la dernière remonte à plus de 10 ans, ainsi que la révision des modalités de commercialité entre l'entreprise et les fournisseurs, notamment en matière de produits périmés avec l'exi-

gence de leur reprise par les fournisseurs. D'autres points figurent également dans la plateforme des revendications, à savoir l'épuration des comptes des œuvres sociales, la gestion des carrières, ainsi que la mise à niveau du personnel à travers une formation continue. «Après plus de 30 ans de service, mon traitement n'est que de 24.000 DA, ce salaire est-il juste ?», déclare outrée une employée qui a vécu toutes les phases de restructuration de l'entreprise. Cette action, avance un membre du syndicat, n'est qu'un prélude à d'autres plus nombreuses afin d'amener la direction générale de l'entreprise, ainsi que la SGP, à prendre les mesures qui s'imposent.

Distribution de rations alimentaires pour les SDF



K. Assia

Une cinquantaine de sans domicile fixe (SDF) ont été transférés vers le centre de Diar Er-Rahma, à l'issue d'une sortie effectuée, dans la soirée de mardi, par les agents de la division des affaires sociales, de la sûreté de la wilaya d'Oran dont des infirmiers et des médecins relevant de ce corps sécuritaire, des équipes du SAMU et de la Protection civile. Ce ramassage a été également suivi d'une grande opération de distribution de rations alimentaires au profit des sans domicile fixe. Cette opération, qui s'inscrit dans le cadre de la prise en charge des personnes sans abri, vise surtout à prévenir contre d'éventuels accidents pouvant survenir

dans le cas où cette vague de froid va persister. Plusieurs quartiers et artères de la ville ont été sillonnés par les équipes d'intervention, notamment au centre-ville, où l'on note une forte présence de SDF. Des haltes ont été effectuées dans les gares routières, ferroviaires et autres endroits susceptibles d'attirer cette couche de personnes défavorisées.

En plus de repas chauds, ces équipes ont distribué également des couvertures et autres effets aux SDF parmi ceux-ci des femmes avec des enfants en bas âge. L'opération se poursuivra tout au long de la saison hivernale, indique-t-on, sachant que tous les moyens sont mis en place pour la réussite de ces actions humanitaires.

Action sociale Vers l'insertion professionnelle de 1.112 chômeurs

S. Zine

La direction de l'Action sociale (DAS) d'Oran compte lancer 139 chantiers d'insertion professionnelle à partir du 1er mars prochain. Cette action, qui entre dans l'opération plus générale appelée «Blanche Algérie» est évaluée à 47 milliards de centimes. Ainsi, 1.112 chômeurs seront recrutés et répartis à travers toutes les communes de la wilaya. Il faut rappeler que cette opération compte déjà 70 chantiers qui ont permis d'insérer définitivement 480 jeunes. A signaler également que ce type d'insertion s'adresse en priorité aux jeunes en difficulté et permet en outre à ceux qui ont accompli une année d'activité de pouvoir lancer leur propre activité (facilitation pour le registre de commerce). Ce dispositif particulier s'ajoute au programme courant DAIP qui induit une facilitation et une insertion par le travail. D'ailleurs, grâce à cette démarche, 18 personnes pratiquant la mendicité ont pu être insérées dans le monde du travail.

Maîtrisé par des agents... Début d'incendie à la Cour d'Oran

H. Saaidia

L'enquête diligentée par le parquet général près la cour d'Oran sur l'incendie survenu, lundi soir, dans la salle d'informatique et de télécommunications du palais de Justice d'Oran, a démontré que la cause de cet incident n'était pas liée à une quelconque défectuosité matérielle ou erreur humaine. C'est ce qu'a souligné, hier, le procureur général près la cour d'Oran, Sâadallah Bahri. En fait, il s'agit de l'écran d'un ordinateur qui, surchauffé sous l'effet d'un facteur indéterminé, a fondu, entraînant ainsi la dissipation de chaleur et de fumée intense dans une partie de la salle et provoquant en même temps la calcination partielle de certains accessoires. «L'incident s'est produit dans la nuit du 6 février, à 21h25. Alertés par l'émanation d'odeurs de brûlé, les agents en faction dans la cour ont dû s'introduire dans la salle d'informatique et de transmission numérique. Ils ont constaté un début d'incendie à hauteur d'un faisceau de fils électriques situés au-dessous de l'écran surchauffé ainsi que des

étincelles et une épaisse fumée noire sur un pan du mur et pas la moindre flamme. Le début d'incendie a été éteint sur le champ par les agents eux-mêmes, au moyen d'un extincteur», a précisé le PG, précisant qu'il a été fait appel à une entreprise spécialisée pour diagnostiquer le problème et réparer les éventuelles pannes.

Le lendemain, 7 février, au terme d'une vérification minutieuse des installations, opérée après isolement du secteur sinistré, il a été procédé, à 8h, à une interruption technique volontaire des différentes applications pour faire des essais. Après des tests concluants, la situation a été totalement rétablie vers les coups de 11h et le service a repris à 100%. Le même magistrat a tenu à affirmer que l'armoire de brassage, abritant en son sein le cerveau du réseau, n'a été nullement affectée par l'incident et que les dégâts enregistrés sont d'ordre secondaire, à savoir deux modems, une imprimante, deux écrans, deux tables de micros, une tête de climatiseur et deux switchers, lesquels éléments ont été remplacés.

Delmonte Un incendie dans une maison causé par un pétard

J. Boukraâ

Le pire a été évité, avant-hier soir à Haï El-Khaldia (ex-Delmonte), lorsqu'un incendie s'est déclaré dans une habitation. Le drame, qui a fait un blessé, avait pour origine un pétard. Selon les témoignages des voisins, les enfants du propriétaire de la maison étaient en train de jouer avec des pétards dans une pièce au 2e étage de la maison, lorsque l'un d'eux a jeté un pétard allumé en direction des rideaux en nylon, ce qui a donné naissance à une flamme. Le feu s'est ensuite propagé dans toute la pièce, avant d'atteindre

les autres parties de l'étage. L'un des voisins s'est introduit dans la maison pour sauver les enfants et a été blessé au niveau des bras. Les dégâts matériels sont très importants. Tout les meubles et la literie, ainsi que les appareils électroménagers ont été réduits en cendre. La situation a été maîtrisée après l'intervention des sapeurs-pompiers. Le sinistre était à l'origine d'un grand mouvement de panique parmi les habitants du quartier, notamment les occupants des habitations jouxtant la maison en flammes. La plupart des voisins ont quitté leurs maisons au moment du sinistre.

Accusé d'activité illicite Un hôtelier acquitté à Aïn El-Turck

Rachid Boutlélis

Au terme des délibérations, le tribunal de Aïn El-Turck a prononcé, hier, l'acquiescement en faveur du propriétaire d'un établissement hôtelier, M. S., sis Commandant Ferradj (ex-Douar Maroc). Rappelons que ce dernier a comparu la semaine dernière sous le chef d'accusation de pratique d'une activité illicite. Selon les faits consignés sur l'arrêt de renvoi, les contrôleurs de la direction du Commerce et des Prix, DCP, de la wilaya d'Oran, ont notifié sur leur procès-verbal cette infraction, avant d'entamer une action en justice. A la barre des accusés, M. S., propriétaire de cet hôtel, a déclaré qu'il «ignorait ce que lui reprochent au juste les agents de la DCP» avant d'expliquer que «son établissement de commerce répond aux normes conformément à la réglementation instituée par la direction du Tourisme». Le représentant du ministère public a requis l'application de la loi. L'avocat de la défense a mis en exergue que «le PV dressé par les contrôleurs de la DCP ne faisait pas mention de la nature de cette activité illicite. L'accusation contre mon mandant ne tient pas debout et le dossier est vide». Le défenseur a conclu sa plaidoirie en demandant l'acquiescement pur et simple de son client.

ILS NOUS ONT QUITTES HIER

Farah Larbi, 78 ans, Victor Hugo
Hamad Djillali, 72 ans, El-Hassi
Zellel Mahdi, 89 ans, Médioni
Belhabri Khaïra, 78 ans, Victor Hugo

Horaires des prières pour Oran et ses environs

16 rabie el aouel 1433
El Fedjr 06h22 Dohr 13h17 Assar 16h15 Maghreb 18h38 Icha 20h02

Tranche de Vie

Par El-Guellil

Mésaventure



mensuel, el-bsal et bidou zit. Au retour, comme chaque mois, c'est son ancien ex-chef de service qui l'accompagne. Ce dernier est «taxi clandestin» depuis la fermeture de son entreprise.

Ce soir, avant El-Maghreb. Il reste penaud. Au moment où il devait payer ses pommes de terre, un adolescent a tenté de lui

arracher le billet de mille dinars qu'il tendait au marchand, avant de s'enfuir. Mais c'était compter sans l'expérience du vieux retraité et la force de ses «doigts-étaux». Otchimine a essayé de le poursuivre, mais en vain. Hors de lui, adieu zit, bsal et batata... Il a préféré reporter à plus tard.

Son aventure ne semblait pas étonner sa Daouia, qui n'a pas arrêté son hochement de tête accompagné de «Ya latif !» et «Allah yastor !», «El-miziria, ya ouled ennass» ! «Il m'a demandé de m'aider à porter le couffin... fetteli galbi ! J'ai accepté. Il a pris el-gouffa qu'il a mise sur ses frères épaules au moment où je payais mou el-baydh. Je me retourne: ni gosse ni couffin ! Ghabbar !»

Dehors, une sirène de police déchire l'air. Le muezzin appelle à la prière. Un enfant s'égoïsse à vouloir vendre son ma hlou. Le rap a remplacé le rai chez le marchand de cassettes. Un passant engueule un citoyen haut perché qui lui a balancé un sac poubelle sur ce qui lui sert de porte-cheveux et le club internet chassa sa clientèle, vu l'impossibilité de se connecter.

A chaque fin de mois, son moi reçoit un bon coup. D'abord quand arrive le moment de sa retraite, ensuite lorsqu'il se présente au guichet de poste, où les retraités et les rejetés comme lui sont à la merci de l'humeur du préposé au paiement. Exposé pendant des heures aux regards, quand arrive son tour, il retire et se tire. Avant de sortir de «l'édifice-poste», il s'assure qu'il n'est pas suivi et s'arrange souvent pour faire équipe avec quelqu'un. «Ouled el-haram katrou, et la misère gonfle les rangs de la délinquance».

Ce n'est qu'arrivé chez lui qu'il compte son pécule. Le temps de commencer, il a déjà fini. Il appelle son épouse. C'est le repas spécial aujourd'hui. «Tiens ça, c'est hors masrouf, tu nous fais une bonne marmita. Ça, c'est pour toi, lui dit-il l'œil complice, c'est pour el-hammam». Elle met el-kemoussa fel khabaya, prend le couffin et se dirige sans mot dire vers le marché. Daouia n'a même pas assez de sang dans son corps pour rougir.

Lui, il ira au marché de gros acheter son sandoug de batata

MOSTAGANEM

La pomme de terre à 70 dinars

Ayache Djamel

La pomme de terre de consommation, produit de base de la majeure partie des ménages a atteint le seuil des 70 DA le kg, dans la majorité des états de la wilaya de Mostaganem; prix hors de portée des bourses de plusieurs familles algériennes qui ne peuvent pas se passer de ce tubercule, présent quotidiennement dans les plats. Plusieurs commerçants expliquent cette

flambée des prix par le mauvais temps qui sévit ces derniers jours et par l'état impraticable des routes, empêchant la pomme de terre de l'Est mais aussi celle de la région d'Aïn Defla d'arriver au marché de Souk ellil.

Toujours selon nos interlocuteurs, ce dernier est approvisionné uniquement par la pomme de terre de la wilaya de Mascara. Cependant l'offre reste inférieure à la demande ce qui a provoqué automatique-

ment cette flambée des prix. D'autres précisent que durant la période appelée «soudure», s'étalant de janvier à février, mois qui verra le début de la récolte dans les localités de Sirat, Bouguirat, Hassi Mamèche et autres, les prix resteront élevés souvent supérieurs à 50 DA le kg. Ce dernier ne connaîtra une légère baisse, qu'à la fin février, car quelque 3.000 ha ont été réservés, cette année, à la pomme de terre.

MASCARA

Le transport urbain nouveau créneau

Khenouci Mostefa

Dans le souci d'améliorer le transport urbain, à travers le territoire de la wilaya, une réunion de travail s'est tenue au palais des congrès, en présence, notamment du directeur des Transports, de l'ANSEJ, de la CNAC et des élus locaux ainsi que du directeur de l'Agence de l'emploi. Au cours de cette rencontre de concertation, il a été question d'organiser des portes ouvertes d'information, au profit des jeunes chômeurs, en vue de les encourager à créer des

entreprises pour le transport urbain. Ces derniers peuvent ainsi déposer leurs dossiers au niveau des services concernés qui restent disposés à régulariser la situation de tout jeune optant pour ce créneau, dans le cadre des micro-entreprises. Le wali a confirmé, devant l'assistance, qu'aucun dossier déposé par les créateurs de micro-entreprise, ne se trouve gelé ou sans suite, dans l'ensemble des services de l'emploi.

Par ailleurs, dans le but de combler le vide et l'absence des transports urbains de certaines

lignes, les chefs de daïra sont invités à exprimer leurs besoins auprès de la direction des Transports pour obtenir des contrats, à titre provisoire, pour le transport des habitants des régions éparses et isolées, en attendant que ces lignes soient desservies par des transporteurs permanents.

Le contrôle de l'hygiène à l'intérieur des véhicules de transport public des voyageurs, du tissu urbain sera désormais effectué par des équipes communales et ce, afin d'éviter la propagation de maladies.

Les banques se relookent

Voulant se mettre au diapason de l'actualité et suivre le développement technologique moderne, plusieurs institutions bancaires de la ville de Mascara, ont procédé à la rénovation de leurs sièges afin d'offrir un nouveau climat d'accueil et de prestations à leur clientèle devenue plus exigeante, face à la concurrence observée par l'ouverture au marché international. Parmi ces institutions financiè-

res, l'on cite la BDL (Banque de Développement Local), située au boulevard Larbi Ben M'hidi, dont le siège a été complètement réhabilité et refait à neuf par la dotation des nouvelles technologies de gestion nécessaires à la création et l'accompagnement de l'investissement. La seconde institution concerne la B.E.A. (Banque Extérieure d'Algérie) dont le siège situé, en face de l'hôtel El Men-

zah, se présente flambant neuf avec une architecture répondant en normes modernes. Depuis l'ouverture du marché financier aux institutions étrangères, la wilaya de Mascara a vu la création de trois agences bancaires à savoir : Nataxis, BNP Paribas et la Société générale ; celle-ci se trouvant à quelques mètres de la cité administrative de la wilaya.

K. M.

TIARET

L'école «Marie Curie» grelotte de froid

El-Houari Dilmi

Les bambins scolarisés à l'école primaire «Marie Curie», au quartier «Lombard», sur les hauteurs nord de la ville de Tiaret, grelottent de froid, au point que certains parents, craignant pour la santé de leurs enfants, ont décidé de suspendre temporairement leur scolarité.

En effet, à cause de l'insuffisance du débit due à des canalisations de gaz obstruées, selon le directeur de l'établissement et à cause de la «vé-

tusté des appareils de chauffage selon l'association des parents d'élèves, deux versions qui se font face, au moment où certains enfants ont déjà contracté des maladies à cause du froid», alertent des parents inquiets. La direction de l'Education a été saisie par écrit, à plusieurs reprises, mais «sans résultat à ce jour alors que la région connaît une vague de froid exceptionnelle avec des valeurs négatives, y compris en plein jour» dénonce T.M., qui a décidé de suspendre la scolarité de

son fils, tombé malade à cause du froid glacial qui sévit dans des classes.

Si la situation perdure, alors que l'hiver est encore là pour plusieurs semaines, «nous comptons saisir toutes les autorités concernées», menacent à l'unisson, les parents d'élèves qui n'admettent pas l'idée de voir leur progéniture tomber gravement malade à cause du manque de chauffage à l'intérieur d'une école qui, en plus, compte parmi les plus anciennes de tout Tiaret.

CHLEF

Un collège à Hai Saâda, sans gaz depuis 7 ans

Abbad Miloud

Des parents d'élèves ont fait part à notre journal de l'absence de chauffage à l'annexe du collège de Hai Saâda, Bocca Sahnoun.

Nous nous sommes, alors, rendus auprès de l'administration du collège Bentayeb pour de plus amples clarifications. On nous fait savoir que la structure a été érigée par la commune de Chlef comme groupe scolaire mais comme il y avait un encombrement au collège, elle a été utilisée comme annexe de ce dernier

depuis l'année scolaire 2006/2007. Le problème de l'alimentation en gaz naturel réside dans le fait que «la mairie et la direction de l'Education nationale se renvoient la balle».

Nous avons visité, ensuite, l'annexe qui se trouve à quelques encablures du collège.

Réalisée en R+1, comprenant pas moins de 10 classes et un logement de fonction. Nous avons constaté l'absence de branchement, de l'installation intérieure du gaz et d'appareils de chauffage ainsi que d'autres anomalies qui dénotent l'ab-

sence d'entretien. La structure est, pour ainsi dire, dans un abandon total.

L'après-midi, nous nous sommes rendus à la direction de l'Education nationale où nous avons eu le même son de cloche: «la mairie et l'Académie se rejettent mutuellement la responsabilité».

La situation perdure, les élèves et leurs enseignants payent la facture. Ils grelottent de froid en cette saison où l'hiver est rude et peuvent contracter des maladies causées par un froid glacial.

TLEMCCEN

Les investisseurs se concertent

Khaled Boumediene

En ligne droite de ses missions de financement des PME visant à encourager les promoteurs, dans la création de nouvelles entreprises aux NTIC (notamment les start-up), à contribuer au programme de développement et de mise à niveau des PME et à combler les insuffisances au niveau du haut du bilan (fonds propres), El-Djazair Istithmar (Société de capital investissement) a organisé, mardi 07 février 2012, en collaboration avec les responsables de la chambre de Commerce et d'Industrie (CCI La Tafna), de Tlemcen, une journée d'études sur l'investissement.

Cette journée, à laquelle ont pris part les investisseurs et chefs d'entreprises publiques et privées de la wilaya ainsi que les directeurs du Commerce, de la PME/PMI et de l'Artisanat, a été animée par le directeur général d'El-Djazair Istithmar, M. Lachab Youcef. Ce responsable financier a annoncé que cette filiale de la BADR (70%) et de la CNEP-Banque (30%), s'est vue confier la gestion de 16 fonds de wilaya, pour le compte du Trésor public. «Toutes les PME algériennes sont éligibles au financement de la société «El-Djazair Istithmar». Cependant la priorité est donnée aux secteurs liés au développement durable : énergies renouvelables, projets de l'économie sociale et solidaire, à la PME activant dans le domaine des nouvelles technologies de l'information et de la communication et à la PME ayant bénéficié du programme de mise à niveau, initié par les pouvoirs publics», a-t-il affirmé, au cours de son intervention devant les participants. Ainsi, les investisseurs peuvent recourir à cette société créée le 28 décembre 2009 et opérationnelle depuis le 07 juillet 2010. «La société peut intervenir en phase de création (le capital amorçage avant

la création ou le capital de création durant la création, de développement (consolider les fonds propres de l'entreprise après sa création afin d'accompagner la croissance) et de restructuration de l'entreprise (le capital de transmission, le rachat d'une entreprise par un acquéreur interne ou externe. Le rachat des participations ou parts sociales détenues par un autre capital investisseur», a encore expliqué M. Lachab Youcef.

Dans le même cadre, le président de la CCI de Tlemcen, M. Boublenza Abdelhak, a mis en relief les efforts consentis par l'Etat algérien pour le développement du Commerce et de l'Industrie, sans nier les freins et facteurs de développement de l'entreprise.

«La CCI est un lien entre l'entreprise et l'administration locale, et dans ce cadre précis, nous œuvrons de notre part à mettre en valeur les potentialités existantes dans la wilaya de Tlemcen, au service des opérateurs économiques et à tout porteur de projet de partenariat national ou international. Il y a lieu de signaler que la wilaya de Tlemcen est située au centre du Maghreb et se trouve à moins de 300 km des côtes européennes ; elle dispose aussi d'un port performant, d'un nouvel aéroport et de moyens de communications modernes.

A l'heure de la mondialisation, l'entreprise algérienne doit développer les industries innovantes afin que notre système de production puisse être intégré et avoir une dimension internationale», a notamment souligné à la clôture de cette journée qui a également réuni les responsables des banques de Tlemcen.

Par ailleurs, nous apprenons auprès de M. Chiali Mohamed, directeur CCI de Tlemcen, qu'une journée d'études sur la loi des finances 2012 sera organisée par la CCI au courant du mois en cours.

GHAZAOUET

Deux ans de prison pour un armateur

Khaled Boumediène

Une condamnation de 2 ans de prison ferme, assortie d'une amende de 50 million de centimes comme dédommagement pour le Trésor public, a été infligée à un armateur mis en cause dans l'affaire de pêche et de détention de bombes artisanales (dynamite), au port de Ghazaouet. Le tribunal a ordonné, par ailleurs, la confiscation du fascicule de navigation maritime au sardinier «El-Djazair 2».

Le ministère public avait requis, lors du procès devant le tribunal d'instance, la semaine dernière, une peine de 3 ans de prison ferme pour le mis en cause, A.F. originaire de Ghazaouet.

Le 27 janvier 2012, les unités spécia-

les de la marine nationale (gardes-côtes) de Ghazaouet qui mènent une lutte contre les trafics illégaux en mer, ont intercepté ledit sardinier qui s'appretait à sortir en mer. C'est à la suite d'une fouille minutieuse qu'une quantité de dynamite a été découverte dans l'embarcation. Selon certaines informations, certains pêcheurs utilisent la technique de la pêche à la dynamite, dans le cadre de leur travail. Les détonations et les vibrations produites par l'explosion de la dynamite dans le cadre de la pêche, mettent en péril la faune et la flore aquatiques des endroits où elles sont pratiquées. Cette pratique anéantit toute vie aquatique que ce soit les jeunes poissons, les œufs, les coraux, les algues et autres...

NAÂMA

«El Fajr El Jadid» organise une A.G.

En prévision de son congrès constitutif, prévu les 09, 10 et 11 février 2012, à Alger, le parti «El Fajr El Jadid» de Tahar Benbaïbech, nouvellement accrédité, a tenu dimanche, au Centre culturel Frantz Fanon de Méchéria (wilaya de Naâma), une A.G. regroupant près

d'une centaine d'adhérents de ce parti, à l'effet d'élire une instance représentative de la wilaya au congrès constitutif du parti. En effet, l'opération de vote qui s'est déroulée en présence d'un huissier de justice, a permis d'élire une dizaine de militants.

Vers la création d'un comité de coordination pédagogique

Dans la perspective de création d'un comité de coordination, entre les trois paliers de l'enseignement général, à l'effet de diagnostiquer les insuffisances des élèves provenant de la 4^{ème} A.M. dans les disciplines des mathématiques, arabe et français, une réunion de coordination regroupant les enseignants des cycles moyen et secondaire de Méchéria, s'est tenue jeudi dernier, au lycée Hamidat de Méchéria.

L'objet de cette rencontre étant

d'étudier les insuffisances des élèves provenant du cycle moyen et de trouver, en commun, les palliatifs pédagogiques adéquats, en guise de remédiation. Pour cela, il a été convenu d'inviter tous les enseignants y compris ceux du cycle primaire, à se constituer en comités, dans le but d'unifier les actions pédagogiques à même d'apporter des améliorations aux niveaux des élèves déficients.

M. S. Laradji

MILA

Une cagnotte pour des aménagements

L'amélioration du cadre de vie de la population de Mila et de sa région reste sur sa courbe ascendante, a annoncé dernièrement le wali Abderrahmane Kachid, lors du forum diffusé sur les ondes de la radio locale.

B. Bousseleh

Dans ce contexte, le wali affirmera qu'une enveloppe financière de l'ordre de 1000 milliards de centimes vient d'être octroyée à la wilaya pour l'exercice 2012, au profit de tous les secteurs d'activités. Nous apprenons ainsi qu'un nombre de 86 opérations dans le programme d'amélioration du cadre de vie ont été inscrites pour cette année. Parmi ces dernières, nous relevons huit opérations pour le secteur de l'hydraulique dont le montant s'élève à 210 milliards de centimes. A signaler également, en vue d'améliorer la distribution en eau potable, que 18 communes seront approvisionnées en eau potable à partir des barrages de Béni Haroun et de Tabalout qui est situé dans la wilaya de Jijel. Le secteur de l'habitat a pour sa part bénéficié d'une enveloppe conséquente qui est de l'ordre de 309 milliards de centimes. Cet apport financier sera des-

tiné uniquement pour des travaux d'aménagement au niveau de tous les quartiers y compris les anciennes cités d'habitations datant de l'ère coloniale.

En ce qui concerne la rénovation et la réhabilitation des routes, il est prévu la réalisation d'un dédoublement de la route nationale n°5 reliant les communes de Tadjenanet et Chelghoum Laid. Ce projet permettra aussi la liaison avec la nouvelle zone industrielle projetée à Chelghoum Laid. Au chapitre de l'énergie, des projets concerneront le raccordement au gaz de ville au profit des communes situées sur le réseau de ce raccordement.

Dans le chapitre, l'APW vient également d'accorder une subvention de 25 milliards de centimes. A une question posée sur les 33 logements de fonction du secteur de l'Education, le wali a affirmé avoir instruit le directeur de l'Education afin de mettre à jour la liste nominative en vue du règle-

ment de cette préoccupation dans les prochains jours. Dans le domaine de la santé et plus précisément à propos du nouveau centre d'imagerie de la wilaya de Mila lequel a été achevé depuis environ une année, en raison de l'absence de haute tension, le wali a annoncé que l'enveloppe financière nécessaire à cette dotation est désormais disponible.

Ce qui permettra l'ouverture de ce centre d'imagerie dans un délai n'excédant pas deux mois, rappelle-t-il. Sollicité pour apporter un éclairage sur le projet d'un lycée qui a créé une polémique et des mécontents, le wali a regretté les querelles inutiles entre les populations de deux localités intéressées par cette réalisation dont le choix de ce projet a porté sur la commune de Nehar - Zarzar. Le wali a finalement réaffirmé que la décision finale sur le choix du site sur lequel sera implanté ce lycée sera prise une fois que les citoyens concernés reviennent à de meilleurs sentiments.

BOUIRA

Un plan d'aménagement salubre

Farid Haddouche

Un plan d'aménagement agréable pour la wilaya de Bouira est certainement l'une des plus grandes préoccupations des citoyens qui y vivent. Récemment, ce sujet tout aussi important a fait l'objet d'un débat lors d'une rencontre entre responsables des différents secteurs d'activités, partenaires et promoteurs que compte la wilaya de Bouira. De la sorte, il était question de penser à concevoir un plan d'aménagement qui saura donner à la wilaya de Bouira une grande dimension d'un réel pôle régional émergent, surtout qu'elle possède des atouts convaincants dans tous les domaines de la vie. Une étude conçue, et exposée au cours de la rencontre, par le bureau d'études du Centre national d'études et d'analyses pour la population et le développement (CENEAP) a produit trois ébauches de plans d'aménagement de la wilaya de Bouira. Mais ce qui s'en est suivi des débats, c'est qu'un

plan des trois possibilités proposées a capté l'attention des intervenants et des participants, et il s'agit de celui qui convient le plus à plusieurs opportunités qui pourraient créer une vraie cohésion économique et une concorde sociale et culturelle. Ce plan d'aménagement conçu et proposé traitera de tous les domaines de la vie des populations de la wilaya de Bouira. Cela concerne l'aménagement urbain qui touchera principalement les 5 grandes daïras, à savoir Bouira, Sour El-Ghozlane, Lakhdaria, Aïn Bessem et M'Chedallah.

Le développement du logement, de l'industrie artisanale, petite et moyenne, du tourisme qui représente l'une des plus grandes richesses de la wilaya de Bouira de par sa diversité et la beauté de ses sites qui ne demandent qu'à être exploités de manière très professionnelle et écologique. C'est-à-dire en préservant l'environnement. Par ailleurs, bien qu'un intérêt particulier soit soutenu pour ce qui est du chef-lieu de

wilaya, Bouira, du fait que la ville connaît de notables changements et une extension appréciable, elle devra nécessairement garantir aux populations, qui ne cessent de se multiplier, de nouvelles structures et autres infrastructures. Dans cette optique, un programme de modernisation de la ville s'impose. Car il faut noter que les constructions édifiées sont toutes ou presque dépourvues d'une belle touche, à en croire que nous sommes toujours dans la construction de l'urgence. Alors qu'il s'agit de prendre tout son temps pour réaliser une œuvre architecturale agréable pour les générations futures.

Là aussi, il faut signaler que le tissu urbain qui témoigne de la construction française tombe en ruine, faute de l'entretenir. Ainsi, la ville se retrouve ballottée entre désir de modernisme et nostalgie des constructions du passé qui ont fait la splendeur de nos anciennes villes, mais qui, hélas, ne sont devenues qu'amères souvenirs pour ne pas les avoir sauvegardées.

Une nouvelle polyclinique accordée

Farid Haddouche

La commune de Saharidj, située à une soixantaine de km à l'est du chef-lieu de wilaya, Bouira, vient de bénéficier d'un nouveau projet pour la réalisation d'une polyclinique. Il est certain que les populations de la commune de Saharidj accueilleront d'un bon œil ce projet qui mettra fin à leurs sempiternels déboires. Parce que quand il s'agit de multiples soins médicaux qui n'ont pas toujours été disponibles à leur niveau, il leur a toujours fallu de se déplacer au chef-lieu de daïra, M'Chedallah, pour s'en sortir. Vraisemblablement, le projet de

la polyclinique acquis ne tardera pas à voir les travaux de son accomplissement lancés. Car l'assiette foncière où il sera implanté vient d'être dégagée et c'est tant mieux, parce que dans la plupart des projets créés, la disponibilité du terrain a toujours posé problème et retardé leur exécution. Particulièrement pour les localités aux formes montagneuses, comme c'est l'exemple de la commune de Saharidj qui se trouve sur le flanc d'une montagne. La polyclinique sera édiflée à l'entrée est du chef-lieu de commune, elle jouxtera le nouveau lycée et la RN 30. En matière de structures sanitaires, la commune de

Saharidj dispose d'un centre de santé se trouvant au chef-lieu de commune qui est malheureusement dans un état de dégradation avancée. Il a fallu transférer temporairement ses services vers la bibliothèque communale, en attendant de rénover la structure, ont fait savoir les citoyens de Saharidj. 4 autres unités de soins sont situées au niveau des bourgades de M'zarir, Illithen, Ath Hamad et Ath Oualvane. Par ailleurs, la daïra de M'chedallah dont dépend la commune de Saharidj territorialement, vient également de bénéficier d'un projet pour la réalisation d'un hôpital d'une capacité d'accueil de 100 lits.

EL-TARF

Plus de 27.000 oiseaux d'eau dénombrés

Pas moins de 27.237 oiseaux d'eau, représentant 39 espèces, ont été dénombrés dans les lacs Bleu, Tonga, Oubeira et Melah, relevant tous du parc national d'El Kala (El Tarf), a indiqué lundi le chargé de cette opération auprès du parc, M. Faouzi Haou.

Parmi ces espèces, il a été dénombré 17.451 anatidés,

8 295 foulques et 1.494 autres oiseaux d'eau de diverses espèces, selon ce responsable qui a ajouté que le lac Tonga a accueilli le plus grand nombre d'oiseaux d'eau.

Les résultats obtenus à l'issue de cette opération ont permis d'établir que le nombre d'oiseaux séjournant actuellement dans ces étangs

est «en hausse» par rapport à l'année 2011 où 26.738 volatiles avaient été recensés.

Un total de 78.905 oiseaux a été recensé dans les plans d'eau des régions d'El Tarf, d'Annaba et de Skikda. Les espèces dominantes sont le canard siffleur (19.449 individus), la foulque (18.953) l'érismature à tête blanche et l'oie cendrée.

ANNABA

Le livre fait son salon

Près de 20 maisons d'édition participeront au Salon national «Bouna du livre et des Arts» qui sera ouvert jeudi prochain à la maison de la culture Mohamed-Boudiaf de Annaba, a-t-on appris mardi de la directrice de la Culture.

Cette manifestation d'une semaine proposera aux lecteurs et aux férus de lecture annabis tout un éventail de livres, de publications et d'autres revues

de différentes disciplines scientifiques, a précisé la même responsable.

L'Office national des publications universitaires (ONPU) y sera également présent aux côtés de maisons d'édition connues pour leur expérience dans le domaine, a révélé la même source, annonçant, par ailleurs, l'organisation d'un séminaire sur la littérature en marge de ce rendez-vous culturel.

Sous le thème «Réalités du

livre entre l'édition et la traduction», ce séminaire comporte pas moins d'une dizaine de communications d'enseignants universitaires, ainsi que des séances de lecture littéraire avec les poètes Hassen Boussaha, Akila Zelaki, Oum Sara, Kamel Derdour et Mohamed Kendouz, entre autres. L'organisation du Salon national «Bouna du livre et des arts» est confiée à la direction de la Culture de la wilaya de Annaba.

KHENCHELA

Des soins pour les écoliers

Quelque 40.000 écoliers bénéficieront cette année des services de santé scolaire à travers la wilaya de Khenchela, a-t-on indiqué dimanche à la direction de l'Education.

Depuis la rentrée des classes, en septembre dernier, des consultations médicales ont été assurées en milieu scolaire par les UDS (unités de dépistage et de suivi). Près de 21 % des effectifs scolarisés ont été examinés, laissant apparaître une prévalence des caries dentaires, de l'énurésie, de la rougeole, de l'asthme et des myopies, en plus de quelques cas

de diabète, selon la même source. Des campagnes de vaccination contre la poliomyélite, la diphtérie, le tétanos et la rougeole sont également programmées dans les établissements scolaires, avec le concours de la direction de la Santé et de la population (DSP), a-t-on fait savoir à la direction de l'Education de la wilaya de Khenchela. La couverture sanitaire en milieu scolaire, assurée dans cette wilaya par huit (8) UDS encadrées par 13 médecins généralistes, 12 chirurgiens-dentistes, 10 psychologues et 40 paramédicaux, reste toutefois

«insuffisante», voire «inexistante», s'agissant de la prise en charge psychologique des élèves en difficulté, avaient récemment rappelé les élus de l'Assemblée populaire de wilaya (APW). Ils avaient notamment estimé, lors de leur dernière session ordinaire, que cette couverture reste «disproportionnée» par rapport aux effectifs scolarisés évalués à 94.000 élèves. Six (6) nouvelles UDS devront être ouvertes d'ici à 2014 dans le cadre du programme quinquennal en cours d'exécution, selon les services de la wilaya.

GHARDAÏA

Les accidents de la route en hausse

Aïssa Hadj Daoud

Selon le nouveau bilan 2011 de la gendarmerie nationale, la wilaya de Ghardaïa connaît une baisse sensible en matière de criminalité. Le colonel de la gendarmerie de la wilaya de Ghardaïa, M. Abdelkader Louabi, confirme que ce résultat est le fruit de la mise en œuvre des mesures persuasives.

Voilà un an durant que des nouvelles mesures sont entrées en vigueur et appliquées par les différents corps de la gendarmerie nationale, dans l'espoir de stopper la criminalité sous toutes ses formes et d'arrêter ainsi l'hémorragie et voir les bilans meurtriers des accidents de la route diminuer. Après plusieurs mois d'attente et une vraie spéculation sur les chiffres de la criminalité et des accidents, la gendarmerie de Ghardaïa est sortie de son mutisme pour annoncer un réel bilan 2011, réalisé par son département en matière de lutte contre les fléaux de la criminalité et des accidents de la route depuis la mise en œuvre de ces nouvelles mesures. Le colonel Abdelkader Louabi, qui ne cachait pas sa satisfaction des résultats probants quant aux chiffres éloquentes de la criminalité, semblait aussi être fier « de l'effet magique » de l'intervention efficace de ses hommes sur le terrain. Les résultats du nouveau bilan 2011 ont été donc dévoilés par le chef de la gendarmerie, lors d'une conférence de presse organisée dernièrement. Le premier chiffre phare annoncé de ce bilan annuel est celui ayant trait à la diminution du nombre d'affaires de

criminalité, de l'ordre de 260, durant la période allant du 1^{er} janvier à la fin de l'année 2011. Une première depuis plusieurs années, annonce le chef du groupement de la gendarmerie de la wilaya de Ghardaïa. Le colonel a tout de même regretté l'augmentation du nombre d'accidents de la circulation en 2011, soit 249 accidents contre 195 en 2010 (+54), ayant entraîné 58 décès et 464 blessés. Et ce, en dépit de la présence de toutes les conditions nécessaires à la réussite des opérations de contrôle routier. Il s'agit notamment de l'efficacité de ces derniers durant les six derniers mois de l'année 2011. En effet, comme indiqué sur le bilan, le contrôle routier a fait état de 3.894 barrages dressés et de 4.196 rondes effectuées à travers le territoire de la wilaya de Ghardaïa, qui est de l'ordre de 1.219 km de routes. Notons que 143 de ces accidents de la route sont survenus sur la nationale N°1 et sur des tronçons dits dangereux (au niveau des virages du oued Soudan, à l'entrée nord de la commune de Berriane, et au niveau du dangereux virage du PK 908 en direction d'El-Ménia). Par ailleurs, le bilan faisant état de 249 accidents, dont 74 cas pour excès de vitesse, indique le retrait de 2.627 permis de conduire et que majoritairement, ces derniers sont occasionnés par de jeunes conducteurs, entre 18 et 19 ans, circulant à bord de véhicules, dont 65,25% sont des voitures de tourisme neuves. A noter que selon ce rapport annuel très détaillé de la gendarmerie nationale, les équipements de contrôle nécessaires sont disponibles et conformes aux

nouvelles exigences du code de la route. Les gendarmes font de ces équipements non seulement des outils de contrôle mais aussi et surtout des producteurs de preuves matérielles pour la verbalisation des contrevenants. Pour cela, il a fallu l'installation des radars portatifs montés sur véhicules, pour le contrôle de l'excès de vitesse au niveau de l'épicentre des accidents de la circulation, particulièrement au niveau de l'entrée nord de la commune de Berriane. L'installation de ces appareils hors agglomération a permis donc d'agir efficacement sur l'excès de vitesse, facteur prépondérant dans les accidents.

Malgré tout, les résultats ne sont donc pas encourageants, d'où l'appel du chef de la gendarmerie à toujours garder la vigilance et à poursuivre l'action du contrôle efficace. Cependant, le tandem « contrôle-sanction » est considéré comme un axe phare de la stratégie de lutte et un levier incontournable pour atteindre les objectifs en matière de la sécurité routière, fixés par le plan stratégique national intégré d'urgence. Selon le colonel Abdelkader Louabi, l'élaboration d'un tel bilan est en fait un cadre de travail qui permet le maximum de coordination, de concertation, de complémentarité et de synergie entre les différents corps de la gendarmerie nationale et la société civile en vue de lutter communément et efficacement contre les fléaux de la criminalité et des accidents de la circulation, confirmant que la sécurité est l'affaire de tous afin de dissuader les malfaiteurs et les conducteurs d'enfreindre la loi.

**Fruits et légumes
Des prix qui «glacent»**

A. C.

Ce qui était redouté par la population constantinoise, quant à la montée en flèche des prix de différents produits, depuis le début des intempéries et les chutes de neige, est arrivé. Hier matin, les deux marchés du centre-ville, celui de Boumezzou et des frères Bettou, bien que fonctionnant au ralenti, affichaient des prix exorbitants pour les rares légumes proposés aux clients.

A Boumezzou, seule une dizaine de carrés étaient ouverts avec des quantités limitées de fruits et de légumes. Étaient surtout disponibles de la pomme de terre à 70 dinars le kilo, contre 50 avant les intempéries, pas moins de 100 dinars le kilo d'oignons contre 25 dinars quelques jours auparavant, 180 dinars les haricots verts contre 120 vendredi dernier, 100 dinars le kilo de tomates, soit une augmentation de 40 dinars en l'espace d'une semaine. Quelques rares choux et choux-fleurs se vendaient à 80 dinars le kilo, et ainsi de suite. Au marché des frères Bettou, réputé plus cher que le premier, les prix étaient encore plus élevés de 05 à 10 dinars, à l'exception du citron disponible à profusion pour 50 dinars le kilo.

La plupart des clients, emmitouffés dans des vêtements chauds, faisaient grise mine devant ces prix qui, affirment-ils, « dépassent l'entendement ». Certains affirmaient

acheter le strict minimum et optaient plus souvent pour les oignons et les pommes de terre, laissant de côté la tomate fraîche en déclarant utiliser celle en conserve, « en attendant une baisse éventuelle après le retour à la normale ». Et visible-ment, les gérants des carrés de légumes étaient assez ennuyés en raison des nombreuses réclamations des clients, affirmant que c'était la même chose au marché de gros. « Et encore, disent-ils, il faut trouver une camionnette pour le transport jusqu'ici et ces véhicules immobilisés par la neige sont très rares », ajoutent-ils.

Les grossistes se plaignent également car les fellahs venus vendre les produits sont extrêmement rares et seuls quelques-uns d'entre eux venus de la région de Hamma Bouziane assez proche de la ville ont bravé le mauvais temps pour écouler une rare marchandise. « Ceux des régions de Batna, Oued El-Athmania, Jijel et Sétif, qui nous ravitaillaient en pomme de terre par exemple, ne viennent pas et ce sont de vieux stocks que nous écoulons », ont souligné ces grossistes. Mais plusieurs consommateurs ne semblaient pas convaincus par ces explications et affirment redouter d'autres problèmes de ravitaillement puisque, affirme-t-on, le mauvais temps est encore annoncé par les services de la météo, qui prévoient encore et toujours de la neige pour les jours à venir.

**Retour du mauvais temps
à compter de demain**

A. Mallem

Au septième jour des intempéries qui ont provoqué des coupures d'électricité et l'isolement des populations des mechtas et des zones enclavées de la wilaya, un communiqué diffusé, hier, par la cellule de communication du cabinet du wali a annoncé l'intervention des services des mines pour procéder à des distributions urgentes de bonnes de gaz butane.

En effet, lit-on dans ce communiqué, « un convoi de Naftal, précédé par un chasse-neige pour ouvrir la route, s'est rendu, hier, dans la commune de Béni Hamidène ainsi qu'à Zehana, Bir Lakratès et Bouleguafed dans la commune de Aïn Abid, et dans plusieurs mechtas de la commune d'Ibn Ziad où des problèmes de perturbation d'approvisionnement en gaz butane ont été signalés à la cellule de veille ». En outre, poursuit le communiqué, les services de Sonelgaz sont intervenus dans plusieurs quartiers et cités de l'agglomération constantinoise pour procéder à la réparation de pannes d'électricité, notamment au niveau de la station de pompage de Hamma Bouziane qui alimente en eau potable les faubourgs de la ville des ponts.

Sur un autre plan, plusieurs douars des communes d'Ibn Ziad, Zighoud Youcef et de Aïn Abid ont été approvisionnés en denrées alimentaires de première nécessité, le lait et le pain notamment. Dans ce cadre, la population de la localité de Tafrent, sur les hauteurs de Djebel Ouahch, à un kilomètre du centre urbain de Ziadia, s'est trouvée isolée par la neige depuis quatre jours. « Nous sommes en contact du matin au soir avec le délégué urbain de Ziadia qui a mobilisé des

engins pour essayer de nous dégager », nous a confié, hier, le président de l'association de quartier, M. Badis que nous avons contacté. Ce dernier a affirmé que la population de la localité ne souffre que d'un manque d'approvisionnement en denrées alimentaires dont les stocks commencent à s'épuiser. Dans la commune de Aïn Abid, l'APC a mis sur pied, à son niveau, une cellule de veille pour suivre l'évolution de la situation et intervenir en cas de besoins. Contacté hier, le maire de cette commune, M. Redouane, a assuré qu'un dispositif de secours et d'accueil des voyageurs qui seraient éventuellement bloqués sur la route nationale Constantine-Guelma a été mis en place avec la collaboration du Croissant rouge algérien. « Même la population de Aïn Abid s'est montrée disposée à héberger et nourrir ces voyageurs », a ajouté le maire. Sur le plan du transport, la cellule de veille de la wilaya a annoncé que 23 bus de l'entreprise de transport urbain de Constantine (ETC) ont repris, hier matin, graduellement leur service en recommandant à desservir El-Khroub, Massinissa, Zouaghi et Boussouf. En énumérant la liste des chemins de wilaya où la circulation a été rétablie, la cellule de veille a affirmé que les routes sont devenues accessibles et le seul point noir demeure sur la nationale 3 à hauteur du col d'El-Kantour, point situé à la limite administrative des wilayas de Constantine et Skikda.

Enfin, selon un bulletin diffusé hier à la radio régionale par les services de la météo, une accalmie est prévue pour aujourd'hui jeudi, toutefois les intempéries vont reprendre avec plus d'intensité à partir de la nuit de vendredi.

**Opération
de déneigement**

C'est avec presque une semaine de retard que des employés de la municipalité de Constantine se sont déployés à travers plusieurs quartiers de la ville. Equipés de pelles et suivant un camion de l'APC, ils dispersent des pelletées parcimonieuses de sel sur la chaussée, tandis que d'autres grattent la neige durcie et rendue glissante par une nuit de gel, où la température atteignait moins 05 degrés.

Certains riverains des rues Larbi Ben M'hidi ou à la Casbah sont encore une fois sortis de chez eux pour libérer au moins une partie des trottoirs, au grand soulagement des piétons car tout le monde redoutait une fâcheuse glissade. A l'évidence, on commence à s'habituer à cette situation exceptionnelle faite de neige et de verglas.

**Le ramassage
des ordures en veille**

Cela fait pas mal de temps déjà que des tas de déchets ménagers jonchent les rues de la ville. Selon les déclarations de quelques personnes occupées à débayer devant chez eux, cela fait plus de cinq jours qu'aucun des camions de la voirie, bloqués par la neige, n'a quitté les parcs de la commune. Les rares véhicules qui ont pu sortir, sont plutôt occupés à dégager les rues de la neige. Pourtant, dit-on, cette situation exceptionnelle aurait dû inciter les responsables municipaux à équiper leurs véhicules de chaînes comme cela se fait ailleurs en temps de neige et de gel.

Il en est de même pour les transporteurs urbains qui ont préféré laisser leurs bus immobilisés, ce qui empêche beaucoup de gens de se rendre à leur travail par exemple.

**Balades et photos
souvenirs**

Les chutes de neige ayant momentanément cessé durant la matinée d'hier, beaucoup de jeunes, et des pères de familles, n'ont plus hésité à sortir pour faire une balade dans plusieurs endroits couverts de neige, pour y prendre des photos souvenirs.

Ce sont surtout les environs de la place de Yougoslavie, à l'entrée de la Casbah, tout le long du pont suspendu de Sidi M'cid, dans les escaliers qui mènent vers le monument aux morts qui surplombe la ville qui étaient les plus fréquentés hier. On prenait des photos à l'aide d'appareils photo ou tout simplement avec des téléphones portables.

Certains jeunes ont même érigé des bonhommes de neige que l'on a coiffés avec de vieux bérets. Bref, il semble que l'on commence à s'habituer à ce temps que Constantine n'a pas connu depuis des dizaines d'années, comme l'ont affirmé des personnes âgées et qui disent n'avoir rien vu de pareil depuis le début des années 70. A.C.

**Hommage
à A. Bouchloukh,
enseignant universitaire**

Le 22 janvier 2012, nous avons enterré un collègue, un ami, un frère, décédé le même jour. C'était un homme pieux, juste et honnête. C'était un enseignant d'une compétence avérée. Il avait le grade de maître-assistant et il avait donné toute sa vie, tout son temps à l'enseignement, à la pédagogie. Il faisait partie de ces sherpas de l'enseignement supérieur qui portent sur leurs épaules l'essentiel de la charge pédagogique, qui ont sacrifié leur carrière et leurs parcours au profit de l'enseignement et des étudiants, souvent sans reconnaissance aucune. Il a formé, depuis trois décennies, des milliers d'étudiants qui l'ont toujours apprécié, respecté et aimé. Parmi eux, nombreux sont ceux qui servent le développement rural algérien dans diverses institutions. C'était un homme de terrain de grand talent. Trois jours avant son décès, il me parlait de ses observations sur le renouveau rural faites dans des communes telliennes. J'ai fait des dizaines de sorties avec lui. Il avait toujours quelque chose à nous apprendre sur les paysages ou l'organisation des milieux ruraux.

Depuis plus de dix ans, il exerçait les fonctions de chef de département adjoint. Il avait la charge de l'organisation de toutes les actions pédagogiques du département d'aménagement : répartition des enseignements,

emplois du temps, calendrier des examens, délibérations, comités pédagogiques, mémoires de fin d'études, stages, etc. Il s'acquittait seul de toutes ces tâches, avec une compétence inégalée, un sérieux reconnu et un souci de la chose bien faite. Il avait une formidable capacité de travail doublée d'une patience à toute épreuve et d'une sagesse bien utile pour affronter des collègues et des étudiants parfois bien impatientes.

Il savait les écouter, les mettre en confiance et les apaiser. Cette sagesse lui servait également à exercer une fonction de médiation dans le quartier où il habitait. Ses voisins en témoignent. A son entente-ment, il n'y avait aucune personnalité, ni locale, ni nationale.

Il a été accompagné par sa famille, ses amis, ses voisins, ses collègues et, surtout, ses étudiants. La présence de ces derniers est le meilleur des hommages et la plus belle des reconnaissances. Au revoir mon cher Aziz. Tu étais notre ami, notre frère. Tu étais l'honnêteté et la générosité incarnées. Tu étais un grand homme. Tu avais cette grandeur que l'Algérie, aveuglée par le matérialisme ambiant, n'arrive plus à accepter, se laissant distraire par les grandeurs usurpées.

H. Boukerzaza

Professeur de l'enseignement supérieur
Université Mentouri de Constantine,
Faculté des Sciences
de la Terre et de l'Aménagement.

**Endimed
En attendant
la décision de justice**

A. Mallem

En conflit avec leur direction, les travailleurs de la direction régionale de l'Endimed de Constantine qui ont participé au sit-in organisé le 5 février dernier répliquent aux déclarations faites par le secrétaire général de l'Union territoriale Ouest de l'UGTA, Arafa Abdelouahab. Pour rappel, ce dernier avait dénié toute représentativité aux responsables syndicaux qui ont organisé ce mouvement en exigeant le départ du directeur régional et la satisfaction de certaines revendications professionnelles. « Ce responsable s'est permis de s'immiscer dans une affaire qui concerne les travailleurs et leur direction », nous a indiqué, hier, le secrétaire général de la section syndicale M. Chaoui Sobhi. Et d'ajouter: « Pis encore, les graves accusations qu'il a proférées contre les membres du syndicat ne doivent pas rester sans réponse parce que, question légalité, c'est notre section syndicale qui l'est et non celle qu'il a installée avec des PV falsifiés ». Aussi, notre interlocuteur a expliqué que sa section syndicale est issue d'élections réglementaires qui ont été supervisées par un huis-

sier de justice. Ensuite, il a accusé le SG de l'Union territoriale Ouest d'être derrière tous les problèmes vécus par cette structure depuis sa naissance en 1998. « Arafa est derrière tous les malheurs de l'Endimed depuis 14 ans, a affirmé Chaoui ». Interrogé sur le règlement des problèmes professionnels des travailleurs, Chaoui a informé que le directeur général de l'Endimed est attendu prochainement à Constantine dans ce but. Contacté encore hier pour connaître sa version, M. Arafa n'a pas voulu répondre aux accusations proférées contre lui et s'est contenté de dire que le conflit avec la section syndicale d'Endimed est entre les mains de la justice.

Le jugement était attendu pour mardi dernier, malheureusement, les intempéries ont empêché les administrations de fonctionner. « Je ne reconnais que la section syndicale que l'Union territoriale a installée à la direction régionale dont le siège se trouve à Constantine et je considère que la prétendue section syndicale dont se prévalent ces gens-là a été formée et installée par des travailleurs issus des antennes régionales », a conclu enfin Arafa.

Horaires des prières pour Constantine et ses environs

16 rabie el aouel 1433

El Fedjr	Dohr	Assar	Maghreb	Icha
05h54	12h48	15h45	18h08	19h33



APARTEMENTS

■Loue appartement Aïn Turck : F3. 4ème étage. Prix demandé 16 U/mois. 1 an avance - 041.27.31.80 - 0770.96.84.80

■Loue : 02 Apparts F3 Akid Lotfi / Bel F4 Haï Yasmine / Joli F3 1er étg. refait Seddikia - Agence Immob. "EL MENZEH" - 041.43.00.00

■A louer deux Apparts F4 meublés et sans meubles avec Gd terrasse, admis dans une villa à proximité de Soda-Rush Carreaux - ORAN - Bon Accueil - 0778.14.18.55

■Vends appartement F4 - 137 m² - salon double - chauffage central - 1er étage + cave - Hai Ibn Badis - IMAMA - Intermédiaire s'abstenir - Tél.: 0549.134.978

■ORAN - Vends F4 - 1er étage - rond-point de la wilaya - ou Echange avec F4 à TLEM-CEN ou 1 studio à PARIS - Tél.: 0778.920.322

■Couple âgé sans enfants cherche location F2 ou F3 - 2ème étage maximum - longue durée - Tél.: 0777.94.76.20

■Vends F3 - 1er étage - 2 façades - à Akid Lotfi - Tél.: 0771.14.47.12 - 0552.11.22.08

■Vends Appart - Acté et assuré - 140 m². Gd standing - Refait à neuf - Toutes commodités - Centre-ville ORAN - Tél.: 0790.87.74.75

■A vendre F3. Acté. 4ème avant-dernier étage Cité Mimosas face Complexe Militaire. Double façade. Très belle vue. Bien aménagé (Hall, 3 pièces séparées, 2 balcons) - ttes commodités (eau + gaz + élect.). Parking assuré - P.D. 580 U - Tél.: 0698.12.46.87

■Vends ou Echange F4 niveau de villa 120 m² situé à Fernand-ville, très bien situé, toutes commodités - Tél.: 0557.75.73.18

■A vendre appartement F3 spacieux (R+5) au 2ème étage. Hai El Yasmine 2. Résidence ASMA - Tél.: 0560.07.60.65

■AG. HOUHOU - Maraval - 041.35.34.27 - 0555.444.172 - Vds F2. Acté. Cuvelier. P.O. 500 - F4. 110 m². Maraval Ligne B. 16 n°g. - M.M. Cité Petit. 170 m². 2 façades. 25 - M.M. 160 m² Cité Petit 17 - M.M. Sénia 120 m² 14 - M.M. Soufi Zoubida 19 - Loue local Maraval avec sanitaire 1,2 U

■Vends bel Appart F3 à Akid Lotfi. Sup. 75 m². 6ème étage avec doubles ascenseurs. Vue sur mer et montagne. Balcons et placards. Toutes commodités - Tél.: 041.43.04.62 - 0791.93.87.19

■Bureau d'Affaires les Palmiers Maraval - A vendre : F3 Saint Hubert 83 m² + F5 Maraval 110 m² Promesse de vente + A vendre terrain 938 m², 2 façades Maraval - 0771.45.98.76 - 0777.88.72.19

■Loue appartement 4ème étage, F5 Cité Yaghamoran. ORAN. Bon voisinage - Contacter Mr Smaïne Tél. 0661.21.66.23 - 0554.32.44.72

■Particulier vend F4 luxe. Haut standing. 187 m². Double façade. 3ème étage en plein boulevard. Proximité de l'O.P.G.I. et CNLAÏN TEMOUCHENT - Tél. 0550.99.40.09 - 0771.25.87.83

■Vends bel Appart F4, 3ème étage. Acté + Livret foncier. Cité des Oliviers Maraval. Ensoleillé. Pas de vis-à-vis. Bon voisinage. Libre de suite - Tél. 0698.28.01.28 - Intermédiaires s'abstenir

■Vends à Claire Fontaine, Appt 144 m² (F4) - F3 103 m², 115 m², cuisine équipée, ascenseur, surveillance H24, quartier résidentiel, vue sur mer, haut standing - Tél : 0773.26.59.51

■Loue appartement F5 - 142 m². 1er étage en plein centre d'Oran à proximité du consulat d'Espagne. Conviendrait Bureau pour Conseil - Ecole Privée - Entreprise - Tél. 0665.70.83.36

■A louer bel F3 C.V. Nvlle construction, toutes commodités, 2ème étage Zirout Youcef - ORAN - Tél. 0557.44.45.87

■A vendre F5. Acté. 4ème étage, deux façades. Refait à neuf. Toutes commodités. Eau H/24. Clim. Meublé ou non meublé - Tél. 0550.05.10.09 - 0550.71.64.65

■A vendre F4 1er étage S. Envir. 120 m², cité sécurisée, H24/24, ttes commodités, Ch central, 2 P. de séjour, 2 P.N. grande cuisine, Hammam 9 m², 02 WC, 3 grands balcons, 2 façades. T.B. Voisinage. Eau H24/24. Cité EPLF. Avenue Sidi Chahmi Oran. Intermédiaire s'abstenir - Tél : 0561.35.33.59 - Hadj

■Loue à Cap Falcon (Aïn-El-Turck - ORAN) Apparts F2 et F3 avec ou sans meubles, ttes commodités, terrasses avec vue sur mer, garage, etc. - Possibilité location courte durée - Tél.: 041.26.52.15 - 0773.84.67.39

■Vds / Ech. F4. H. standing. Acté. 100 m² + terrasse de luxe, 2ème en face Marchands de fleurs (les Arcades) ensoleillé, pas de vis-à-vis, eau 24 h/24. Clim. Chauff. Convient Habit. ou Fonct. libérale - Contre petit terrain ou jardin de villa ou Pte M.M. - Etudie ttes propositions - Tél : 0770.96.84.89

■A vendre Appart F3 - Acté - au 1er étage, deux façades. Refait à neuf avec toutes commodités, à Hai Essabah. ORAN - Prix 730 U - Tél : 0551.89.14.52

■A vendre un appartement F5 bien situé Albert 1er. ORAN. Double façade, au 1er étage, ensoleillé - refait à neuf - 0779.80.88.66

■Vds petit joli Appart F3. Acté. Refait à neuf. 45 m² avec balcon, situé à l'Hippodrome Bt C.I.A. ORAN - Me contacter au 0771.80.62.43 - Mr Kalaidji

■A vendre F3 propre, 2 façades, 70 m². 9ème étage avec 2 ascenseurs, immeuble très calme - Hai Yasmine à côté Dar Essalam - 0771.560.722 / 0550.576.888 - H.B. S.V.P. et pas d'intermédiaire

■A louer appartement F2 Cité Lescure, 3ème étage. Refait à neuf. Dalle de sol. Chauffage-bain. Citerne d'eau. 2 façades ensoleillées - avec parking - prix après visite - 0775.01.29.80

■MOSTAGANEM. Vends F4 - 86,12 m² - Résidence Yasmine. Acté. 8e étage, ascenseur, parking extérieur, cuisine avec séchoir, 2 balcons, vue panoramique sur les Sabiettes - Route d'Oran - Tél : 0558.32.69.25 - 0790.25.20.27

■A vendre F4. Acté. Au 4e étage Cité les Chevriers. ARZEW + Local. Acté. 48 m² au 29, Rue Larbi Ben M'hidi. ARZEW - Tél : 0553.02.28.18

■Vends F3 Plateau. 3ème étage : appartement refait à neuf en très bon état - Intermédiaire s'abstenir - Contacter Tél : 0772.78.91.01 ou 0793.64.62.20

■Location Studio - Contacter : 0668.57.16.81

■Vends Appt F5 4ème étage Front de Mer. Vends Appt F5 2ème étage Plaza bien fini. Vends Appt F3 1er étage Maraval bien fini libre tout de suite. Vends Appt F5 3ème étage les Pyramides bien fini. Vends Appt F3 1er étage Akid Lotfi - N° T. 041.58.83.04 - 0796.28.41.80 - 0561.33.18.77

■Vends un F3. Acté. 66 m². 1er étage. Nouvelle construction. Libre suite. Entrée individuelle. Deux façades. Parking assuré - à côté Pro. Hasnaoui à Hai El Yasmine. Prix après visite S.V.P. - N° 0550.28.55.00

■Appart à vendre F3 - 72 m² - 2ème étage, situé à 1180 Logts Bloc 36 A N° 4 - Maraval. ORAN - Tél : 0792.99.33.21 - P.O. 800.000.000

■A louer Appart F3 + garage + cour - situé à Bir El-Djir - Toutes commodités - Tél : 0770.40.57.34

■Loue Appart F3 - 3ème étage. Refait à neuf - Situé à la Cité Jean La Fontaine. Prix 3 U/ Mois + Echange villa 220 m². Actée, à l'entrée d'Oran Millénum Bir El Djir contre similaire ou plus petit à Maraval ou environs - Tél.: 0556.81.04.17

■A vendre Appart F3 - RDC - à TAFRAOUI - Désistement - N° 0797.29.78.99

■A ORAN : Vds F3 bien situés côté marché Michelet au RDC. Convient Profess. Libérale - Email : Agent3113@yahoo.fr - Tél.: 0774.54.93.15

■Location - Loue studio refait à nef au centre-ville près du Café Riche. Loyer 23.000 dinars/mois - Visite après 18 heures - Tél.: 0799.44.19.16

■Ag. Immob. EL HABIB vend et loue des appartements de F2 jusqu'au F5. Meublés et non meublés - Email : espoire6420002001@live.fr - Tél.: 0553.77.09.74 - 0553.77.09.75 - Courtiers et intermédiaires s'abstenir

■A vendre appartement. Acté. 2 P. et cuisine, salle de bain + toilettes + petit balcon au 1er étage dans un immeuble de 2 étages. Adresse : Choupot. ORAN - Tél.: 0556.44.65.36

■Loue appartement F3 avec petite chambre, 2ème étage Hai Khemisti (Seddikia) en face Tribunal. Bon voisinage et parking assuré - Tél.: 0770.66.17.83

■Vends très beau Pavillon R+1 sur 468 m². 2 façades. Jardin - Cour - Garage - Très bien situé à EL-MALEH - N° Tél : 0797.32.45.65

■Locat. Villa. RDC : 1 garage / bureau avec sanitaire + kitchenette, 1er : salon, Cuis., cuisine d'été, sanitaire. 2ème : 2 Ch. Enfants, sanitaire, Ch. avec sanitaire privé. 3ème : 2 Ch., sanitaire, Dressing, terrasse - Téléphone + Internet + gaz ville + Elect. + eau réseau + B. eau 9 m3 + interphone vidéo + 5 min du centre-ville + 10 de Aéroport d'Oran - Tél. 0668.80.18.92 - 0780.03.79.97

■A vendrez Maison de Maître 118 m² à FLEURUS sur Bd - très bien située - R+2 - Gros œuvres - 5 P. + salon + cuisine + garage de 10 m² + haouch + bache d'eau + terrasse + Elect. + gaz + eau - Tél. 0772.92.37.85

■Vends villa N.C. 240 m². R+1. 6 pièces, grand garage, deux grands halls. Hai Nakhla (Canastel) + Vends local 2 façades, 2 rideaux 32 m² avec sanitaire à Akid Lotfi - Tél : 0770.84.29.08

■A vendre villa 256 m². R+1 à Bir El-Djir. Finie à 100% + Maison de Maître à Eckmühl, R+2, 132 m². Prix après visite. Merci - Tél : 0661.20.21.39

■Vends villa à TLEM-CEN. Acte + Foncier. Bien située. Zone Résidentielle El-Kiffane. 302 m², double façade, comprenant : grand salon, 03 chambres + 02 chambres en étage, garage, cour, jardin + toutes commodités - chauffage central + Tél. + eau H/24 - Tél.: 0550.17.00.97

■Vends ou échange villa R+2 à Fernand-ville. 150 m². Toutes commodités. Quartier résidentiel, à 20 m du boulevard - Tél. 0557.75.73.18

■TLEM-CEN - Vends Maison niveau RDC. Sup. 345 m². Bâti 80 m². Façade 18 m - Gaz. Eau. Electricité - Actée - Située à OULED MIMOUN - Tél. 0550.259.290

■TLEM-CEN. Cité les Dahlias - Vends T. belle villa 358 m² haut standing. Ttes commodités. Cave aménagée avec chambre froide. RDC + 2 étages + véranda. Const. Récente. T.B. finition. Idéale P/Sté Nlle ou étranger. Prix Ap. visite - Tél. 0557.983.036

■Vends Maison. Actée. 100 m². R+2 à Sidi El Bachir. 2 garages. 1er : 3 chambres + cuisine + SDB. 2ème : un grand salon + une chambre + SDB + terrasse - Tél. 0550.56.62.98

■A vendre M.M. R+3 (Rénovée luxe) Bd des Martyrs 20. SENIA. Composée d'une cafétéria aux RDC + rentrée + bache d'eau. 1er étage : 2 Gds salons, cuisine, SDB. 2ème étage : 3 Gdes chambres, Gd hall + SDB. 3ème étage : Gde véranda + grande terrasse - Courtier, curieux s'abstenir - Tél. 0553.79.32.19

■A vendre Maison 120 m². Acté. R+2 - R + 1er étage finis 80% - 2ème : dalle avec entourage - à EL-KERMA (W. ORAN) - Tél. 0661.70.16.66 - 0771.66.17.70

■A vendre villa R+2 avec double terrasse + 2 garages - 240 m² - à Coop. Cheikh Bouamama - ORAN - N° 0771.27.72.91

■A vendre villa 206 m². R+3 - R : grand garage + 1 + 2 + 3 : 6 chambres + 2 salons - 14 Coopératives. Bir El Djir. ORAN - Tél. 0770.376.847

■A.V. : M.M. 527 m² située à Maraval proximité la Mairie et Sidi Snoussi - Tél. 0773.25.39.43 - 0795.63.53.96

■A louer villa à Gambetta (ORAN). R+1 ; 7 chambres, 2 salons, 4 salles de bain - à usage de Bureau ou d'Habitat - Tél. 0552.62.23.97

■Vends villa 168 m². R+1. RDC : garage, devant villa 8 m², salon, SDB + WC + Cuis. + séjour, jardin 50 m². 1er étage : 3 Cham. spacieuses (2 avec placard, 1 avec dressing), Gd hall, SDB + WC. Très ensoleillée. Quartier calme. Chauffage. Clim. Tél. et Internet. P.D. 28 M - Tél.: 0668.79.48.82 - Trouville. Aïn-El-Turck - ORAN

■A.V. : Villa 2 façades (6 pièces, 3 salles, hammam + 1 douche - cours - B'eau - 2 locaux, 1 garage) Bd Millénum à proximité - Tél. 0560.07.60.66 - Fernand-ville

■Vends villa au : Rue 3 N° 2 Cité Emir AEK. Saint Hubert. ORAN. Superficie 320 m² - Tél. 041.34.21.07 - 0553.99.02.04

■Vends à MOSTAGANEM quartier résidentiel Pépinière, proximité deux cliniques : l'immeuble R+1 Vieux Bâti. Superficie 402 m². Double façade - Tél. : 0791.81.67.42 ou 0771.00.77.18

■Vends ou Echange villa en R+1 sur les hauteurs de FLEURUS. 220 m² - 15 km d'Oran. Nouvelle construction. Vue panoramique sur la ville et la nature - Tél : 0554.31.56.67 ou 0772.20.47.08 - Prix 2 Mds 100 unités négociable - Etude toutes propositions

■Vends villa à Fernandville. R+2 + 2 façades. 1er étage : un salon + 1 Gde chambre + cuisine avec véranda + salle de bain et WC. 2ème étage : 4 Gdes pièces + WC et sanitaire + terrasse - Tél : 0771.41.78.51 / 0771.85.97.33

■Vends villa à Zahana (La CADO) d'une superficie 2.619 m² dont 200 m² bâtie - P.O. : 1 M 300 - Tél. 0771.50.73.91

■Vends belle construction en R+1 Cité Kara 2. ES-SENIA. Actée avec Certificat de conformité + Livret foncier. Sup. 143 m². Toutes commodités. RDC : 01 garage + 02 Ch. + 01 Cuis. + jardin + SDB. 1er étage : 04 Ch., 01 salon + 01 SDB / Prix offert 1.55 MDS. PD 1,65 MDS - Nous contacter au 0771.74.94.55

■A vendre 1 Maison de M. à Courbet ORAN. Acté en 2 Fd. Sup. 125 m² en R+1. Rez-de-Ch. : 1 Gd salon, 1 Gde cour, 1 Chbr., 1 bain + sanitaire. En 1er étage : 3 Gdes chambres, 1 balcon + 1 cour. En 2ème la terrasse. Prix après visite S.V.P. - Tél : 0772.79.59.34

■Vends très beau Pavillon R+1 sur 468 m². 2 façades. Jardin - Cour - Garage - Très bien situé à EL-MALEH - N° Tél : 0797.32.45.65

■Locat. Villa. RDC : 1 garage / bureau avec sanitaire + kitchenette, 1er : salon, Cuis., cuisine d'été, sanitaire. 2ème : 2 Ch. Enfants, sanitaire, Ch. avec sanitaire privé. 3ème : 2 Ch., sanitaire, Dressing, terrasse - Téléphone + Internet + gaz ville + Elect. + eau réseau + B. eau 9 m3 + interphone vidéo + 5 min du centre-ville + 10 de Aéroport d'Oran - Tél. 0668.80.18.92 - 0780.03.79.97

■A vendrez Maison de Maître 118 m² à FLEURUS sur Bd - très bien située - R+2 - Gros œuvres - 5 P. + salon + cuisine + garage de 10 m² + haouch + bache d'eau + terrasse + Elect. + gaz + eau - Tél. 0772.92.37.85

■Vends villa N.C. 240 m². R+1. 6 pièces, grand garage, deux grands halls. Hai Nakhla (Canastel) + Vends local 2 façades, 2 rideaux 32 m² avec sanitaire à Akid Lotfi - Tél : 0770.84.29.08

■A vendre villa 256 m². R+1 à Bir El-Djir. Finie à 100% + Maison de Maître à Eckmühl, R+2, 132 m². Prix après visite. Merci - Tél : 0661.20.21.39

■Vends villa à TLEM-CEN. Acte + Foncier. Bien située. Zone Résidentielle El-Kiffane. 302 m², double façade, comprenant : grand salon, 03 chambres + 02 chambres en étage, garage, cour, jardin + toutes commodités - chauffage central + Tél. + eau H/24 - Tél.: 0550.17.00.97

■Vends ou échange villa R+2 à Fernand-ville. 150 m². Toutes commodités. Quartier résidentiel, à 20 m du boulevard - Tél. 0557.75.73.18

■TLEM-CEN - Vends Maison niveau RDC. Sup. 345 m². Bâti 80 m². Façade 18 m - Gaz. Eau. Electricité - Actée - Située à OULED MIMOUN - Tél. 0550.259.290

■TLEM-CEN. Cité les Dahlias - Vends T. belle villa 358 m² haut standing. Ttes commodités. Cave aménagée avec chambre froide. RDC + 2 étages + véranda. Const. Récente. T.B. finition. Idéale P/Sté Nlle ou étranger. Prix Ap. visite - Tél. 0557.983.036

■Vends villa 265 m² / 200 Bâti. Actée. Nouvelle construction. R+1. RDC : 2 pièces + 1 salon + 1 grand hall + 1 SDB + 1 WC + 2 jardins + garage pour 3 Véh. H. 4 m + FM + B. d'eau. 1er étage : 4 pièces + 1 cuisine + 2 vérandas + bain + 1 WC. Terrasse 2ème Carreaux Gambetta - Tél. 0778.16.22.94

■Vendons une villa coloniale située au centre-ville au Boulevard Mohamed Khemisti à SIDI BEL ABBES - R+1 - 190 m², F6 + 2 balcons + 2 locaux commerciaux - Nous contacter aux 0552.568.243 / 0561.594.593 - Curieux et intermédiaire s'abstenir

■A louer villa R+2 avec toutes commodités + garage et cours - sise à Hai Fellaouché ex-Sanchidrian - Tél. 0770.97.96.40

■Vends villa 178 m². Duplex R+1, 5 pièces, 2 toilettes, 1 salle de bain, 1 grande cour, garage - Cité Bir Wana. Aïn Feza. TLEM-CEN - Tél : 0771.85.15.32

■TLEM-CEN (CHETOUANE) : A vendre très belle villa 310 m² avec 6 locaux commerciaux. R+1 - ttes commodités - Tél : 0770.54.20.93

■Mets en location une Maison style américain, sise au camp n° 5 Sonatrach. Sup. 300 m² avec jardin, équipée et en bon état. Chauff. central. Climatisation. Eau H24. Electroménager, lits... Contactez-nous sur le : 0560.41.35.63

■Loue villa à EL-BAYADH, jouxtant le siège de la Wilaya, deux façades, résidence administrative. R+1 - 350 m² - convient banque ou société - Contactez : 0555.06.27.53

■ORAN. Vend villa N° 71 sous-sol (R+2) superficie 267 m² en face la porte d'entrée de l'Hôpital militaire en allant vers les Amandiers - Tél : 0555.16.70.94

■Vente : Villa 216 m². Actée. Deux (2) étages + rez-de-chaussée. Deux (2) garages + cour + bache d'eau + 2 pièces + salon + hall + cuisine + salle de bain. EL MOHGOUNE face Hôpital. ARZEW - Contacter : 0771.21.43.27

■Vds villa à Misserghine. 270 m². 1 garage. R.C 3 salons, 1 S. à manger, 1cuisine, WC, SB + hammam + cour, véranda. 1er : 6 Ch., G. hall, SDB + WC. 2ème : terrasse + buanderie + WC. 2 salons, 1 Ch. Equipée. Ch. Central - Tél : 0668.35.03.05

■V. / Echange Maison à Gdyl côté Daïra. Sup. 380 m² (R+1). RDC : 02 locaux : 240 m². 1er : F7 - Etude toutes les propositions - AG. * 31 * IBN ROCHD - ORAN - 0771.54.59.96 - 0554.11.77.14

■Vends villa R+1 - 2 façades - Sup. 258 m². Finie à 70% - à Sidi El Bachir : Parallèle Autoroute ORAN - MOSTAGANEM - Tél : 0550.222.970

■A vendre villa. Actée. 420 m². 4 pièces + salon et salle à manger - Cuisine + salle de bain - Chauffage central - Jardin + arrière-cours - Hammam - Garage + grande pièce extérieure - Terrasse avec buanderie - Protin - Tél : 0779.01.21.24

■CANASTEL. Loue belle villa R+1 usage Bur. - Hab. sur Gd Bd - Loue beau Niv. villa F3 RDC usage Bur. - Hab. sur Gd Bd - Loue beau Niv. villa F4, 1er étg. usage Bur. - Hab. sur Gd Bd - Vends belle villa R+3 + garage sur Gd Bd prix raisonnable - N° Tél : 0796.55.79.30

■V. Maison de Maître R1. Sup. 120 m². R. Ch. : 2 P. garage + local. 1er étage : 2 P. + salon, cuisine. Terrasse - Ligne Tél. Eau. Elect. Gaz - Prix 800 U - Située Hay 105 Logts MERS EL KEBIR - Tél : 0772.25.62.94

■Vds villa R+1. Actée. 225 m². Nlle Constr. 2 façades. Hai Khemisti près Millénum. 6 Ch., 1 Gde salle, 2 cuisines, jardin, 2 garages, 2 SDB, buanderie - Curieux s'abst. - 0552.74.84.32

■A vendre villa R+2 - 2 façades. Sup. 150 m² - située à Bir El-Djir - Toutes commodités - Coopérative Foura - Contacter Tél : 0770.40.57.34

■A vendre Cabanon à SASSER-Plage 5 Pces, salon, garage pour 02 voitures. (Acté) - Tél : 0661.22.34.20

■A vendre : Carcasse 400 m² 1ère dalle hauteur 5 m 50. Façade 17 ml sur grand boulevard Cité Petit. Se compose de 3 grands magasins de 153 m² sur façade principale. 2ème et 3ème de 75 m² et 150 m² sur façade parallèle. Prix après visite - A louer magasin 35 m² avec sanitaires sur Gd Bd Cité Petit - Tél. : 0796.52.52.33 et 0799.53.67.40

■Vends des villas à : Canastel - Nouveau Canastel - Millénum - Point du Jour - Cité Djamel - Fernandville - Douar Belgaid + des locaux endroit commercial - Tél.: 0555.35.13.96 - 0796.59.41.03

■A.V. à El Maleh ex-Rio Salado (W. 46) Maison coloniale R+1. 430 m². Bâtie 283 m². 05 Pces, 2 salons, hall, salle à manger, cuisine équipée, garage 4 Véh., Gd jardin. B. à eau 16 m3, eau H/24, gaz et Chauff. T. bien entretenue. Située à 50 Km d'Oran, à 8 Km de Aïn Témouchent et 15 Km de la plage. Curieux s'abstenir - Tél.: 0791.92.25.68

■Vends M. Maître 120 m² à la rentrée de Aïn El Baïda. R+1 - 4 chambres, 1 grand salon, cuisine, SDB, WC, buanderie, Haouch, hall, terrasse - toutes commodités, marbre, Clim., chauffage, chauffe-bain, Réserve... etc. (Désistement 1ère main). Curieux s'abstenir S.V.P. - Tél.: 0550.53.55.45 - 0794.53.89.95

■Vends carcasse 200 m² Fernandville. Vends carcasse 250 m² IGMO. Vends Immeuble 450 m². 7 Apparts + la cave (échange ou vente). Vends villa 500 m² 1+1 Maraval. Bien finie. Vends villa 1+2 + cave Cité Emir AEK - N° T: 041.58.83.04 - 0796.28.41.80 - 0561.33.18.77

■Jeune Homme Pizzaiolo expérimenté cherche travail dans le domaine à ORAN - Contactez-moi N° 0556.44.23.11

■Société Algéro-Française cherche Couturiers et Couturières - Coupeurs et Coupeuses - ayant une longue expérience - Veuillez nous contacter au Tél. 041.51.48.30 - 041.51.30.44

■EURL TRAPACT TLEM-CEN cherche : Agent commercial confirmé (e) - Secrétaire de direction - Salaire intéressant. Cadre de travail agréable - Déposez candidature Zone Ind. Chetouane N° 4 - T. 043.27.89.33

■Société cherche Caissier âgé entre 40 et 60 ans. Expérience exigée 5 ans et plus - Envoyer CV au numéro 041.58.10.26

■Agence de voyages cherche Agent commercial (H) ou (F) avec expérience dans la billetterie - Merci d'envoyer votre CV par mail : emeraudevoyage@yahoo.fr ou par Fax : 041.35.14.70

■Médicin Spécialiste à ORAN cherche Assistante - Tél.: 0554.66.46.70

■J.H. 40 ans, sérieux, dynamique et cultivé, cherche un emploi comme Aide-cuisinier dans Catering ou Restaurant - Contacter au Tél.: 0797.92.04.50 ou 0771.81.33.77

■TLEM-CEN - Centre d'appel recrute Téléopérateurs (trices) parlant couramment français. Formation assurée. Offrons Fixe + Primes avec vrai Plan de carrière + Avantages sociaux Primes transport + Panier 13ème mois - Tél.: 040.907.486 / 040.907.461

■URGENT. Sté privée recrute 02 Gardes-malades - Hommes - Résident de préférence dans la région d'Aïn El Turck. Lieu de travail Aïn El Turck - Se présenter au 323 Coop. Mansourah - les Palmiers. ORAN - Tél.: 0555.05.15.61

VEHICULES

■ A louer Camion Frigo HD marque HYUNDAI - Neuf - Région Ouest - Contacter N° 0560.37.40.72

■ A vendre PICANTO, Gris. Base. Clim. Année 2010. Zéro retouche. 55.000 Km + A vendre PICANTO, Année 2012. Gris. Base. Clim. - Tél.: 0561.32.94.69

■ Achat RENAULT Scenic (4x4) An. 2001 à 2004 ou bien DACIA Duster An. 2010 et avant - Tél.: 0770.18.00.61

■ Vends MEGANE noire, 2008 - 1,9 DCI. La Touche Option - 90.000 Km - Tél.: 0558.30.51.12

■ Vds : TIGWANE. Noir. Année 2011 - PI-GUAN 2011. Toute option. 15.000 Km - Tél.: 0558.30.51.12

■ EUROL SLIMANE Location voitures - Louez une voiture comme : MARUTI 800, ALTO, ATOS, ACCENT, LOGAN, SYMBOL, CLIO III à bon prix - Mob : 0770.60.05.34 - 0553.45.10.25 - Adresse : Cité 200 Logts ES-SENIA - 6 ORAN

■ Nous mettons en vente les produits suivants : 1) Clio Série 3 modèle 2007 - " 173.000 Km - Le prix est de 8.500.000 DA - 2) Ford Pick-up double cabines modèle 2007 - " 238.000 Km - Le prix est de 1.000.000 DA - (Le prix non négociable) - Tél : 0661.401.128

■ Vends ou Echange avec RENAULT SCENIC ou BERLINGO ou KIA SOKENTO, Véhicule japonais MATERIA - DAHATSU Octobre 2007 - 10.000 Km - Excellent état - Contacter : 0771.20.71.33 ou 0771.63.18.34

■ Vends BERLINGO MULTISPACE. Année 2011. Gris Inox. Ttes options. Panoramique. 29.000 Km - Tél : 0551.29.71.57 - 0661.21.45.62

■ Vends Rétro-Chargeur Marque CATERPILLAR 428 C - Année 1998 - Tél : 0554.91.02.40

■ Cherche Achat V.L. : 407 - KIA SORENTO 4X4 - PASSAT CC (2009 et plus) - Contacter : 0799.52.89.97

■ Achat Véhicules accidentés, en panne, occasion, Légers et Lourds - Tél : 0771.87.77.73 / 0771.39.49.82 / 021.91.35.62

TERRAINS

■ Vends terrain 200 m Bir El Djir Pépinière * El Fajr *. 10 m de façade. Viabilisé avec Permis de construire. Prix offert 8,5 U/m² - Prix demandé 9 U - Tél.: 0770.96.84.80 - 041.27.31.80

■ Agence RAYANE vend terrain Zone Industrielle BEN OKBA : 1.600 m², 02 façades, avec entourage. Permis de construire + Livret foncier - Tél.: 041.27.31.80 - 0770.96.84.80

■ Vends lot acté à BENFRIHA (ORAN) 157 m² avec plate-forme, entourage + carcasse R+2, 157 m² + carcasse 180 m² D.F. + Maison de Maître à Bernardville + F4 à ADL - Tél.: 0778.37.59.98

■ Vends terrains de : 200 m² - 220 m² - 300 m² - 600 m² - 1.000 m² - 2.000 m² - à 15 Km d'Oran. Puits eau à 10 m. Avec Acte. Prix 7.000 DA le m² - Tél.: 0776.78.06.36 - 0554.22.08.70

■ Vends terrains de 10.000 m² Zone d'Activités à 15 Km d'Oran sur Autoroute Oran - Mostaganem - Tél.: 0776.78.06.36

■ Vends terrains à Oran très bon prix à 2.500 DA - Tél.: 0776.78.06.36

■ TLEMCCEN. Vends terrain 350 m². Double façade. Bien situé à BOUHANAK - Tlemcen - Tél.: 0796.701.909

■ Vends terrain nu aux Palmiers (ORAN) 435 m² - Façade 16 m - Tél.: 0558.04.17.30

■ A vendre terrain à Belgaid - 365 m² - 10 m de façade - A.V. : 01 Chalet 38 m². Panneaux Sandwich. Porte et fenêtre en Alu - Tél.: 0561.32.94.69

■ AG ERRAJAE - 0772.94.88.77 - Vd des terrains à usage Habitation ou Industriel : 9.600 m² Misserghine Z.A. - 10.000 m² Es-Senia Z.I. - 1.000 m² à Sidi Chami Z.A. - 1.500 m² Point du Jour résidentiel - 900 m² Gambetta résidentiel - 1.000 m² Bel Air résidentiel - 320 m² Cité Belvédère résidentiel - 360 m² Castors commercial

■ Particulier vend lot de terrain. Acté. 150 m². 02 façades - Coop. Wilaya Belgaid - PD. 7 U/m² - Tél.: 0558.86.93.76 - Intermédiaire s'abstenir

■ Cherche des terrains agricoles. Actés. Régions ORAN et AIN TEMOUCHEMENT - Contacter AG. Immob. TAAMIR - 0550.222.970 - Email : immosoufi@gmail.com

■ Vends 2 lots terrains mitoyens 129,80 m² + 120 m². Plage de Sel (BHIRA) W. TLEMCCEN - Tél : 0661.20.65.35

■ Vends : Terrain (Acté) 1.700 m² Route El Bahia (Cap-Falcon) Ain El Turck - Terrain 800 m² bâti 300 m² (Paradis-plage) Ain El Turck. Curieux s'abstenir - Tél : 0773.26.69.51

■ Vends terrain 450 m² Rue Beni Soulem (parallèle 9, Avenue Albert 1er) Boulanger - ORAN - Tél : 0794.59.31.53

■ Ag. Immob. ADAM - 0555.35.13.96 - 0796.59.41.03 - Vds : 245 m² à Fernandville - Bir El Djir - 168 m² - 270 m² - 180 m² Nouveau Canastel - 150 m² Belgaid - 720 m² et 205 m (2 F.) Ancien Canastel

■ AG. NADJET. Vends terrain 420 m². Acté. 850 U Bouster - 288 m² F. Acté. 400 U Brédéa - 260 m². Acté. 450 U Saint Pierre Mssila - 2.000 m². Acté. 750 U Tatraoui - 290 m². Acté. 280 U. Tatraoui - 200 m². Acté. 380 U Bouzajar - 250 m². Acté. 850 U. Boulélis - 240 m². Acté Amria - 0777.04.46.83 / 0552.98.13.81

■ Vends lot de terrain de 2.205 m² double façade. Acté + Livret foncier + Permis de construire - Zone Industrielle FORNAKA - W. de MOSTA. - Tél. 0662.94.98.63 - 0796.30.57.16

■ Vds des T. Agr. : 14 + 6 + 4 Hect. Braya - 7 + 3 + 2 + 1 Hect. Sidi Chahmi - 2 + 1 Hect. Benfréha - 4 + 3 + 1 Hect. Boufatis - 7 Hect. Port-aux-Poules - 10 Hect. Zaghloul - 10 Hect. Zahana - 11 + 1 Hect. Bouhadjar - 4 + 1 Hect. Mosta. - 10 Hect. Relizane - RIAD. 0772.87.88.31 - 0550.35.29.23

■ Vente un lot de terrain 02 façades. Acté. Viabilisé. 171 m² à Coopérative Djebari - Belgaid - Tél. 0557.04.62.43

■ Vends terrain les Falaises 1.279 m² mitoyen au Méridien (Acte de propriété) 1 façade de 33 m avec Permis de construire R+12 et 1 sous-sol (Agence - Courtier - Curieux s'abstenir) - Tél. 0792.10.33.80

■ Vends terrains 300 m² la Zone Bir El Djir. Vends terrain 500 m² la Cité Militaire Canastel. Vends terrain 4.000 m² la Zone Chteibo + l'entourage + Poste Transfo. Vends terrain 1.500 m² 2 façades Bel Air - Vends terrain 400 m² Point du Jour. Vends terrain 200 m² Cité Djamel côté Boulevard - N° T: 041.58.83.04 - 0796.28.41.80 - 0561.33.18.77

■ Vends Terrain de 12 Hectares entre Bethioua et Mers El Hadjadj (W. ORAN) à 100 m de l'Autoroute ORAN - MOSTA - Acté et Livret foncier - Tél : 0771.56.54.55 - 0550.20.68.50

■ Particulier vend à Belgaid (ancien) 2 lots 150 m² chacun mitoyens (Eau - Gaz - Elect) - Contactez : 0560.37.27.73 ou 0553.81.37.45

■ A vendre : Terrain clôturé 1.000 m². Acté. Route des Carrières - Eckmühl - ORAN - Appeler 0772.10.67.60

■ Vends terrain 217 m² seule façade. Adresse : Coopérative 1er Novembre 54. Canastel - Agence, courtier, curieux s'abstenir - Pour RDV contactez à partir de 16 H le numéro 0795.28.95.82

■ Vends lots de terrain, 176 m² Bâti jusqu'à la première dalle Sahraouia + Appartement F3 (RDC) Cité 160 Logements, Hôpital de Mohammadia - Tél.: 0554.57.80.26

■ Vends terrains 300 m² la Zone Bir El Djir. Vends terrain 500 m² la Cité Militaire Canastel. Vends terrain 4.000 m² la Zone Chteibo + l'entourage + Poste Transfo. Vends terrain 1.500 m² 2 façades Bel Air - Vends terrain 400 m² Point du Jour. Vends terrain 200 m² Cité Djamel côté Boulevard - N° T: 041.58.83.04 - 0796.28.41.80 - 0561.33.18.77

LOCAUX

■ Chambre Froide à louer à MASCARA, 1.800 m³ à proximité des grands axes et du marché de gros des fruits et légumes, site spacieux et sécurisé avec accès facile pour camions gros porteurs - Tél.: 045.93.59.61 - 0555.47.84.34

■ A vendre local 400 m² à ORAN: 02, Rue Zahour Mohamed. Delmonte - Tél.: 0771.77.29.11

■ A vendre local. Acté. 36,50 m² à 6 m de l'Avenue de Choupot. Façade 8 m. WC. Tél. fixe. Endroit commercial - Tél.: 0772.87.16.48 - Fixe : 041.34.31.44

■ Vends 04 locaux commerciaux jumelés. Superficie 100 m². Bien situés grand boulevard ES SENIA en face Bibliothèque et Sûreté urbaine ES SENIA - Curieux s'abstenir - Tél.: 0550.45.59.02 - 0772.65.74.93

■ Local à louer 19 m² - 6, Bd Mascara - W. ORAN - 0560.23.67.60

■ Vends Fonds de commerce de Pharmacie centre-ville TLEMCCEN - Tél.: 0556.549.261

■ Local à louer en activité (Fast Food) 30 m² + souppente, situé à l'adresse Place d'Armes - Tél.: 0797.43.07.28

■ Magasin neuf à deux rideaux à louer, de 74 m², à Akid Lotfi - Tél.: 0778.11.54.21 - 0560.82.53.34

■ A louer : 02 Chambres froides Positive Négative 60 m³ + 80 m³ à BIR EL DJIR - ORAN - Contactez le 0552.62.23.97

■ Loue : 2 locaux luxe à Akid Lotfi - Local 100 m² Rue Froment Coste - 2 locaux en R+1 (65 m² + 165 m²) en face Commissariat HLM - Immeuble 500 m², R+2. 2 F. (5 locaux + 4 F4 + 2 F3) standing Général Ferradou - Vends plusieurs carcasses Canastel. Bir El Djir. Sénia - AG. * MON RÈVE * - 0771.91.66.82 - 0557.10.29.94 - ORANIMMO@LIVE.FR

■ A vendre Boulangerie de 400 m² + 4 Apparts dans un immeuble de 3 Niv. situé à Ain Turck centre-ville - 0775.59.67.98

■ A louer 4 locaux commerciaux ou bureaux. Superficie : Deux de 30 m² chacun - Deux de 15 m² chacun - sis à l'Avenue d'Arcole - Tél : 0552.32.86.35 - 0778.87.19.21

■ Loue local commercial de 140 m² avec bureau et sanitaire. Endroit très demandé : 117 Canastel en allant vers Belgaid - N° Tél : 0555.06.27.53

■ A vendre Centre Commercial R+1. Superficie 1.500 m². 4 façades. 7 bureaux. Endroit stratégique touristique à côté de port de pêche - plage... etc. Convient toutes activités. Possibilité d'échange. Situé à BENI SAF. W. de TEMOUCHEMENT - Tél : 0555.30.77.73 - 0666.59.49.72

■ A vendre 2 locaux - Actés - en activité à côté du Marché d'Eckmühl - P. de vente : 400 M les deux - 0773.50.69.31

■ ORAN. Vends ou Echange contre similaire, local avec Acte sis à USTO Bd Nekkache (3 m x 10 m) 30 m² - contre local à TLEMCCEN - Curieux et Intern. s'abstenir - Tél : 0554.802.125 / 0558.587.676

■ Vends ou échange grand local 500 m² à ORAN. Etude toute proposition - Tél : 0770.31.70.78 - 0661.51.59.84

■ Part. loue local 616 m², trois portails en façade. Mezz. 250 m², 5m de hauteur parquet, faux plafond et Intranet. Idéal direction, local haut standing, localisation MARAVAL Nekkha à Oran. Possibilité Appart au-dessus - Contactez le : 0777.52.27.01

■ Loue hangar + cour. Total 1.500 m², bureaux + loge gardien. Site sécurisé situé à Bouamama (Sidi Chami). Convient dépôt ou activité - Tél : 041.28.21.78 / 0770.31.60.80

■ Loue Bureaux (7 pièces + WC) 1er étage, bien situé (Bd de l'USTO). 112 m². 2 entrées. Parking. Sécurisé. Convient toute activité - Tél : 041.28.21.78 / 0770.31.60.80

■ MOSTAGANEM. Vends 4 grands locaux commerciaux + un parc en plein centre-ville. Actés - Au RDC + 1 Appart. Au 1er étage de 190 m² 2ème étage similaire sur terrain de 1.007 m². Endroit commercial + puits - convient toute activité - 0770.81.25.60 / 0791.80.46.33

■ RELIZANE. EL BAYADH : Cherche location longue durée d'un local entre 700 m² et 900 m² sur grand Axe ou Rodeo pour servir de Showroom Automobile - Tél : 0550.900.905 - MED

■ A louer local 36 m² situé au 3, Rue Taha Larbi - Bastié - ORAN. Ligne Bus 49 (sans eau, sans gaz, sans sanitaire) - Tél : 0772.72.35.54 - Curieux s'abstenir

■ Cherche local à louer ORAN-Ville. 100 m² et plus - N° 0771.24.48.52

■ A vendre magasin sis Larbi Ben Mhidi N° 33, ORAN. Surface 121,72 m². Façade 3,95 m. Souppente en béton. Sortie de secours. Sanitaire - Courtier et curieux s'abstenir - Contacter Tél : 0551.66.93.64

■ Local à louer en face Rond-point ZABANA fin Boulevard Front de Mer - Tél : 0771.62.72.64

■ SIDI BEL ABBES : Vends 2 magasins dans un marché (Ex-Souk El-Fellah) centre-ville - Tél : 0550.866.837

■ Mets en location local commercial de 53 m² Bd du Front de Mer - 0697.27.38.69

■ A vendre sur l'Avenue Sidi Chahmi - ORAN : Immeuble. N.C. - R+3 - RDC : Local commercial de 400 m² avec 1er / 2ème / 3ème des appartements grand standing - AG * 31 * IBN ROCHD - ORAN - 0771.54.59.96 - 0554.11.77.14

■ / Local 360 m² avec 2 niveaux + S/Sol maison vue S/Mer et S/la R.N. Ain El Turck - Cap-Falcon - Idéal Grossiste / Mandataire - P.O. : 2 - AG * 31 * IBN ROCHD - ORAN - 0771.54.59.96 - 0554.11.77.14

■ Particulier : Cherche en location grand Parking couvert environ 2.000 m² en bon état d'utilisation, avec Possibilité d'existence de bureaux et eaux courantes, dans la Commune d'Oran et ses alentours - Contactez au N° 0560.02.47.00 - de 09 h 00 à 16 h

■ Local à louer. Refait à neuf. 18 m², avec sanitaire, eau H24, au centre-ville d'Oran entre Place Hocche et Place des Victoires - Tél : 0554.70.39.18

■ Loue local commercial au Bd des Castors. Superficie 90 m². Endroit très demandé. Convientrait pour Société et autre activité commerciale - ORAN - 0796.75.17.81

■ Local à louer en activité (Fast Food) 30 m² + souppente, situé à l'adresse Place d'Armes - Tél.: 0797.43.07.28

■ A louer pour usage Bureau 30 m² avec sanitaires ou usage Salon de coiffure Dames rez-de-chaussée villa MARAVAL - 0771.00.21.84 - 0554.34.67.09

■ Vends Hôtel du Jardin 65 chambres, 5 étages, 360 m² - 24, Ave Cheikh AEK. Médouni ORAN - Loue Douche 30 cabines + 1 Appart F5, 156 m² entrée indiv. 1er étage 24, Ave Cheikh AEK angle Rue Khat Salah. ORAN + 1 Appart 130 m² F4 Ain El Turck - Tél : 041.34.96.49 - Fax : 041.58.85.11 - Port : 0661.20.81.95

■ A louer un local de 1.000 m², 700 m² couvert, dans un grand boulevard de l'Avenue de l'ANP. Boulanger. ORAN. 30 m de façade. Convient Showroom - Tél.: 0772.99.32.23 - 0551.77.55.86

■ Vente et Location à Plaza - Mobilart : des Apparts + villa avec piscine (meublée) - Tél. : 0555.35.13.96 - 0796.59.41.03

■ A louer local 300 m² 2 Faç. avec 3 portails. 5 m H. Très bien situé sur Gd Bd Oran-Est, avec Gde terrasse (Exp. à l'Ext.). Convient Showroom. Banque. Ass. - Etude Possib. Partenariat avec Impt. Véh. (Mag. P.R. + Atelier + Salle Exp. même endroit). Prix après visite - Tél.: 0552.63.90.34

■ Loue local à Hai Sabah - ORAN - Surface 25 m² - Tél.: 0770.62.68.78

DIVERS

■ Ch.-Dentiste vend un Fauteuil dentaire bon état avec Compresseur - URGENT - Tél.: 0555.91.93.63

■ A vendre une Chaîne de 3 Machines neuves d'origine France pour la production de la Compresse médicale - Tél.: 0550.83.13.12

■ Entreprise de Nettoyage d'Entretien et de Désinfection. Adresse : ORAN - N° T : 0772.20.45.61 - 0780.18.91.83

■ A vendre des Moules pour des boîtes d'électricité - Contacter 0661.59.06.75

■ A vendre Machine à crème CARPIGIANI 3 bras. Très bon état + Congélateur MORSI grand modèle - Tél.: 0771.043.108

■ Salon d'Esthétique Haute Technologie Mme Tabet Esthéticienne diplômée de Paris vous propose : Soin complet effet immédiat : Lifting. Eclaircissement. Anti-rides. Anti-cernes. Epilations définitive - Tél.: 0779.913.981 - Adr. : à côté Soufi Zoubida. Maraval. ORAN - Jours de réception : Samedi - Mercredi - 9 h - 18 h 30

■ Entreprise de travaux métalliques cherche un Associé qui peut avoir des projets de construction en : Charpente métallique - Chaudronnerie - Tuyauterie - Retubage chaudière et échangeur - Soudure Tig inox - Ferronnerie - Tél.: 0777.76.02.93 - ORAN

■ Besoin de solutions pour la décoration de votre intérieur : Placoplatre (BA 13) - Faux plafond. Démontable - Parquet en bois - Contactez-nous au : 0550.48.66.78 - E-mail : anwi.decoration@gmail.com

■ EUROL GLOBAL COLD (Succursale d'Oran). Domaine : Froid et Climatation - Ventilation et Désenfumage - Electricité Bâtiment - Détection et Protection Incendie - Plomberie Sanitaire et Evacuation - Chauffage central - Tél.: +213(0).41.28.66.02 / Fax : +213(0).41.28.66.01 - E-mail : contact@global-cold.com

■ Installation et Maintenance des Equipements Electriques et Frigorifiques & Climatation - T.S. en Electromécanique & T.S. en Automatisme - T.S. en Froid et Climatation - Cherche des projets - Etudie toutes propositions - Tél.: 0772.503.985 (OMAR)

■ A vendre Matériels Fast Food bon prix + local à louer 6.500 DA par mois en activité / Bd Général Nivelles - Maraval - Tél.: 0770.59.25.84 - KHALIL

■ A.V. une Scie pour viande Indust. + Matériel café : Machine café 4 bras BEZZERA + Arrière-bar décoratif + Garde-chaud - Tél.: 0774.52.24.70 - ORAN

■ A vendre Matériel complet de Menuiserie - état neuf - Contactez-moi N° 0771.57.96.24

■ A.V. Matériel crémérie : Machine CARPIGIANI 6 bras + Machine TAYLOR + 2 Congélateurs ENIEM + Congélateur MORSI + Congélateur à Bac * V7 * + Congélateur vertical... - Tél.: 0552.61.47.00 - ORAN

■ Problème de transport quotidien, Taxieur vous propose ses Sces - Abonnements - Course long trajet - Véhicule neuf climatisé - Contact CHERIF : 0665.71.05.38

■ Vous entendez mal ? Votre enfant entend mal ? Audifil vous offre un bilan audio-prothétique gratuit - Pour prendre rendez-vous, téléphonez au : 0661.10.35.01 Tlemcen - 0661.10.35.01 Alger

■ Vous entendez mal ? Votre enfant entend mal ? Audifil vous offre un bilan audio-prothétique gratuit - Pour prendre rendez-vous, téléphonez au : 0661.10.35.01 Oran - 0661.10.35.06 Mostaganem

■ Cherche Personne avec métier ou savoir-faire pour créer en association une activité commerciale dans un local à Hai Sabah - ORAN - Tél.: 0551.02.74.35

■ TLEMCCEN : Cherche Associé (Homme ou Femme) Médecin Biologiste ou Pharmacien Biologiste pour l'ouverture d'un Laboratoire d'analyses en plein centre-ville - Tél.: 0557.20.82.36

■ Ecole EL-HOURIA Agréée par l'Etat lance la formation de Technicien Supérieur en Bâtiment * Conducteur Travaux Bâtiment *. Inscription immédiate - Contacter le : 041.40.65.79 - 041.41.47.98 - 0770.81.45.47 - Adr. : 12, Rue de Mostaganem - ORAN

■ A vendre Matériel médical : Hystéroscope Bettochi neuf. Storz avec pince, ciseaux. Résectoscope rotatif neuf complet compatible Storz. Anse de résection optique. Coelochirurgie neuve. Colposcope - Tél. 0551.91.83.65

■ Prends en charge des Travaux de : Gros Œuvres. Maçonnerie - Rénovation - Aménagement - Plomberie - Peinture - T.C.E. - Clés en main - Avec Contrat et Garantie - Tél. 0555.94.04.33

■ Vends Cabine saharienne 5 pièces assemblées. Superficie 15 mètres x12 mètres - état presque neuf + Cabine saharienne 5 mètres x 4 mètres - Tél. 0559.39.49.82 - 1.600 tubes noirs longueur 6 m. Ø 19 extérieur Ø 16 intérieur étré

■ Jeune Revendeur achète : Tous types de Solde Tissus - La Vaisselle - Vêtements Homme, Femme, Enfant, Chaussure et Slips sport - Tél : 0772.12.17.20 - RABIE

■ L'Ecole de Cuisine et de Pâtisserie agréée par l'Etat, forme des Cuisiniers - Pâtissier - Pizzaiolo - Gâteaux Orientaux - 18, Rue BEK-KAL Baghdad - Cité Bon Accueil - Carteaux. HLM. ORAN - Tél : 041.42.34.46 - Mob : 0665.70.63.40 - 0555.11.47.80

DÉCÈS

La famille **CHAOUCHE-RAMDANE**
a le regret de vous informer du décès,
le 06 Février 2012 du

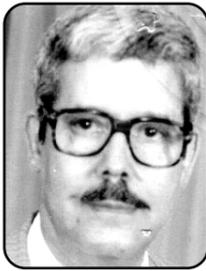
Dr CHAOUCHE-RAMDANE

Abdelghani

Chirurgien-dentiste à Aïn Témouchent,
à l'âge de 68 ans.

Le défunt a été enterré le lendemain au cimetière
de Sidi Chikh Senouci à TLEMCEM.

إنا لله وإنا إليه راجعون



REMERCIEMENTS

Les familles **MAROUF, RACHEDI**, parents et alliés, remercient vivement tous ceux et toutes celles qui, de près ou de loin, ont compati à leur profonde douleur, sans oublier le Dr **BOUCHENAK DJAOUED / Neuro** et les frères **BENHABIB (Cliniques)** suite au rappel à Dieu de leur père

Mr MAROUF SID AHMED survenu le 5/02/2012 à Tlemcen. Que chacun puisse trouver ici l'expression de notre gratitude. A Dieu nous nous appartenons et à Lui nous retournons.

DÉCÈS

La famille **ZIGH**, sa femme **Nebia**, sa fille **Chahrazade**, ses enfants, son mari, son fils **Louvari** et ses cousines **Fatima** et **Zohra** de France ont la douleur de faire part du décès de

Monsieur ZIGH Bakhtauoui qui est décédé le 29/01/2012 à Bel Abbès. Que Dieu, Le Tout-Puissant, puisse l'accueillir dans Son Vaste Paradis. A Dieu nous appartenons et à Lui nous retournons.



DÉCÈS

Mme **BEKADJA Fatima née BELBOURI** a la douleur de vous annoncer le décès de sa chère mère

Mme BELBOURI Khadra née BENSAAADA le 06-02-2012. L'inhumation de la défunte a eu lieu le 07-02-2012. Je demande à tous ceux qui l'ont côtoyée de faire une prière pour elle pour que Le Bon Dieu l'accueille dans Son Paradis. A Dieu nous appartenons à Lui nous retournons.



DÉCÈS

Les familles **BELBOURI, BENSAAADA, BENSMIR, ARDJA, BELHADJ, BEKKADJA, BENADOUDA, YAGOUBI** et **DJOUDI** ont l'immense douleur de vous faire part du décès de

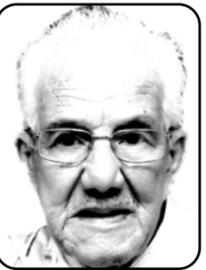
Mme BELBOURI KHADRA Née BENSAAADA
Domicile mortuaire : 11, Rue Hô Chi Minh - Centre-ville d'Oran.
إنا لله وإنا إليه راجعون



PENSÉE

Triste fut pour nous la journée du Jeudi 15 Décembre 2011 ou nous quittait à jamais notre cher père et grand-père

TCHOUAR Hadj Abderrezak laissant un vide que nul n'a pu combler. Nos pensées sont allées vers toi le 04 Février 2012, date à laquelle tu devais célébrer à Tlemcen tes 86 ans. Hélas, Le Tout-Puissant en a décidé autrement. Repose en paix, nous ne t'oublierons jamais. " A Dieu nous appartenons et à Dieu nous retournons " **Tes filles Haféda, Nacéra, tes petites-filles et petits-garçons qui ne t'oublieront jamais.**



HOMMAGE À NOTRE TRÈS CHER REGRETTÉ GRAND-PÈRE MOHAMMED-FETHI ALLAL

PAPI, Aujourd'hui nous sommes tous réunis, avec ceux que tu as aimés que tu as chéris et protégés. Sur nos visages on aperçoit une goutte qu'on appelle une larme. Autour de nous il n'y a plus de paysage, mais de la tristesse. Pour toi nous combattrons, Nous résisterons. Tu as été comme une fleur, Tu as embelli notre vie,

Puis tu disparais. Tu veilleras sur nous là-haut. Pour nous le ciel sera toujours bleu. Pour réapparaître dans nos mémoires saison après saison. Nous t'accompagnons ce jour pour le grand voyage. Nous t'aimerons toujours, gravé au fond de nous, dans un endroit qu'on appelle le cœur. Ta chaleur restera éternelle. **Tes petites-filles, Youssa et Sheima IKHLEF, Soraya ALLAL et Khadidja SAHLI**



REMERCIEMENTS

Nous vous remercions très affectueusement et sincèrement d'avoir participé à notre peine après le décès de notre dévoué époux, père et grand-père **El Moudjahed Mohammed-Fethi ALLAL** (membre du M.A.L.G.)

ainsi que des marques de sympathie que vous avez témoignées par votre présence à nos côtés, qui ont été d'un très grand réconfort dans ces moments douloureux. Qu'il est précieux de se sentir entourés en ces moments. Soyez-en remerciés du fond du cœur. **ALLAL Mohammed-Fethi** rappelé à Dieu le 06/01/2012. * Nous procédons de DIEU et c'est à Lui que nous retournons. **Son épouse BADIJA, ses enfants AZIZ, CHAFIKA, SOUAD, HAKIM, AMINA et apparentés.**



PENSÉE

SAÏDI MEHADJIA Une année s'est écoulée depuis la disparition et nous n'avons pas vu le temps passer. Très chère et regrettée **Magie** la douleur de ton départ précipité autant que ta présence, ton sourire et les souvenirs que tu nous as laissés ne nous ont pas quittés un instant. Tu n'es pas morte et tu resteras toujours vivante dans nos cœurs et dans le cœur de tous ceux qui t'ont aimée. Il est vrai qu' "On ne connaît la vraie valeur d'un être que lorsqu'il vient à nous quitter ". En ce jour 09/02/2011 anniversaire de ton départ, nous demandons à tous ceux qui t'ont connue d'avoir une pieuse pensée pour toi. Tu as vécu en silence et tu es partie sans faire de bruit. A Dieu nous appartenons, à Dieu nous retournons.

Ta sœur Laila, ta nièce Batouli et tous les liens
إنا لله وإنا إليه راجعون



PENSÉE

Cela fait déjà 2 années que tu nous as quittés à jamais notre chère mère et grand-mère et regrettée

LABIOD Aïcha épouse BELARBI, partie pour un monde meilleur le 9 Février 2010. Tes petites-filles **Hanane, Fatima, Nassima, Amina** demandent à tous ceux qui t'ont connue et aimée d'avoir une pieuse pensée à ta mémoire. Puisse Dieu, Le Tout-Puissant, t'accueillir en Son Vaste Paradis. **Ta fille Fatima TALHA**



PENSÉE

Cela fait 1 année, le 08/02/2011, que tu m'as quittée maman. Ton absence me fait très mal. Tu m'as laissée toute seule et personne n'éteindra les feux de mon cœur sauf tes photos d'ange. Je demande à tous ceux qui ont connu

Dr KADA BENOUNANE Fatima (Gastro-entérologue de Sig) d'avoir une prière aujourd'hui pour elle et que Dieu lui accorde Sa Miséricorde et l'accueille dans Son Vaste Paradis. Je remercie tante " **MENETH Kheira** " d'être son amie jusqu'au dernier souffle. **Ta chère Nadia**



PENSÉE

A la mémoire de notre cher époux et père **TOUIL Zine El Abidine**, décédé le 16 Février 2011.

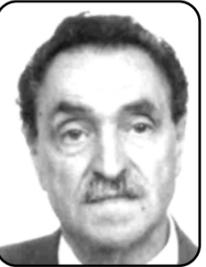
Nous gardons ton souvenir au plus profond de nos cœurs. Tu demeureras à jamais avec nous et tu continueras de nous accompagner tous les jours. Tes très chers **Ghizlaine, Aya et Abderrahmane** demandent à tous ceux qui t'ont connue et aimée d'avoir une pieuse pensée à ta mémoire et prier ALLAH de t'accueillir en Son Vaste Paradis. **Ta femme et tes enfants**



DÉCÈS

Les familles **MAROUF, RACHEDI, BILEM, SARI, MALTI, KARADJA, BOUGUETTAYA, MERABET, GUERMOUCHE, RAHMOUN, TCHOUAR, BABA HAMED** et **NIA** ont l'immense douleur d'annoncer le décès de leur père, frère, époux, oncle, beau-frère, grand-père **MR MAROUF SID AHMED**

Ex-Professeur de Dessin Lycée Dr Benzerdjeb et I.T.E. TLEMCEM - Décédé le 05-02-2012 Jour du Mouloud. Adresse : Cité Bel Air - TLEMCEM. **RABI YARHMEK**



PENSÉE

A la mémoire de notre Papa chéri **Monsieur OUFRIHA Mohamed** Il y a 10 ans. Il était un homme de bien, un homme de foi, un homme droit.

Que ceux qui l'ont connu se souviennent. Que ceux qui ont failli se souviennent. A la mémoire de Mamie, **Madame OUFRIHA née ABDI Yamina** Il y a 09 ans. Un profond silence, une si dure absence, une amère souffrance. Que la Terre leur soit légère.

PENSÉE

Cela fait deux ans, le 09 Février 2010, que nous a quittés **Mme LABIAD Aïcha, épouse BELARBI**

qui a été une mère, grand-mère, belle-mère et tante irremplaçable. Tu es partie, mais tu es et tu seras toujours dans nos cœurs. Tu as laissé un grand vide. Les familles **BELARBI, LABIAD, CHENIOUR SID LARBI, MIMOUN, BELAÏD** qui pensent à toi douloureusement. Repose en paix ma très chère maman **Ta fille Saliha dite Nadia et tes petites-filles Mellessa et Sara et leur père Mr Nainan.**

REMERCIEMENTS

La famille **BEN-HABIB** tient à remercier tous ceux qui ont compati de près ou de loin à leur douleur suite à la disparition de leur chère mère, grand-mère, arrière-grand-mère et tante, la regrettée

Mme BEN-HABIB Batoul née BAGHDADLI survenue le Mardi 24 Janvier 2012. Que Dieu accueille la défunte en Son Vaste Paradis. **إنا لله وإنا إليه راجعون**

PENSÉE

Il y a cinq ans, le 09/02/07, nous quittait subitement et à jamais notre très chère et regrettée sœur **Mme NEDJARI Née SAHRANE Souad** une femme d'une grande valeur morale qui a laissé un grand vide au sein de sa famille.

En ce douloureux souvenir, ses parents, ses enfants, ses sœurs, ses frères demandent à tous ceux qui l'ont connue une pieuse pensée pour elle. A Dieu nous appartenons et à Dieu nous retournons. **Sa sœur et sa maman**



DÉCÈS

Les enfants **CHAABANE Anas, Noumane, Lynda** et **Habib** font part du décès, à l'âge de 80 ans, de leur cher et regretté père

CHAABANE MOHAMED SEGHIR Médecin thermaliste à Blida et ancien membre de l'UGMA. Adresse mortuaire : Cité Oued Meftah rue B, n°8, Blida



PENSÉE

Déjà 3 ans depuis que nous a quittés notre cher frère et oncle **BELHADJ Omar**

le 09/02/2009 en laissant derrière lui un immense vide irremplaçable. Son souvenir reste gravé à jamais dans nos cœurs. En cette malheureuse occasion, toute sa famille demande à tous ceux qui l'ont connu d'avoir une pieuse pensée en sa mémoire et prier Dieu, Le Tout-Puissant, de l'accueillir en Son Vaste Paradis. **La famille BELHADJ**



PENSÉE

Le 01 Janvier 2012, cela fait 40 jours que notre cher fils - petit-fils - cousin - neveu et ami

BERRABEH BILAL nous a quittés, laissant un vide incommensurable. Nous demandons à tous ceux et celles qui l'ont connu et aimé d'avoir une pieuse pensée à sa mémoire. A Dieu nous appartenons et à Lui nous retournons. **Son oncle BENSMIR Mohamed**



PENSÉE

Il y a quarante jours, nous quittait à jamais cher et regretté **ABDOU B. (Benziane)** En cette douloureuse circonstance, son épouse et ses filles demandent à tous ceux qui l'ont connu et aimé d'avoir une pieuse pensée à sa mémoire. **Qu'Allah Tout-Puissant l'accueille en Son Vaste Paradis.**

OFFICE PUBLIC DE MAITRE HAMIDI MAJDOUB
Commissaire-priseur près le tribunal de Sidi Bel Abbès
04, Rue Beit El Quods - Sidi Bel Abbès -
Tél : 040-41-81-35 Mob : 07-73-33-27-98
AVIS DE VENTE AUX ENCHÈRES PUBLIQUES AVEC ADMISSION DE SOUMISSIONS CACHETÉES
LE MERCREDI 15 FEVRIER 2012
- Au parc de la commune de Merine Wilaya de Sidi bel Abbès à 10 h 00 mn.
N°Lot Désignation
02 - Un Minibus HYUNDAI (15 Places)
Imm : 00032-401-22 - En Bon Etat - Avec Carte Grise
Conditions de vente : (Se référer au cahier des charges).
Le Commissaire-priseur

" IMPORTANTE SOCIÉTÉ PRIVÉE INSTALLÉE À ORAN. RECRUTE :
Un comptable
" Diplômé dans la filière. " Connaissance du français parlé et écrit de très bon niveau. " Maîtriser les écritures comptables et suivi opérations bancaires. " Maîtriser l'outil informatique. " Résider à Oran. Cadre de travail dynamique et agréable. Salaire motivant. Les candidatures sont reçues à l'adresse email suivant : **oran_recruitsprive@hotmail.fr**

PENSÉE

Une année est passée depuis le départ prématuré de notre cher et regretté père, mari, frère et oncle

MEFTAH Houari Il restera toujours présent dans nos cœurs. **Ton fils Houssam**
إنا لله وإنا إليه راجعون



PENSÉE

C'était le 02-02-2011, tu nous as quittés à jamais notre très cher père, frère, ami

Mr DJIDEL M'hamed Une année est passée en laissant un immense vide. Nous demandons à tous ceux qui l'ont connu, côtoyé et apprécié, d'avoir une pieuse pensée en sa mémoire et de prier Dieu, Le Tout-Puissant, de lui accorder Sa Sainte Miséricorde et l'accueillir en Son Vaste Paradis.



40ème JOUR

Déjà 40 jours se sont écoulés depuis que nous a quittés notre cher et regretté père **MANSOURI Mohamed** Les familles **FERHAOUÏ - HABIBI - BELMEKKI - MANSOURI - BENMAGHNA - YAHIANI - ADDAD** et **SEROUTOU**. Tu étais le père et le grand-père exemplaire, le bien-aimé de tous. Ta générosité, ta tendresse et ta douceur resteront gravées dans nos cœurs. Tes enfants et tes petits-enfants et toute la famille demandent à tous ceux qui t'ont connu d'avoir une pieuse pensée à ta mémoire. Que Dieu Tout-Puissant lui accorde Sa Sainte Miséricorde. Repose en paix cher papa. **Tes enfants**



En raison du mauvais temps Les matches de ce week-end reportés

Kamel Mohamed

Les matches de la 20^e journée du championnat des Ligues 1 et 2, initialement programmés ce samedi, ont été carrément reportés par la Ligue de football professionnel. Ils sont programmés le week-end prochain, soit les 17 et 18 février. Les raisons de ce report font suite aux prévisions météorologiques qui annoncent de grosses perturbations climatiques marquées notamment par d'importantes chutes de neige sur le pays, durant ce week-end, explique la LFP sur son site officiel. Aussi, la LFP s'est montrée soucieuse de la santé des joueurs et veut ainsi éviter aux équipes de prendre le risque de se déplacer à travers des routes coupées ou impraticables, ajoute-t-on. Pour rappel, l'équipe de Biskra, qui se déplaçait à Sidi Bel Abbès le week-end dernier, a été

victime d'un accident de la circulation sans gravité à Tiaret. Toutefois, et afin d'éviter le cumul des matches retard, la LFP a avancé ou maintenu deux matches de la 20^e journée de la Ligue 1 pour ce samedi. Il s'agit des rencontres ASO-ES Sétif et MCA-JSMB. Les équipes de Chlef et de Bejaia se déplaceront au début de la semaine prochaine, respectivement au Burkina Faso et au Tchad dans le cadre des matches du premier tour éliminatoire de Ligue des champions d'Afrique. Pour ce qui est de la journée de ce mardi (14 février), elle est consacrée aux matches retard de la précédente journée. Les rencontres de la Ligue 1, programmées ce mardi sont CSC-CAB, NAHD-MCA et MCEE-MCO. Il faut relever que le derby algérois est maintenu au stade du 5-Juillet, le Mouloudia ayant refusé de jouer à Blida, comme suggéré par la direction

du Nasria. Les responsables du NAHD ont souhaité jouer au stade Mustapha-Tchaker en raison de la dégradation de la pelouse du 5-Juillet, encore gorgée d'eau suite à la fonte de la neige qui la recouvrait jusqu'à mardi dernier. La terre du terrain étant imperméable et les pluies devant continuer de s'abattre sur Alger durant les prochains jours, la pelouse risque de se dégrader davantage. Pour ce qui est de la Ligue 2, trois autres matches retard sont au programme ce mardi, à savoir MSPB-ESM, OM-PAC et USMBA-USB. La LFP a également reporté à une date ultérieure le match de Ligue 2, MOC-JSS, en raison du déroulement de la rencontre CSC-CAB au stade Hamlaoui. Par ailleurs, les rencontres du championnat national amateur et de la ligue inter-régions programmées ce week-end ont été toutes reportées à la semaine prochaine.

Après sa démission du BF de la FAF Fergani s'explique et compte reprendre du service

Ali Fergani a indiqué que sa décision de démissionner du bureau fédéral de la FAF n'est pas pour polémiquer avec la fédération, mais elle intervient pour signifier qu'il ne fait pas partie des «bénévoles».

Fergani avait démissionné lundi dernier afin de protester contre la décision de la FAF de reporter sa nomination au mois de septembre prochain à la tête de l'équipe nationale A'. Il a précisé, lors d'une conférence de presse animée hier à Alger, qu'au cas où il attendrait sa nomination jusqu'en septembre 2012, ce ne serait plus un challenge pour lui. Selon l'ancien capitaine de l'équipe nationale mondiale de 1982, sa désignation devrait intervenir en septembre 2012, alors que la FAF tiendra son assemblée générale électorale en février 2013. Fergani appréhende ainsi que la future FAF ne lui renouvelle pas con-

fiance. «Dans ce cas de figure, prendre l'équipe A' ne serait plus un challenge pour moi», a-t-il dit.

Aussi, une des raisons ayant amené Fergani à démissionner du bureau fédéral est en relation avec le PV ayant sanctionné la dernière réunion du BF. Il a expliqué qu'il était intervenu lors de cette réunion et avait annoncé sa démission. Fergani s'est étonné que le PV du BF n'ait pas mentionné sa décision de démissionner, affirmant que son départ de la FAF, où il a passé trois ans en tant qu'«élu», est «irrévocable».

Fergani est également revenu sur le processus de sa désignation, révélant que le président de la FAF, Mohamed Raouraoua, lui avait proposé en septembre 2011 le poste d'entraîneur adjoint du sélectionneur national, Vahid Halilhodzic. «J'ai refusé ce poste, mais j'avais proposé à Raouraoua de désigner Djamel Menad. En définitive,

les deux hommes n'étaient pas parvenus à s'entendre sur le salaire». Fergani poursuit en expliquant que Raouraoua lui avait proposé par la suite de prendre en main l'équipe A' avec Lakhdar Belloumi. Il a indiqué qu'il était étonné de lire dans la presse que lui-même avait refusé un salaire de 400.000 dinars. Fergani a demandé des explications à Raouraoua, lequel a fini par lui proposer 550.000 dinars par mois. Cependant, Fergani s'est dit irrité lorsqu'il a su que sa nomination a été reportée à septembre prochain, alors qu'il avait refusé des offres émanant de l'étranger. Maintenant qu'il n'a plus aucune obligation à la FAF, Fergani a annoncé son retour sur les terrains de football dès la saison prochaine, indiquant qu'il étudiera toutes les offres émanant des clubs.

K. M.

WAT - Avant la réception du MCO Le staff dirigeant et l'entraîneur en appellent au fair-play



Saïd B.

Malgré le report de la prochaine journée de la ligue 1 avec au menu le derby de l'ouest, WAT-MCO, le président du Widad de Tlemcen a animé un point de presse où il a mis l'accent sur les relations entre les deux clubs qui doivent être empreintes d'un esprit de fraternité et ce, en dépit de la rivalité sportive.

«Nous devons ouvrir une nouvelle page dans les relations avec nos voisins du MCO et effacer des mémoires ce passé douloureux. Nous allons accueillir nos frères du Mouloudia avec la plus grande hospitalité et avec tous

les égards. Nous allons les recevoir avec des fleurs et un esprit de fraternité, car après tout il ne s'agit que d'un match de football. En somme, nous dirigeants du Widad souhaitons la bienvenue à Tlemcen à nos homologues d'Oran et nous ferons tout pour que ce derby soit dominé par le fair-play, le plus total», dira tout de go le premier responsable du Widad de Tlemcen, Abdelkrim Yahla qui n'a pas manqué de tirer à boulets rouges sur les anciens dirigeants du Mouloudia qui ont attisé la haine entre les deux galeries. Evoquant ce derby proprement dit, le président du Widad estime que «ses joueurs sont doublement motivés pour

remporter la victoire afin d'assurer au plus vite le maintien et pourquoi pas jouer les premiers rôles». C'est le même son de cloche chez le vice-président Lakehal Hanafi et l'entraîneur Amrani qui abondent dans le même sens en indiquant que les trois points resteront à Tlemcen. Ces derniers lancent cependant un appel pour que cette rencontre ne sorte pas de son cadre sportif. «Nous voulons que les supporters des deux camps assistent à une belle rencontre tout en barrant la route aux perturbateurs qui veulent nuire aux relations entre les deux clubs. Le football est une fête de la jeunesse et non pas une arène», concluront-ils.

Ligue 2 Le CABBA proche du but

M. Zeggai

Le CABBA a franchi ce mardi un grand pas pour un retour parmi l'élite. C'est l'impression qui se dégage compte tenu de son avance considérable sur ses poursuivants immédiats. En infligeant à leurs dauphins de la JSS leur première défaite à domicile, les Bordjis sont bien partis pour atteindre leur objectif d'autant plus qu'ils auront à recevoir les autres rivaux tels que le MOB, l'USMA et l'USMBA. Pour sa part, le team de la Saoura, en dépit de son premier échec à domicile, reste dans la course avec toujours quatre points d'avance sur le troisième, l'USMBA, avec un match en retard. Si cette défaite ne remet pas en cause le remarquable parcours des Becharis, elle suscite cependant des regrets suite aux incidents ayant émaillé le choc JSS-CABBA. «Cer-

tes, nous déplorons de tels agissements, mais il faut reconnaître que l'arbitre Mial a mis son grain de sel. A mon sens, il n'a pas réprimé le jeu brutal des visiteurs. Cette situation, que nous regrettons bien sûr, risque de perturber le groupe, mais nous sommes en train de sensibiliser tout le monde, joueurs et supporters, pour reprendre notre marche en avant car c'est tout le Sud qui est derrière nous», dira le président de la JSS Zerrouati. Dans les autres rencontres, l'USMA a effectué un joli bond au classement avec cette quatrième place ex-aequo avec le MOC qui compte néanmoins deux matches retard. Les Annabis n'ont pas raté l'occasion de battre l'ASMO qui rentre dans les rangs. En bas de tableau, le fait saillant de cette journée aura été la surprenante victoire de l'ABM, alors que l'étau se resserre sur le SAM en butte à une crise interne.

Basket-ball - Superdivision Spectacle à Dar El Beïda et opération rachat à Cherchell

Fouad B.

La DOS de la FABB fait dans l'inédit. En effet, l'instance en question, qui aurait dû reporter cette 17^e journée au vu des conditions climatiques exécrables touchant une grande majeure partie du pays, en a décidé autrement. Le bon sens aurait voulu, comme l'ont suggéré techniciens et dirigeants de clubs du centre que ce week-end soit réservé à une autre mise à jour du calendrier pour éviter toute polémique comme c'est le cas pour cette rencontre MSC-WAB. Le dit match qui n'a pas eu lieu à sa date initiale, faute de licences du Widad, et dont le gain du match devait logiquement être attribué au club de Cherchell est programmé demain, alors que le match retour est prévue mardi prochain. A signaler que la mise à jour du calendrier qui avait à son menu quatre matchs ce mardi s'est limitée à deux rencontres, le GSP a écrasé l'OB (116-61) et l'OMBBA a surpris l'USS à Sétif (62-71). Cela dit, cette 17^e journée sera dominée par

la belle affiche qui opposera, à Dar El Beïda, le CRBDB, candidat au podium final, au NBS qui retrouve des couleurs. Cette journée s'annonce par ailleurs à l'avantage des grosses pointures. A commencer par le GSP qui reçoit pour une simple formalité l'USMB. Idem pour le TBBB et le CSMC qui accueillent respectivement l'OMBBA et le NAHD. Quant au WAB, il sera en conquérant à Cherchell pour une opération rachat. Dans le reste des rencontres qui auront lieu à l'Est, la victoire ne doit pas, sauf grande surprise, échapper aux équipes locales, l'ABS, l'OB et l'IRBBA, recevant respectivement l'USS, l'AUA et le CRBT.

Vendredi 15h00

Dar El Beïda : CRBDB - NBS
Hydra : GSP - USMB
Cherchell : MSC - WAB
Skikda : ABS - USS
Batna : OB - AUA
Blida : TBBB - OMBB
Constantine : CSMC - NAHD
Bordj Bou Arreridj : IRBBA - CRBT

Karaté - Championnat national à Alger Participation record attendue à la 28^{ème} édition

Une participation record est attendue à la 28^e édition du Championnat d'Algérie kata (individuel et par équipes) et kumité (individuel), seniors (dames et hommes), prévue aujourd'hui et demain à la salle Harcha Hacène (Alger), a-t-on appris auprès de la fédération algérienne de karaté-do (FAK). Quelque 500 athlètes, dont un peu moins de la moitié de la gent féminine, et représentant une trentaine de ligues de wilaya, sont annoncés à l'édition 2012 du championnat national. Inscrit au calendrier annuel de la FAK, le championnat d'Algérie offre l'opportunité aux entraîneurs d'«évaluer le niveau de leurs athlètes», dont les internationaux. Le tournoi sert également de tremplin aux «nouveaux talents pour s'illustrer et prétendre à une place en équipe nationale». Selon le programme arrêté, les épreuves de ce championnat concernent 10 catégories de poids: -50kg, -55kg, -61kg, -68kg, et +68kg (dames), et -60kg, -67kg, -75kg, -84kg et +84 kg (hommes). La manifestation débutera, jeudi matin, par les épreuves de kata (individuel et équipe) dames et hommes, et éliminatoires et repêchages de kumité (-68kg et -68kg dames). En début d'après-midi de la même journée, les épreuves de kumité (individuel) se poursuivront avec les éliminatoires et repêchages: (-61kg dames), et +84kg, -84kg et -75kg/hommes). La seconde journée du Champion-

nat national (vendredi) débutera la matinée, avec les éliminatoires et repêchages des épreuves du kumité: (-50 Kg et -55kg/Dames), (-60 kg et -67 kg/hommes). A l'inverse des années précédentes, toutes les finales (14 au total) du championnat (kata équipe, individuel) et kumité (hommes et dames), sont programmées dans l'après-midi (à partir de 15h00) de la journée de vendredi. «Nous avons veillé à réunir tous les moyens pour la réussite de cette 28^e édition du championnat d'Algérie», a expliqué le président de la FAK, Aboubakr Mekhfi, assurant que ce rendez-vous est aussi une «occasion pour nos entraîneurs de faire une évaluation objective du travail qui a été fait au niveau des clubs surtout, et d'en tirer les enseignements». Pour le bon déroulement des épreuves, la commission nationale en charge de l'organisation de cette manifestation sportive a chargé les meilleurs arbitres nationaux et internationaux pour officier lors des épreuves et veiller à ce que la sportivité l'emporte sur tous le reste. « Cette commission devrait réunir les moyens humains et matériels nécessaires pour garantir un bon déroulement des épreuves», explique-t-on au niveau de la FAK. Outre les compétitions comptant pour les titres nationaux, la fédération a programmé des exhibitions d'une durée de 30 minutes, réalisées par les jeunes des écoles de karaté.



EPE SOREMEP Spa (Filiale ENTC - SGP CABELEQ)
شركة الدراسات و الإنجازات الميطالوبلاستيكية
Société d'Etudes & de Réalisations Métalloplastiques
au capital social de 1.418.600.000 DA



AVIS D'ANNULATION

APPEL D'OFFRES N° 10/SOREMEP/2011

L'appel d'offres, paru en date du 12 Janvier 2012, relatif à la sélection d'un organisme de certification accrédité pour l'évaluation de la conformité du système de management environnemental selon la norme ISO 14001 Version 2004 et du système de management santé & sécurité au travail selon le référentiel OHSAS 18001 Version 2007, est annulé.

Pour toute information supplémentaire, ci-après les coordonnées de l'EPE SOREMEP Spa.

SOCIETE D'ETUDES ET DE REALISATIONS METALLOPLASTIQUES
EPE SOREMEP Spa (Filiale ENTC)
BP 330 - Z.I. - Route de Chetouane - Desserte n° 6 - Tlemcen - 13000
Tél : 043 27 47 03 / 043 27 47 05 / 043 27 15 94
Fax : 043 27 15 91
E-mail : soremep@yahoo.fr
www.soremep-dz.com

OMRA عجرة

15 et 21 Jours - 2 Nuitées à Doha - QATAR

Hôtels proches des Hameines

Départ à partir du 01 Mars 2012

INSCRIPTION

ELMOUHSSINOUNE TOURS

47, Rue Larbi Ben M'hidi Oued-Rhiou 48300 - Relizane
Tél.: 00 213 46 97 68 17 Tél/Fax: 00 213 46 97 78 57

ORAN

05 rue J.M Laribere - Oran

Tél.: 041 33 37 43 / 33 63 25 / 041 33 60 66

PROMOTION IMMOBILIERE PRIVEE

SISE A HASSI BOUNIF - ORAN

ANNONCE

VENTE LOCAUX COMMERCIAUX
VENTE LOGEMENTS

N° TEL. : 0553.59.42.55 / 040.23.54.27 0560.20.97.50

OFFICE PUBLIC DU COMMISSAIRE-PRISEUR PRES LE TRIBUNAL
DE RELIZANE - Maître **ABBES Nacer-Eddine**
30 Bd ABDELMOUMEN - RELIZANE - TEL : (046).92.20.92

AVIS DE VENTE

Il sera procédé à la vente aux enchères publiques par Soumissions Cachetées du Matériel ci-après désigné le 16/02/2012 à 10 H 30 du matin au Siège de l'E.I.T. sis OULED MEZIANE MAZOUNA. WILAYA DE RELIZANE.

N° DU LOT	DESIGNATION DU MATERIEL APPARTENANT A SOPRESICAL	ETAT
01	Hangar en tôle galvanisée	Moyen
02	Hangar en charpente	Moyen
03	04 Fermes pour charpente	Moyen

CONDITIONS DE VENTE :

- Les soumissions doivent être déposées au bureau du Commissaire-priseur au plus tard le 15/02/2012 à 15 Heures.
- L'ouverture des Plis se fera en présence des enchérisseurs.
- Voir Cahier des charges déposé au bureau du Commissaire-priseur

Le Commissaire-priseur

مكتب الأستاذ قارة مصطفى مصطفى - محافظ البيع بالمزاد العلني بوزارة اختصاص محكمة مستغافم
حي 19 مارس 1962 عمارة Y مستغافم - الهاتف: 045.21.14.19

إعلان عن بيع بالمزاد العلني

سيشرع الأستاذ محافظ البيع بالمزاد العلني، وهذا بناء على طلب السيد المصفي لشركة ذات المسؤولية المحدودة "النادي" في حالة تصفية، البيع بالمزاد العلني يوم 13 فبراير 2012 على الساعة العاشرة صباحا بمحطة توزيع البنزين (Station d'essence) بالحسيان الطريق الوطني AB رقم 17 العتاد التالي:

رقم الحصة	التعيين
حصة واحدة	عتاد الأشغال العمومية من طراز 428D كتر بيلار و عتاد التلحيم قنوات البلاستيك

الشروط: الشروط المعتادة في البيع بالمزاد العلني. محافظ البيع



وكالة «زناتة للسفر»

OMRA 2012

Omra : Priorités aux personnes Agées.
Presque 30 ans d'expérience dans le monde des Voyages Religieux.

Départ d'Oran vers Djeddah et Médine à compter du 20.02.2012.

Plusieurs vols par semaine jusqu'au mois de Ramadhan.

Formules 15 jours et 21 jours.

Assistance, qualité, accueil et assurance.

Réervations : 041.39.12.05 - 041.39.12.57 -

041.41.37.21 - 041.41.36.33 Oran

043.24.04.34 - 043.24.90.28 Remchi

Fax : 043.24.90.28

043.27.70.90 - 043.27.35.35 Tlemcen

Mail : contact@zenatavoyages.com

Mail : zenatavoyages@hotmail.com

SOCIÉTÉ PRIVÉE À ORAN RECRUTE

Vous êtes dynamique, vous faites preuve de rigueur, d'organisation et d'un haut sens des responsabilités, vous avez de l'ambition, **contactez-nous, des postes sont à pourvoir actuellement !**

- Architecte
- Technicien supérieur en Architecture

Profils recherchés :

- Expérience de 03 à 05 ans
- Maîtrise de l'autocad et 3 DS Max est un plus
- Organisation, rigueur, méthode et rapidité d'exécution
- Sens de la confidentialité, de la discrétion et de l'écoute
- Adaptabilité et mobilité
- Goût du travail en équipe

Lieu d'exercice :

- ORAN, ALGER

Envoyer vos CV par mail :

architecte_2012@yahoo.fr

IMPORTANT CONCESSIONNAIRE AUTOMOBILE

Z. DES SHOWROOMS ES-SÉNIA (ORAN)

Recrute dans l'immédiat

• Poste 1: **COMMERCIAUX**

Diplôme universitaire (licence en gestion ou commerce), maîtrise parfaite du français, arabe et anglais, maîtrise l'outil informatique. Agés de 25-30 ans. 3 ans d'expérience dans le domaine.

• Poste 2: **COMPTABLE**

Diplôme CMTC ou Equivalent. Maîtrise parfaite du français et arabe. Agé de 25-30 ans. 2 ans d'expérience et plus dans la fonction.

Avantages: - Salaire intéressant + CDI après confirmation. - Transport assuré axe ES SENIA - ORAN. - Divers avantages.

Merci d'envoyer vos CV et lettre de motivation manuscrite par fax au

041-49 91 10 ou par mail : recrutement_ben@yahoo.fr

SOCIÉTÉ À ORAN

Recrute

- Secrétaires
- Ingénieurs et techniciens en électromécanique
- Licenciées en sciences économiques ou commerciales
- Agents de sécurité
- Femme de ménage

Résider à Oran-ville

Envoyer CV + photo à emploi1131@yahoo.fr



Salon International de
L'Habitat et de l'Urbanisme
Et du logement



11^{ème} Salon International
du Bâtiment, de la ceramique
des Materiaux de Construction
et des travaux Publics

Informations/ inscription: 213.21.67.65.64

ORAN - PALAIS DES EXPOSITIONS
DU 05 au 10 Mars 2012

021.67.17.33/021.67.27.99/ 0550.40.25.66/021.29.32.88



10.30 Dessins animés à Timimoun
11.00 Le sbou'e
12.00 Journal en français
12.20 El hout
13.30 Tadjer
14.30 Soufoun imlaqa
Documentaire

15.20 Bruce Lee
16.40 Maya l'abeille
17.10 Dessins animés
17.35 Oulama'el el djazaïr
18.00 Journal en amazigh
18.20 Edhikra el akhira
19.00 Journal en français

19.30 Canal azur
- «**Bonjour d'Algérie**»
Documentaire
20.00 Journal
20.45 100 frontières
21.10 Hassna
Feuilleton algérien
21.40 Le week-end sportif
22.40 Alwan biladi
23.30 Concert malouf



09.35 Amour, gloire et beauté
10.00 C'est au programme
11.00 Motus
11.30 Les Z'amours
12.05 Tout le monde veut prendre sa place
13.00 Journal
14.00 Toute une histoire
15.15 Comment ça va bien !
16.15 Le jour où tout a basculé
17.10 Seriez-vous un bon expert ?
17.55 On n'demande qu'à en rire
18.55 N'oubliez pas les paroles
20.00 Journal



20.35 Envoyé spécial
Présenté par Françoise Joly, Guilaïne Chenu
- Femmes égyptiennes : la révolution pour qui ?
Le témoignage de Caroline Sinz, journaliste de France 3, a frappé l'opinion publique : en novembre 2011, elle a été agressée sexuellement sur la place Tahrir, le symbole de la révolution égyptienne. Elle n'est pas la seule. Quelques mois plus tôt, les forces de l'ordre ont arrêté Samira Ibrahim et lui ont fait subir un «test de virginité».
22.05 Complément d'enquête
23.20 Avant-premières
00.55 Journal de la nuit
01.15 Faites entrer l'accusé



10.50 Midi en France
12.00 12/13 : Journal régional
12.25 12/13 : Journal national
13.00 13h avec vous
14.05 Inspecteur Derrick
14.55 Questions au gouvernement
16.00 Sénat info
16.15 Avenue de l'Europe
16.40 Slam
17.25 Des chiffres et des lettres
18.10 Questions pour un champion
19.00 19/20 : Journal régional
19.30 19/20 : Journal national
20.00 Tout le sport
20.10 Plus belle la vie



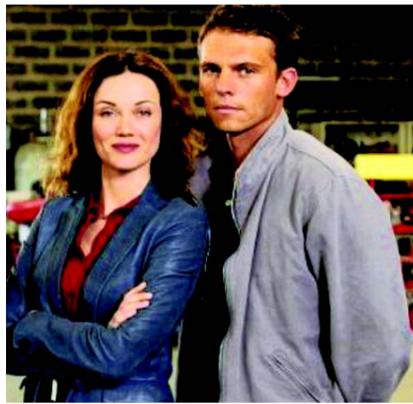
20.35 Bouquet final
Avec Didier Bourdon, Bérénice Bejo
Gabriel est ravi : il vient de trouver un emploi au sein d'une entreprise américaine. Ses compétences de commercial vont enfin pouvoir être reconnues. Seul problème : il s'agit d'une entreprise de pompes funèbres. Difficile, dès lors, d'assumer sa nouvelle situation professionnelle auprès de sa famille et de Claire, sa petite amie. Pour apprendre les ficelles du métier, Gabriel effectue une première immersion au sein d'une des principales agences de la firme.
22.25 Soir 3
22.50 Elysée 2012, la vraie campagne
23.45 Les sorties de la semaine
23.50 Libre court
00.50 Des racines et des ailes



08.49 Anime ta vitamine
08.55 Les maternelles
10.00 Allô Rufo
10.15 Superstructures XXL
11.05 La solitude du survivant
12.04 Yakari
12.17 Geronimo Stilton
12.40 Princesse Sarah
13.40 Le magazine de la santé
14.35 Allô, docteurs !
15.10 Vues d'en haut
15.35 Carnets de marche
16.35 Aluminium, notre poison quotidien
17.30 C à dire ?
17.45 C dans l'air



19.45 Arte journal
20.05 28 minutes
20.35 Borgen, une femme au pouvoir
- La dignité du centre
Avec Sidse Babett Knudsen, Johan Philip Asbaek, Mikael Birkkjær
Birgitte Nyborg dirige le Parti centriste danois. Trois jours avant les élections législatives, cette femme au caractère bien trempé décide de jouer son propre jeu contre une frange de ses alliés. Les électeurs la suivront-ils ? Au même moment, le Premier ministre en place est accusé de corruption et la journaliste Katrine Fonmark, populaire et incisive, voit sa vie personnelle basculer quand son amant, bras droit du Premier ministre, meurt brutalement. Enfin, Birgitte congédie son spin doctor, Kasper Juul, qui a commis un grave manquement à l'éthique...
22.35 Nanotechnologies : la révolution invisible
23.25 Les gars et les filles
00.35 Le Petit Poucet



TF1 20.50

ALICE NEVERS, LE JUGE EST UNE FEMME

- Famille en péril
Avec Marine Delterme, Fanny Feret, Jean-Michel Tinivelli, Anna Sherbinina
Natalia Galati, une jeune et jolie Roumaine de 30 ans, en France depuis quelques mois, a été assassinée dans son parking quelques heures avant son mariage avec Alexandre Leman, un Français de 62 ans. S'agissait-il d'un mariage blanc, d'un mariage gris, d'un vrai mariage d'amour ? La différence d'âge fait penser que Natalia et Alexandre avaient conclu un accord, mais peut-être n'en est-il rien. Parallèlement, Alice tombe des nues lorsqu'elle apprend que Marquand a demandé sa mutation...



M6 20.50

CRIMINAL MINDS : SUSPECT BEHAVIOR

- Trafic
Avec Forest Whitaker, Matt Ryan, Janeane Garofalo, Kirsten Vangsness
Jack Fickler sollicite l'aide de l'unité spéciale après que le juge Marshall Phelps, un ami proche, lui a signalé la disparition de sa fille Emma. Les enquêteurs ne mettent pas longtemps à établir que la jeune femme et l'amie toxicomane qui l'accompagnait ont été enlevées sur un parking alors qu'elles cherchaient à se procurer de la drogue. Ils découvrent qu'Emma a été trompée et attirée dans un piège par un certain Page. Toute l'équipe se met à la recherche de cet individu, le seul capable de permettre à Phelps de retrouver sa fille vivante...



CANAL+ 20.55

TERRA NOVA

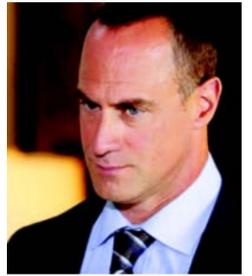
- Trompeuses apparences
Avec Jason O'Mara, Naomi Scott, Robert Coleby, Landon Liboiron
Après six mois d'absence, le professeur Ken Horton et son équipe reviennent d'une expédition dans la jungle. Grande admiratrice du scientifique, Maddy parvient à décrocher un poste d'assistante de recherches à ses côtés. Elle découvre alors un secret concernant l'un des meilleurs scientifiques de la colonie Terra Nova, et ce scoop pourrait bien la mettre en danger. De son côté, Josh tente toujours de faire venir à Terra Nova sa petite amie Kara. Mais il est obligé de faire des compromis qui peuvent s'avérer désastreux. En effet, Mira lui demande de voler des médicaments dans la clinique de sa mère...



23.35 New York unité spéciale

11.05 La roue de la fortune
12.00 Les douze coups de midi
13.00 Journal
13.55 Les feux de l'amour
14.55 L'ombre d'une rivale
16.35 Les frères Scott
17.25 Bienvenue chez nous
18.20 Une famille en or
19.05 Money Drop
20.00 Journal
20.50 Alice Nevers, le juge est une femme

- Une vie volée
Avec Christopher Meloni, Mariska Hargitay
Une jeune femme appelle les secours : elle vient d'assommer un homme qui s'était introduit chez elle pour la violer. A son réveil, l'agresseur déclare qu'il veut porter plainte contre sa victime car elle n'avait aucune raison de le frapper : il soutient en effet mordicus qu'elle lui a demandé de venir chez elle après leur rencontre virtuelle sur un site spécialisé.
02.05 Reportages



23.10 Coupable, non coupable

09.00 M6 boutique
10.15 Tout le monde peut jouer
11.00 Desperate Housewives
12.45 Le 12.45
13.00 Scènes de ménages
13.45 Une femme de cran
15.40 La dernière chance d'Annie
17.40 Un dîner presque parfait
18.45 100% Mag
19.45 Le 19.45
20.05 Scènes de ménages
20.50 Criminal Minds : Suspect Behavior

- L'affaire Régis
Régis Tiercelin Présenté par Nathalie Renoux
En décembre 2009, à Evry, se déroulait le procès en appel de Régis Tiercelin, Sylvie Douet et Guillaume Gérard, accusés d'avoir assassiné de soixante coups de couteau Sandrine Cordon. La victime avait été retrouvée massacrée dans la cave de son immeuble en 2005. L'enquête des gendarmes avait rapidement penché pour la théorie d'un crime organisé : Régis aurait commandité l'assassinat, Sylvie aurait fourni l'arme du crime et Guillaume aurait tué.
00.40 Wallander : enquêtes criminelles



22.15 Damages

10.20 Groland.com
10.40 TEDx Concorde 2012
12.20 La nouvelle édition 1ère partie
12.45 La nouvelle édition
14.00 Le monde de Narnia, chapitre 3 : l'odyssée du Passeur d'aurore
15.50 Body of Proof
16.30 Surprises
16.35 Faster
18.20 30 Rock
18.45 Le JT
19.10 Le grand journal
20.05 Le petit journal
20.30 Le grand journal, la suite
20.55 Terra Nova



- Ingratitudes
Avec Rose Byrne, Glenn Close
Patty est obligée de suivre des séances de psychothérapie après avoir cassé le nez de son gardien d'immeuble. Ellen monte un dossier sur High Star pour le présenter aux partenaires de son cabinet. Bien qu'elle ait convaincu Chris de témoigner, ses supérieurs refusent de poursuivre l'affaire.
23.05 30 Rock
23.50 Avant l'aube
01.30 Benvenuti al Sud



16.00 TV5MONDE, le journal
16.25 Questions pour un champion
17.00 360° -GEO
18.00 TV5MONDE, le journal
18.40 La petite vie
19.05 Epicerie fine
19.30 Tout le monde veut prendre sa place
20.30 Journal (France 2)
21.00 Trauma
21.45 Trauma
22.35 TV5MONDE, le journal
22.45 Journal (TSR)
23.30 Questions à la une
00.10 TV5MONDE, le journal Afrique



08.10 Iron Man
08.55 Angus & Cheryl
09.05 Angel
10.40 Plus belle la vie
12.30 Friends
13.55 Urgences
17.00 Friends
17.55 Plus belle la vie
18.50 JAG
20.20 Samantha Oups !
20.35 Le ciné du Comité
20.39 FBI : portés disparus
22.45 Touche pas à mon poste
00.15 Une semaine d'enfer



09.05 Le destin de Lisa
10.35 Les enquêtes impossibles
12.25 Le destin de Lisa
13.30 Journal
13.35 NT1 actu
13.40 Les enquêtes impossibles
16.25 Psych : enquêteur malgré lui
17.15 Dawson
19.40 Le destin de Lisa
20.40 Météo
20.45 Shooter, tireur d'élite
22.50 Traque sans merci
00.30 Road House 2



10.30 Dessins animés
11.00 Le week sportif
12.00 Journal en français
12.20 El chahroua Feuilletton arabe
13.30 Prière du vendredi (direct)
13.45 Association el nahda «Oran»
14.00 Réflexions
15.00 El intihar Film algérien

16.35 Maya l'abeille
17.00 Dessins animés
17.30 Oulama'el el djazaïr
18.00 Journal en amazigh
18.20 Ahlem oua awham
19.00 Journal en français
19.30 Visite Médéa
20.00 Journal en arabe

20.40 Wach raikoum

21.00 Soltane el ma'e Film algérien
23.10 Senteurs d'Algérie «Ouargla» Reportage
00.00 Didine Karoum
00.30 Journal en arabe



20.35 N'oubliez pas les paroles



09.50 C'est au programme
10.55 Motus
11.25 Les Z'amours
11.55 Tout le monde veut prendre sa place
13.00 Journal
14.00 Toute une histoire
15.10 Comment ça va bien !
16.15 Le jour où tout a basculé
17.10 Seriez-vous un bon expert ?
17.50 On n'demande qu'à en rire
18.55 N'oubliez pas les paroles
19.47 Météo 2
20.00 Journal

- Spéciale Saint-Valentin
Présenté par Nagui
A l'occasion de la Saint-Valentin, Nagui convoque des célébrités pour se mesurer dans les épreuves musicales de «N'oubliez pas les paroles». Amandine Bourgeois et François-Xavier Demaison jouent pour l'association «Le Rire médecin», Charly et Lulu pour Handicap International et Virginie Hocq et Emmanuel Moire pour une association dont le nom reste à confirmer. Tous rivalisent de talent pour faire gagner l'association qu'ils représentent.
23.00 Flashpoint
00.25 Taratata
02.00 Journal de la nuit



20.35 Thalassa



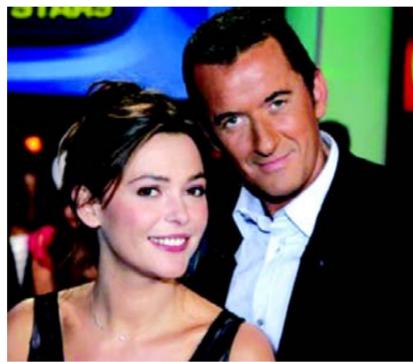
10.50 Midi en France
12.00 12/13 : Journal régional
12.25 12/13 : Journal national
13.00 13h avec vous
14.05 Inspecteur Derrick
15.00 Inspecteur Gently
16.40 Slam
17.25 Des chiffres et des lettres
18.05 Ouïfi
18.10 Questions pour un champion
19.00 19/20 : Journal régional
19.30 19/20 : Journal national
20.00 Tout le sport
20.10 Plus belle la vie

Présenté par Georges Pernoud, Laurent Bignolas, Sabine Quindou
- Rochefort entre ciel et mer
Rochefort fut fondée au XVIIe siècle sur la rive droite de la Charente.
- Les fantômes de Rochefort
La région de Rochefort raconte la grande histoire maritime de la France.
- Fou de phares
Aujourd'hui, bâtiments et fortifications en mer rappellent le passé guerrier de Rochefort.
- Vague d'espoir
A Rochefort, un jeune homme a fondé une association pour permettre aux handicapés de pratiquer le surf.
22.55 Soir 3
23.20 Les grands du rire
00.55 Le match des experts



08.47 Anime ta vitamine
08.55 Les maternelles
10.00 Allô Rufo
10.15 Le plus vieil enfant du monde
11.10 Dans la peau d'un prédateur
12.06 Yakari
12.19 Geronimo Stilton
12.42 Princesse Sarah
13.35 Le magazine de la santé
14.35 Allô, docteurs !
15.05 Empreintes
15.10 Vues d'en haut
15.40 Superstructures SOS
16.35 Les peuples du soleil
17.30 C à dire ?!
17.45 C dans l'air

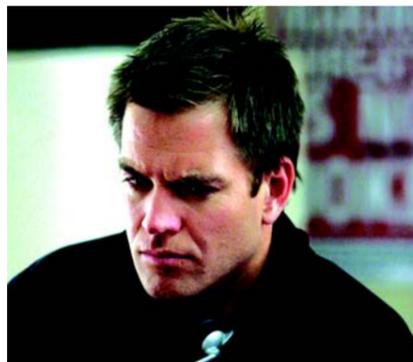
19.45 Arte journal
20.05 28 minutes
20.35 La belle vie
Avec Valérie Donzelli, Michel Voïta, Boris Terral, Agathe Dronne
Béa trouve un travail d'assistante dans une grande banque internationale. Très efficace dans son travail, elle gagne bientôt la confiance de son patron. Un jour, elle dérape et endosse un chèque à son nom. Personne ne s'aperçoit de son geste, ce qui la pousse à recommencer. Béa se met à détourner des sommes de plus en plus importantes. Euphorique, grisée par l'univers de luxe auquel elle a désormais accès, elle se croit infaillible et commence à mener une double vie. Aux yeux de ses nouveaux amis fortunés, elle passe pour une riche banquière. Mais un jour, ses employeurs finissent par s'apercevoir qu'elle détourne de l'argent...
22.15 Altiplano
00.00 Court-circuit
00.55 Pêche de nuit
01.35 Tracks
02.30 Louise-Michel



TF1 20.50

LES 100 PLUS GRANDS...

- Les 100 plus grands moments d'émissions cultes
Présenté par Christophe Dechavanne, Sandrine Quétier
Entourés de leurs invités du jour, les deux animateurs invitent le public et les téléspectateurs à (re)découvrir les plus grands moments des émissions cultes, des programmes restés chers au cœur des Français, comme «L'Ecole des fans» ou «Champs-Élysées». Situations cocasses ou inattendues, moments d'intense émotion, fous rires irréprouvés ou délirants en tout genre : Sandrine Quétier et Christophe Dechavanne revisitent cent séquences insolites, tendres ou franchement hilarantes, toutes piochées dans des émissions plébiscitées par les téléspectateurs français.



6 20.50

NCIS : ENQUÊTES SPÉCIALES

- Baltimore
Avec Scott Grimes, Mark Harmon, Michael Weatherly, Pauley Perrette
Les agents pensent qu'une nouvelle victime du tueur en série a été découverte lorsqu'un ancien collègue de Tony, Danny Price, est retrouvé assassiné. La méthode employée par le criminel correspond en tous points à celle du serial killer. Tony est touché par ce drame : il se replonge à l'époque où il était policier à Baltimore. En 2001, tous deux avaient travaillé sur un homicide. Ducky, au cours de l'autopsie, remarque un détail intéressant : il semble que l'assassin ait utilisé un instrument différent pour commettre son crime. Gibbs pense aussitôt qu'un imitateur pourrait s'être inspiré du tueur en série pour ses propres méfaits.



CANAL+ 20.55

KICK-ASS

Avec Aaron Johnson, Nicolas Cage, Chloë Grace Moretz, Lyndsy Fonseca
Dave Lizewski est un jeune garçon fort sympathique mais qui présente un léger problème de rapport à la réalité. En effet, gavé de comics depuis sa plus tendre enfance, il n'a cessé de se prendre pour un superhéros. Du fait de cette obsession narcissique singulière, il se construit une identité - secrète bien entendu - et se conçoit un costume aux couleurs voyantes. Sous le nom de Kick-Ass, il est maintenant prêt à combattre le crime. Très vite, ce «justicier» de quartier est confronté à une triste réalité : il n'a pas le moindre superpouvoir. C'est alors qu'il rencontre, médusé, une adolescente qui elle aussi se croit surhumaine : la charmante «Hit Girl»...



23.25 Confessions intimes

Présenté par Marion Jollès
Des familles et des couples se confient sur leur quotidien. Ils vivent des situations de crise et en témoignent devant un caméscope dont ils ne se séparent plus pendant quelques jours, et qui devient leur confident. Certains des témoins parlent de leur vie de couple conflictuelle, d'autres des difficultés qu'ils ont à s'accepter tels qu'ils sont. Quelle que soit leur histoire, tous ont la volonté de s'en sortir. A travers leurs destins, Marion Jollès propose de découvrir des solutions possibles à ces problèmes.
01.30 C'est quoi l'amour ?



00.05 Nip/Tuck



09.05 M6 boutique
10.15 Tout le monde peut jouer
11.00 Desperate Housewives
12.45 Le 12.45
13.00 Scènes de ménages
13.45 Fréquence Love
15.45 Hôtel de rêve...
17.40 Un dîner presque parfait
18.45 100% Mag
19.45 Le 19.45
20.05 Scènes de ménages
20.50 NCIS : enquêtes spéciales

- Le sein du saint
Avec Dylan Walsh, Julian McMahon
Après l'agression commise par Colleen Rose quatre mois auparavant, Sean a survécu mais se retrouve cloué dans un fauteuil roulant. Il donne désormais des cours de chirurgie plastique à l'université de Los Angeles. L'un de ses étudiants, Raj Paresch, se montre particulièrement brillant et Sean lui propose d'intégrer le cabinet Troy / McNamara. De son côté, Christian prend en charge un batteur dont les oreilles nécessitent une opération.
01.45 Scrubs



22.50 Largo Winch II



10.35 L'entrée des Trappistes
12.20 La nouvelle édition 1ère partie
12.45 La nouvelle édition
14.00 Halal, police d'Etat
15.30 Bref
15.35 Les nouveaux explorateurs
16.30 Camelot
18.20 30 Rock
18.45 Le JT
19.10 Le grand journal
20.05 Le petit journal
20.30 Le grand journal, la suite
20.55 Kick-Ass

Avec Tomer Sisley, Sharon Stone
Largo Winch se retrouve à la tête du groupe W après la mort de son père. Contre toute attente, il décide de ne pas suivre les traces de son père mais de mettre en vente l'entreprise familiale. En effet, il a l'ambition, avec l'argent qui lui rapportera la société, de créer une importante fondation humanitaire. Alors qu'il est sur le point de signer le contrat de vente, un mystérieux témoin l'accuse de crimes contre l'humanité.
00.45 Vista mar, hôpital militaire



16.00 TV5MONDE, le journal
16.25 Questions pour un champion
17.00 Vu du ciel
18.00 TV5MONDE, le journal
18.40 La petite vie
19.05 Recettes de chefs
19.30 Tout le monde veut prendre sa place
20.30 Journal (France 2)
21.00 Les stars du rire s'amusent
23.00 TV5MONDE, le journal
23.10 Journal (TSR)
23.45 Envoyé spécial
01.20 TV5MONDE, le journal Afrique

08.20 Iron Man
09.05 Angus & Cheryl
09.07 Bons plans
09.15 Angel
10.50 Plus belle la vie
12.40 Friends
13.55 Urgences
17.00 Friends
17.50 Plus belle la vie
18.50 JAG
20.20 Samantha Oups !
20.35 Le ciné du Comité
20.39 Tout Robin
23.00 Tennis
01.00 Le ciné du Comité
01.20 Tennis
03.20 Consomag

07.00 Télé-achat
09.00 NT1 actu
09.05 Le destin de Lisa
10.35 Les enquêtes impossibles
12.25 Le destin de Lisa
13.30 Journal
13.40 Les enquêtes impossibles
16.25 Psych : enquêteur malgré lui
17.15 Dawson
19.40 Le destin de Lisa
20.45 Tous différents
23.15 Man vs Wild : seul face à la nature
00.50 Péril en haute mer

«Aigle Azur» lance des tarifs promotionnels vers l'Algérie

La compagnie aérienne «Aigle Azur» vient d'annoncer de nouveaux tarifs promotionnels à partir de la France et à destination de l'Algérie. Ainsi, des liaisons en vols réguliers, aller et retour, sont desservies à partir de Paris, Mulhouse, Lille, Toulouse, Lyon et Marseille à destination de plusieurs villes algériennes, notamment Alger, Annaba, Batna, Biskra, Chlef, Constantine, Oran, Sétif et Tlemcen, à des tarifs exceptionnels.

Ainsi, les vols à partir de Paris, Mulhouse et Lille sont à 249 euros, 219 euros à partir de Toulouse, 229 euros à partir de Lyon et 155 euros à partir de Marseille. Ces tarifs sont valables pour des réservations effectuées avant le 29 février 2012 et pour des voyages jusqu'au 31 mai 2012. Le dernier retour aura lieu le 10 juin 2012, précise un communiqué de la compagnie. **M. M.**

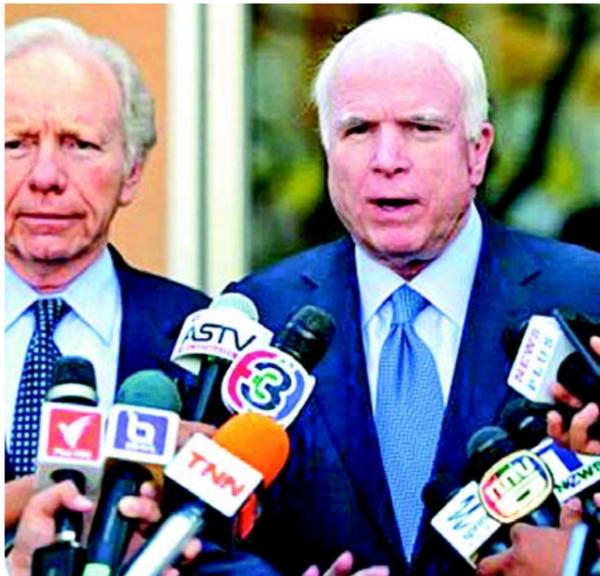
Baisse de près de 30% des investissements étrangers en Tunisie

La Tunisie a enregistré une baisse de 29,2% des investissements directs étrangers (IDE) en 2011, a-t-on appris, mercredi, auprès de l'Agence tunisienne de promotion et de l'investissement extérieur (Fipa). Selon la même source, les investissements étrangers ont atteint en 2011 environ 1,7 milliard de dinars (environ 857 millions d'euros) contre 2,4 milliards de dinars (environ 1,2 milliard d'euros) en 2010. L'économie tunisienne est en récession depuis le début de l'année 2011 à la suite de la révolution du 14 janvier ayant provoqué la chute du régime de Ben Ali, au pouvoir pendant 23 ans.

Les IDE dans les secteurs du tourisme, de l'industrie manufacturière et de l'énergie ont connu respectivement des chutes en volume de -83,3%, -42,4% et -19% par rapport à l'an précédent. Toutefois, quelque 195 projets à participation étrangère ont été réalisés en 2011, notamment dans les industries mécaniques, électriques et électroniques ainsi que dans les industries textiles et habillement, «deux premiers secteurs industriels en matière d'attraction d'IDE», selon la Fipa.

Plus de 7.300 nouveaux emplois ont été créés dans ces deux secteurs. D'habitude, l'investissement étranger génère annuellement environ 25% de nouvelles créations d'emploi, et constitue une contribution majeure à la croissance. La Tunisie compte plus de 800.000 personnes sans emploi avec un taux de chômage de 18% et 24,7% de la population vit avec moins de deux dollars par jour.

Tension entre les USA et l'Égypte



Trois sénateurs américains ont mis en garde l'Égypte, mardi, à propos des poursuites engagées contre des responsables associatifs étrangers, dont 19 Américains, avertissant que le risque d'une rupture «catastrophique» entre les deux pays avait rarement été aussi grand. «La crise actuelle avec le gouvernement égyptien a atteint un tel niveau qu'elle menace désormais notre

amitié de longue date», ont affirmé dans un communiqué les sénateurs républicains, John McCain et Kelly Ayotte, ainsi que leur collègue indépendant Joe Lieberman. Les relations entre les États-Unis et le pouvoir militaire égyptien se sont tendues depuis qu'un responsable judiciaire a annoncé dimanche que 44 personnes, parmi lesquelles 19 Américains et d'autres étrangers,

allaient être jugées pour des accusations de financement illégal d'associations en Égypte. Mardi, un autre sénateur républicain, Lindsey Graham, avait averti que l'aide militaire de 1,3 milliard de dollars versée tous les ans par les Américains aux Égyptiens, était «en jeu». Dans leur communiqué, MM. McCain, Lieberman et Ayotte ont souligné que «le soutien du Congrès à l'Égypte -notamment la poursuite de l'aide financière- est compromis». «Si une solution n'est pas trouvée rapidement, nous redoutons que le partenariat américano-égyptien ne soit gravement affecté», ont-ils averti. «Une rupture des relations serait catastrophique et un tel risque a rarement été aussi grand», ont ajouté les sénateurs. Des magistrats égyptiens ont accusé, mercredi, des organisations non-gouvernementales égyptiennes et étrangères, notamment américaines, de mener illégalement des activités «politiques». Ces ONG, dont les locaux ont été perquisitionnés et certains employés, dont des Américains, interdits de quitter le pays, agissaient «sans autorisation» pour mener des «activités purement politiques», ont affirmé ces magistrats chargés de l'enquête lors d'une conférence de presse.

Décès du comédien Kamel Kerbouz à Annaba



Le comédien Kamel Kerbouz est décédé, hier mercredi à Annaba, à l'âge de 66 ans, des suites d'un malaise, a-t-on appris auprès de ses proches. Le défunt artiste était connu pour ses participations à des productions télévisuelles produites par la station régionale de la télévision algérienne, à Constantine, telles que «Aâssab Oua Aoutar» et «Mani mani». La nouvelle de son décès qui s'est rapidement répandue a provoqué beaucoup de tristesse au sein de la population annabie, en général, et de ses amis et collègues, en particulier. Feu Kamel Kerbouz a débuté très jeune sa carrière de comédien au commissariat politique de l'Armée nationale populaire (ANP) avant d'intégrer le groupe théâtral populaire «Hassan El-Hassani» dans les rangs duquel il interpréta, entre autres pièces, «Oum Ethouar», «Mohamed prend ta valise» et «La voix des femmes». Comédien au théâtre régional d'Oran avec le regretté Abdelkader Alloula, il campa d'autres rôles dans les pièces «Hammam Rabi», «El-Khobza» et «Hout Yakoul hout». Il se fit également remarquer dans plusieurs pièces produites par le théâtre régional Azzedine Medjoubi de Annaba avec l'artiste Slimane Ben Aïssa : «El-Mahgours», «Youn El-Djemââ Kharjou Leriem» et autres.

EDITORIAL

Par M. Saadoun

LA GRANDE ÉPREUVE

Il est difficile, même pour des «modernistes» arabes de France habitués à apporter leur contribution - signe de «distinction», croient-ils - à la stigmatisation ordinaire des «pas-vraiment-français», de ne pas constater que M. Claude Guéant ne faisait pas de la philosophie sur la grandeur des civilisations mais s'attaquait ouvertement aux musulmans et aux Arabes.

Pourtant, dans ce dérapage délibéré vers l'obscur et le glauque, les élites beurs et blacks de France restent silencieuses. Il est pourtant clair que cette période de haine électoraliste est rude pour les arabo-blacks supposés musulmans de France, quelles que soient leurs croyances. C'est une «mehna», pour reprendre un mot arabe très expressif.

Certes, ils peuvent se sentir dignement représentés par le député martiniquais Serge Letchimy, qui a secoué le landerneau politique en dénonçant avec une vigueur réellement républicaine la confusion délibérée faite par le ministre français de l'Intérieur entre «civilisation et régime politique». Et surtout, ce député, héritier politique d'Aimé Césaire, est sorti des convenances qui consistent à banaliser l'atrocité, en soulignant que cette affirmation suprématiste était un retour à des «idéologies européennes qui ont donné naissance aux camps de concentration au bout du long

chapelet esclavagiste et colonial». «Le régime nazi, si soucieux de purification, était-ce une civilisation ? La barbarie de l'esclavage et de la colonisation, était-ce une mission civilisatrice ?». Le député martiniquais a cassé la baraque de la connivence. Il gêne même chez les socialistes, à qui il est apparenté, qui trouvent qu'il est allé «trop loin».

L'establishment médiatique n'est pas en reste. Le préposé au JT de France 2 a pratiquement sommé François Hollande, le candidat socialiste, de se désolidariser de M. Letchimy... Sur France 3, un obscur écrivain, qui se glorifie d'avoir fait la guerre au côté des phalangistes contre les musulmans au Liban, a déclaré dans l'émission «Ce soir ou jamais» qu'il en avait marre d'être le «seul blanc» dans le RER Châtelet-Les Halles et qu'il ne «supporte pas les mosquées en France». Le propos est passé comme une lettre à la poste et n'a suscité aucune réaction indignée. On ne sait pas quel savoir particulier avait cet idiot pour mériter d'être invité à ce genre d'émission. A l'évidence, il n'a été invité que parce que sa détestation des musulmans était ouverte et franche.

Ces individus présents à l'émission, qui

souriaient benoîtement, auraient - et à bon droit - réagi avec effroi si un crétin raciste avait déclaré qu'il «ne supporte par les synagogues en France».

A l'évidence, en France, seules les communautés organisées peuvent éviter d'être une cible permanente des cuisines électoralistes puantes. La communauté musulmane en France n'a pas d'existence organisationnelle. Et ce n'est ni le CFCM, ni la Mosquée de Paris qui peut prétendre à ce rôle. Mais cette communauté non organisée et dispersée a une «existence» négative dans le discours politico-idéologique de l'establishment politique en France. On la convoque en permanence durant les périodes de haines électorales et durant les crises. A côté du député martiniquais, dans cette «mehna» des arabo-blacks de France qui risque de devenir plus dure, seuls les indigènes de la République tentent, avec les faibles moyens du bord, de relever le gant. L'absence d'engagement politique des élites blacks-beurs, qu'elles soient musulmanes ou non, croyantes ou non, les prédispose à être durablement la cible de politiciens qui ne reculent devant aucun cynisme.

Quand les blacks-beurs s'organiseront et deviendront une force électorale, ces politiciens cesseront de dire n'importe quoi. Pour l'heure, ils ont le champ libre et la mehna se poursuit.

Publicité

N°1 en EUROPE
Made in Holland



* Du tracteur

ROAD SHOW

DAF

VENEZ ESSAYER LA GAMME DAF DANS VOTRE VILLE

Oran
06 au 09 Février

Ghardaïa
12 au 15 Février

Constantine
19 au 22 Février

Alger
26 au 29 Février

Succursale d'Alger - Les Bananiers : Tél.: 0770 99 59 32 - 0770 18 41 53
Succursale d'Oran - Es Senia : Tél. : 0770 32 11 14 - 0770 98 46 19
Succursale de Constantine - Aïn El Bay : Tél. : 031 67 54 54/55/56